

Trois années Gorbatchev

Pour le troisième anniversaire de son arrivée au pouvoir, M. Gorbatchev ne peut prétendre qu'il a vraiment le vent en poupe. Le seul domaine où il a réellement marqué des points est celui du désarmement, et, après le traité de Washington sur les missiles intermédiaires, des perspectives relativement favorables se dessinent pour le prochain sommet américano-soviétique à Moscou.

S'agissant de l'Afghanistan, en revanche, le chef du Kremlin a toutes les raisons de craindre que son offre de retrait, scellée des troupes soviétiques ne suffise pas à résoudre un problème politique dont la clé est entre les mains des Afghans eux-mêmes. A moins, bien sûr, que l'on se résigne à un « lâcher tout » qui abandonnerait le pays à de longs déchirements internes.

Mais c'est surtout à l'intérieur de l'URSS que les nuages s'accumulent. La flamme de nationalisme qui vient d'embraser les républiques caucasiennes place le régime devant une crise d'une effroyable complexité, et l'on voit bien, d'après les dernières « décisions » prises à Moscou, que les autorités cherchent surtout à gagner du temps. Ombre supplémentaire au tableau : les services de sécurité n'ont apparemment exercé qu'une médiocre vigilance pour tenter de prévenir ou d'apaiser des affrontements qui ne pouvaient qu'amener de nouvelles critiques sur la politique de transparence et de démocratisation.

Car le moins qu'on puisse dire est que cette politique ne fait pas l'unanimité. En trois ans d'efforts, la reconstruction de l'économie reste largement à l'état de projet et la loi sur l'autonomie des entreprises, qui en est la clé de voûte, se heurte aussi bien à de sérieuses difficultés d'application qu'à de sourdes résistances dans l'appareil même de l'Etat. Dans la vie courante, en tout cas, non seulement les Soviétiques ne perçoivent encore guère de changements significatifs, mais des inquiétudes nouvelles les habitent quant à la sécurité de leur emploi ou à la stabilité de leur niveau de vie.

Ce qui est nouveau dans le phénomène Gorbatchev, c'est que l'homme, loin de se laisser décourager, paraît trouver une énergie nouvelle dans les crises qu'il rencontre. Il y a un peu de la méthode Coué dans son affirmation que la démocratisation « arrivera obligatoirement ». Mais il ne cesse de répéter que c'est précisément parce que l'héritage - stalinien, brejnévien - est lourd qu'il est impossible de « continuer comme cela ».

Une large part de l'intelligentsia est toute acquise à la « glasnost » et à la « perestroïka » ; l'opinion pas encore. Et à l'intérieur même du parti il est clair que les sceptiques, voire les adversaires, sont nombreux. C'est là que la prochaine bataille doit être livrée et gagnée si M. Gorbatchev veut être en mesure d'imprimer au pays le mouvement faute duquel celui-ci ne pourrait que retomber dans les ornières du passé.

(Lire nos informations page 3.)



Tensions au sein du système monétaire européen

Le franc subit le contrecoup de la hausse de la livre

La hausse de la livre sterling depuis le début de la semaine et les achats de devises britanniques qu'elle a entraînés ont provoqué des tensions au sein du système monétaire européen et un accès de faiblesse du franc vis-à-vis du mark, avec pour conséquence une baisse du MATIF et de la Bourse de 2,16 %. La Banque de France s'est refusée à intervenir, estimant, comme le gouvernement, qu'il s'agissait de « fluctuations » bien prévisibles, mais pas justifiées, à l'approche d'un rendez-vous électoral majeur.

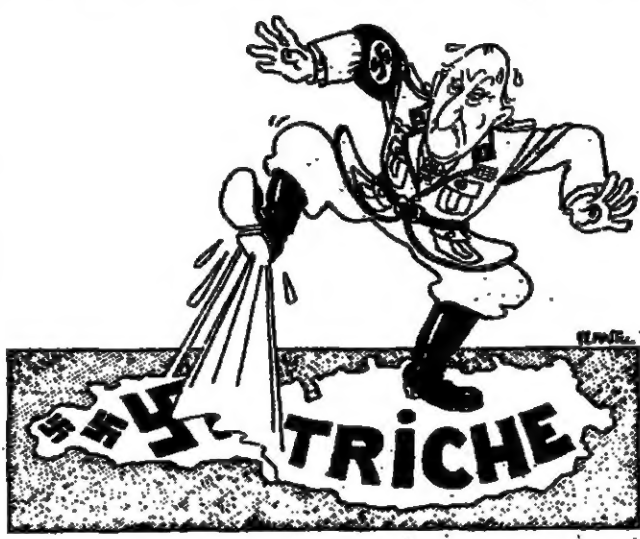
Le franc français a connu un brutal accès de faiblesse à la veille du week-end, notamment vis-à-vis du mark allemand, dont le cours à Paris est passé, le jeudi 10 mars dans l'après-midi, de 3,3870 F à 3,41 F, niveau auquel il se maintenait, le vendredi 11 en début de matinée, à seulement 2 centimes de son cours plafond au sein du système monétaire européen (SME), soit 3,43 F.

Cet accès a été provoqué par des ventes de francs en provenance d'Allemagne fédérale, de Suisse et d'ailleurs, ventes dont la motivation n'est pas très claire. On a pu mettre en avant la rumeur d'une annonce de sa candidature par M. François Mitterrand lors de sa visite jeudi, à Châteauneuf-Chinon, annonce qui ouvrirait une période de turbulence pour le franc pendant la période électorale.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 27.)

L'anniversaire de l'Anschluss



M. Kurt Waldheim reconnaît la culpabilité « d'Austriens » dans les crimes nazis. Lire page 4 l'article de LUC ROSENZWEIG.

En prévision du second tour de l'élection présidentielle

Le RPR s'efforce de rallier des députés du Front national

M. Jean-Marie Le Pen, son mouvement et ses électeurs sont désormais au centre de la campagne du RPR. Après que MM. Jacques Chirac et Charles Pasqua ont rejeté toute alliance gouvernementale avec le Front national, ils s'emploient, comme M. Chirac à Marseille, le jeudi 10 mars, à développer les thèmes qui lui sont chers et préparent, en cas de présence du premier ministre au second tour de l'élection présidentielle, le ralliement à sa candidature d'un certain nombre de députés d'extrême droite.

Dans la primaire qui se joue au sein de la majorité et qui paraît tourner à son avantage, le calcul de M. Jacques Chirac est simple : la réserve de voix se trouve pour lui à l'extrême droite, c'est-à-dire dans ces 10 % d'intentions de vote que les sondages accordent à M. Le Pen. Pour ne pas prêter le flanc à la critique, M. Chirac met en avant son refus de toute alliance gouvernementale avec le Front national. Mais derrière cette fermeté de principe, il agit en deux temps. D'une part, il cherche à le concurrencer sur son propre terrain, par exemple celui de l'immigration. D'autre part, une dizaine de députés du groupe FN font l'objet de sollicitations pressantes pour rallier M. Chirac entre les deux tours de scrutin, menaçant ainsi d'éclatement le groupe des députés d'extrême droite.

(Lire page 7 les articles de DANIEL CASTON et PIERRE SERVANT.)

Elections en Colombie

Une société en crise, une économie en croissance.

PAGE 4

Le « septennat » du Conseil constitutionnel

1981-1988 : un bilan.

PAGE 10

L'expérimentation humaine

Les points de vue du professeur Jean Lassner et de Michel Tibon-Cornillot.

PAGE 2

Le Monde SANS VISA

■ Popayan, Colombie, détruite mais debout. ■ Fleet Street : la rue de l'encre a perdu ses rotatives. ■ La Table. ■ Les Jeux.

Pages 13 à 18

Le sommaire complet se trouve en page 32

Les pressions américaines sur le général Noriega

Bras de fer au Panama

PANAMA
de notre correspondant
en Amérique centrale

Partira, partira pas ? Selon des rumeurs persistantes qui ont circulé toute la journée du jeudi 10 mars, le départ de l'honneur fort de Panama, le général Manuel Antonio Noriega, était imminent. Ce n'était finalement qu'une rumeur sans fondement, une de plus dans ce pays où, en l'absence des médias d'opposition, tous suspendus depuis près de deux semaines, « Radio trottoir » - « Radio Remba », selon la terminologie locale - est devenue la principale source d'information.

Le départ du général Noriega exigé par les Etats-Unis est désormais l'unique sujet de conversation des Panaméens, de plus en plus nombreux à penser qu'il n'y a pas d'autre solution pour mettre un terme à la crise. Les autorités panaméennes ne sont plus les seules à évoquer - pour les démentir - la possibilité d'une intervention militaire américaine afin de remettre en selle le président Eric Delvalle. Celui-ci, destitué le 26 février par le général Noriega, a été remplacé par le ministre de l'Education, M. Manuel Solís Palma.

M. Delvalle, qui aurait trouvé refuge à la résidence de l'ambassadeur des Etats-Unis (son mari serait dans une base militaire américaine située au Panama), a même lancé un appel en faveur de l'intervention directe des Etats-Unis pour empêcher son pays de « dériver vers un régime communiste et devenir un nouveau Nicaragua ».

Les classes aisées qui mènent le combat depuis neuf mois contre le général Noriega ne seraient sans doute pas opposées à l'entrée en action des soldats américains (ils sont dix mille dans l'ancienne

zone du canal, à un jet de pierre de la capitale panaméenne). Fait nouveau, les classes populaires, qui sont affectées par les sanctions économiques américaines, commencent, elles aussi, à souhaiter une solution de ce genre.

« Nous avons tout à perdre et rien à gagner du maintien de Noriega au pouvoir », nous ont affirmé plusieurs personnes qui n'ont pourtant guère de sympathie pour les milieux d'affaires réunis dans la Croisade civique nationale, vaste alliance regroupant plus d'une centaine d'organisations de l'opposition.

BERTRAND DE LA GRANGE.

(Lire la suite page 4.)

Le rapport Cabannes sur l'organisation des forces de sécurité

Policiers et gendarmes renvoyés dos à dos

Premier avocat général près la Cour de cassation, M. Jean Cabannes a remis, le 19 février, au premier ministre, le rapport de la « mission de liaison et de prospective sur la gendarmerie et la police nationale », qu'il présidait.

Ce rapport ne donne pas satisfaction à la hiérarchie policière, puisqu'il admet le port de la tenue civile par les gendarmes et maintient « le libre choix du magistrat », entre policiers et gendarmes, en matière de police judiciaire. En revanche, la mission se prononce pour « une réforme de la carte » d'implanta-

tion de la gendarmerie et de la police en matière de sécurité publique.

Il faut attendre la page 75 du rapport de la mission Cabannes, au détour d'un développement sur la formation aux « techniques de police scientifique » et juste avant le « relevé de conclusions » final, pour qu'enfin les choses soient dites sans précautions exagérées :

« Des litiges qui peuvent naître entre services de l'Etat, seuls ceux opposant policiers et gendarmes suscitent, de part et d'autre, tant de passions. Sans doute cela tient-il au caractère sensible des missions confiées à ces deux corps, au fait que l'un et

l'autre agissent de plus en plus sous le regard des médias. Sans doute est-ce la conséquence naturelle d'une situation de partielle concurrence, singulière pour deux administrations. Mais, au-delà, il faut constater une certaine difficulté à dialoguer pour des hommes qui, exerçant des missions comparables, appartiennent à des corps dont l'esprit et l'organisation sont différents. »

Guère optimiste, ce constat pourrait justifier une sévère reprise en main, des solutions radicales ou audacieuses. Telle n'est pas la voie choisie par le rapport, bien au contraire. Plutôt que de suggérer un changement de donne, une vaste réforme d'une police française duale, puisque à la fois civile et militaire, la mission Cabannes a, en effet, préféré assumer l'héritage historique, inévitablement conflictuel, et tenter de définir des « règles du jeu », un « code de bonne conduite », bref, une sorte de traité du savoir-vivre entre les gendarmes et les policiers. Ce « souci de pragmatisme », cette « optique volontairement modeste », conduisent les rapporteurs à des conclusions timides, qui n'évitent pas lapalissades et vœux pieux : « Vouloir gommer ces différences, uniformiser ces statuts serait faire perdre à ces forces leur originalité et leur richesse. En revanche, il convient de multiplier les contacts et les cadres concrets de travail en commun pour que policiers et gendarmes apprennent à se connaître. »

« Améliorer le dialogue, assurer la complémentarité, organiser la concurrence » : c'est donc en ces termes mesurés que la mission résume ses propositions finales, regroupées en neuf thèmes.

EDWY PLENEL.

(Lire la suite page 12.)

Les précis Dalloz sont les outils de synthèse essentiels à la réussite universitaire ou professionnelle. Constatant réchoués ou faibles rééditions par des professeurs spécialistes du thème traité, ils ne cessent de grandir. Précis de droit pénal général Gaston Stefani Georges Levasseur Bernard Bouloc Treizième édition



Sa grandeur est à l'intérieur.

80 PRÉCIS DALLOZ • LE DROIT DE COMPRENDRE

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 165 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Islande, 80 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 4.000 DL ; Luxembourg, 30 c. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,60 L. ; USA, 1,60 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

هذا من الامل

Débats

L'affaire d'Amiens et l'expérimentation sur l'homme

Instrumentalisation et respect des corps

par MICHEL TIBON-CORNILLOT (*)

L'ÉMOTION légitime soulevée par l'expérimentation d'Amiens ne doit pas faire oublier le contexte plus vaste dans lequel elle s'inscrit. Aux États-Unis, par exemple, l'urgence d'une réflexion éthique et la mise en place de commissions chargées de cette tâche furent liées à un scandale autrement plus important. C'est, en effet, au début des années 60 que furent révélées l'ampleur et parfois la sauvagerie qu'avait revêtues l'expérimentation humaine dans les hôpitaux, dans les prisons, quelques années après la condamnation solennelle à Nuremberg de la « médecine nazie ».

En quelques décennies, les savoirs à propos du vivant ont subi des bouleversements remarquables, par exemple en génétique avec la découverte du code génétique, en biochimie avec le développement des connaissances sur les enzymes permettant entre autres le génie génétique, en embryologie aussi avec la mise au point de techniques de micromanipulation, de conservation des cellules germinales, etc.

Cette période si féconde scientifiquement et techniquement se caractérise aussi par la rapidité avec laquelle des performances réalisées en laboratoire en sont sorties grâce aux pratiques médicales, pour atteindre le grand public dans la vie quotidienne, que ce soit par la mise au point de médicaments ou par l'introduction de nouvelles techniques d'investigation de soins. Mais c'est surtout grâce aux possibilités offertes par certaines de ces

recherches pour un contrôle des naissances, de la fécondité ou de la douleur et de la mort que les cadres classiques selon lesquels les hommes des sociétés industrielles avancées vivaient leur destin biologique, — reproduction, naissance, vie, mort — se sont mis à vaciller.

La tentation du pessimisme

Faut-il alors considérer ces progrès scientifico-techniques et la période très brève qui les vit apparaître comme le point de départ d'un « nouveau monde » dans lequel les anciennes problématiques n'auraient plus cours ? L'approfondissement du débat à propos du maintien des exigences éthiques face aux mutations scientifico-techniques en biologie et en médecine appelle la reconnaissance de trois contextes fondamentaux :

1. Le premier est l'importance, mal perçue le plus souvent, des mutations scientifico-techniques en cours. C'est le destin des hommes, de la biosphère tout entière, qui est sans doute concerné :

2. Le deuxième constat est lié à la crise des valeurs traditionnelles ayant rapport à la sphère du vivant et de son destin. L'estimation éthique de la vie, de la mort, de la reproduction et de la souffrance est ébranlée par ces pouvoirs insoupçonnés acquis en médecine et en biologie. Elle l'est

aussi à cause de la crise que traversent les grandes institutions traditionnelles représentatives du consensus à propos des valeurs morales : Églises, synagogues, universités, etc. :

3. Le troisième élément du débat tient à la certitude qu'il n'est pas possible d'abandonner trop vite les systèmes classiques de valorisation éthique.

Que peut-on alors proposer comme « attitude juste » en des temps si troublés ? La tentation du pessimisme est malheureusement la règle dans certains milieux philosophiques caractérisés par une ignorance abyssale de la logique interne du développement des sciences et des techniques, de leur histoire, de leurs résultats. Il faut y lire aussi l'influence d'auteurs marqués par des expériences personnelles et collectives terribles (Adorno, Horkheimer, Benjamin, Arendt), ou bien celle de Heidegger, dont les interprétations à propos des techniques, largement répandues et enseignées en France, interdisent toute réflexion saine sur leur évolution.

Quant aux craintes irrationnelles de l'opinion publique à l'égard de la biologie contemporaine non seulement elles sont injustifiées mais vont à l'encontre des leçons de son histoire. La génétique, par exemple, celle de Weismann, Mendel, Morgan, a rencontré deux fois en cinquante ans des organisations étatiques totalitaires : le bolchevisme et le nazisme. L'histoire de l'école génétique russe est connue. Cette école, l'une des meilleures au monde dans les trente premières années du siècle, fut brisée par les expropriations de l'agronome Lysenko, opposé à la génétique weismannienne, celle qui élabore les principes de la génétique actuelle. On connaît les résultats : le retard catastrophique de la génétique soviétique, obligée de copier les méthodes des Occidentaux et de lire leurs publications. Le mariage de la génétique allemande avec le nazisme ne fut pas non plus une réussite. Il se fit au prix d'une régression théorique considérable entraînant les chercheurs en génétique vers des pratiques vétérinaires dépassées.

Liberté et dérapages

En 1945 le bilan était terrible : en dix ans, aucune découverte n'avait été faite, les chercheurs s'étaient déshonorés en suivant des directives politiques irrationnelles et en reprenant des hypothèses de travail préscientifiques, celles de l'anthropologie raciale.

Faut-il penser que la biologie et la médecine contemporaines sont définitivement immunisées contre les tentatives totalitaires ? Certes non ! Mais encore faut-il se rappeler qu'elles ne sauraient être facilement arraisonnées par des conceptions politiques totalitaires classiques.

La relance du débat éthique et juridique par les autorités de l'État face aux nouveaux pouvoirs scientifiques et techniques sur la vie et la santé a, semble-t-il, permis des progrès importants dans le respect de la vie humaine. De l'enterrement ou l'incinération à la sauvegarde des fœtus avortés dans des conditions parfois incroyables à la contraception, n'y a-t-il pas une évolution assez positive ? Peut-être même a-t-elle permis ce renforcement du respect de la vie humaine que représente la reconnaissance de l'attribut de personne humaine aux fœtus et embryons. Par ailleurs l'approche macromoléculaire fait sauter de façon définitive les derniers restes anthropocentriques (dont l'anthropologie raciale est un avatar), qui pouvaient s'inscrire dans les zones obscures de la génétique formelle.

Le déplacement du regard que provoque la biologie contemporaine, non seulement n'entraîne pas une conception inégalitaire entre les hommes mais contribue aussi à déloger l'ensemble de l'espèce humaine de la position dominante que véhiculent depuis

tant de siècles en Occident les représentations religieuses et philosophiques dominantes.

Mais le passage d'un pessimisme exagéré à un optimisme béat serait fallacieux. A tout moment les dérèglements sont possibles, parfois au nom du principe le plus sacré, la liberté ; on l'a vu à propos de l'avortement où l'irrespect de certaines militantes féministes à l'égard des options philosophiques différentes des leurs s'accompagnait d'un irrespect profond à l'égard des questions concernant la vie fœtale. Mais ces comportements furent marginaux : par contre la question des expérimentations humaines en matière de médicaments, celle du choix des malades testés, montrent à quel point des dérèglements sont possibles à grande échelle. L'euthanasie, les questions de rentabilisation des soins sont aussi des points sensibles où des logiques institutionnelles, budgétaires, peuvent engendrer des régressions éthiques importantes. Des événements imprévisibles peuvent aussi intervenir et entraîner des dérèglements. L'apparition et le développement de l'épidémie du SIDA ont servi de catalyseur pour la réactivation de comportements collectifs totalitaires.

L'espèce et son destin

Il n'est pas naïf que l'espèce humaine et son environnement sont arrivés à un moment important de leur évolution. Capable de se détruire par ses armements nucléaires, l'espèce est aussi capable de changer son génotype, de réparer les corps en greffant des organes, de se reproduire *in vitro*, de s'administrer des calmants pour une mort douce, bref de transfigurer la vie et la mort traditionnelles.

En obtenant un contrôle et une action technique sur sa propre évolution, sur la naissance, la vie et la mort, l'espèce humaine ne se trouve plus seulement confrontée à des problèmes éthiques mais à son destin. Le destin est traditionnellement aveugle. Le pouvoir de l'orienter n'a pas entraîné de soudaines lumières, bien au contraire ! Un tel pouvoir engendre angoisse et crainte. La tentation du désespoir est alors possible et peut entraîner un rejet de toute tentative d'évaluation éthique de ces nouvelles techniques. Le désespoir, le pessimisme n'ont pourtant pas plus de force que leur contraire et cachent trop souvent la peur de l'inconnu ou un tempérament vraiment réactionnaire, à la manière de la pensée heideggerienne. Cette période de mutation suppose donc impérativement, afin que puissent être menées des recherches fécondes, un consensus minimum autour de quelques invariants formant le cadre d'une morale provisoire.

Quel peut être l'invariant éthique capable d'assurer la conduite dans ces dangereux passages ? La notion de respect éthique nous paraît la plus forte. On entend par « respect », en paraphrasant Emmanuel Kant, cette reconnaissance sensible de la « majesté » de la loi morale. Le respect en tant qu'invariant éthique pourrait être entendu comme l'engagement affectif, corporel que chacun éprouve en un même élan pour l'éminente dignité de son propre corps et la reconnaissance des autres corps investis du même respect. Cet aspect sensible du respect ne renvoie pas cet affect vers la particularité indicible ou l'abstraction vide mais installe au cœur de la sensibilité la forme même de la loi : « agis de telle manière que la maxime particulière de ton acte puisse être érigée en loi universelle ».

Cet invariant, le « respect », a une structure bien précise : il s'exprime en un point précis, le corps propre de chacun, mais il tend irrésistiblement à s'élargir aux corps de tous les hommes puis aux formes les plus lointaines de la vie terrestre (c'est un des acquis de l'écologie). Les nouveaux rapports que tentent d'établir les hommes entre eux, et avec leur environnement de plus en plus technique, seront déterminés par la volonté collective de maintien à tout prix de ce respect.

La part de vie

par JEAN LASSNER (*)

L'EXPÉRIMENTATION sur l'homme est indispensable. J'estime qu'elle ne peut être légitimement entreprise qu'à condition d'un consentement préalable des sujets d'expérience au risque encouru. C'est l'absence de consentement qui rend les prélèvements d'organes discutables à mes yeux. Le terme de donneur pour le sujet dont on prélève les organes tend à camoufler l'absence de consentement. Le comatose donne des organes comme le raisin donne du vin quand on le presse.

Ceux qui se servent des comatose pour essayer des médicaments ou pour éprouver des méthodes nouvelles trompent ou se trompent en disant vouloir leur faire du bien. L'essai est destiné à juger de la valeur du traitement. Avant d'en connaître le résultat, on ignore si le nouveau traitement est supérieur ou inférieur aux anciens.

S'agissant de sujets en coma dépassé, le bien ne peut consister qu'en une prolongation de l'agonie pour faciliter l'utilisation des organes, au même titre que la réfrigération des organes prélevés. Ce n'est pas le bien de la personne considérée morte.

Quant à la raison de ma réticence à admettre l'équivalence stricte entre le dommage cérébral irréparable et la mort, je ne nie pas que la destruction du cerveau conduise à la mort. Je ne m'appuierai pas sur les observations troublantes d'un retour tardif des fonctions mentales pour ébranler ma conception. Je considère que le végétatif, ce qui règle la nutrition ou les alternances des fonctions cycliques, et qui est la manifestation élémentaire de la poussée vitale, n'est pas sans une part psychique. En l'absence de toute conscience, de toute représentation, cette poussée comporte un sentiment et peut-être un désir sans orientation. Même réduit à ce qui peut se comparer à la plante, l'homme me paraît animé et il me répugne de ne pas respecter cette part de vie.

On s'interroge aussi sur les raisons qui m'ont conduit à faire

état d'une expérimentation que je réproche. Je ne puis que répéter ce que j'ai dit : l'expérience, avec tous ses défauts, a apporté une donnée de nature à éclairer le débat relatif aux observations faites dans le cas de M^{me} Benetton : l'effet de l'inhalation d'un mélange hypoxique sur la cyanose provoquée par l'inhalation ultérieure de protoxyde d'azote pur. Les raisons de mon opposition à des expériences auxquelles les sujets n'ont pas consenti (malades laissés dans l'ignorance ou mal informés, prisonniers, comatose) tiennent au principe même des rapports de confiance entre le malade et son médecin. L'expérience faite à Amiens aurait pu se faire facilement sur des volontaires. Je ne crois pas qu'elle ait comporté un danger important et je reste disponible pour la subir.

On peut cependant penser qu'en désapprouvant la manière par laquelle les observations avaient été acquises je n'aurais pas dû en faire état. Imaginons que, pendant la guerre d'Algérie, le général M. aurait informé le général de la B. (connu pour son opposition aux brutalités) qu'un prisonnier interrogé de façon « pressante » aurait avoué avoir placé une bombe dans le mess du QG de ce dernier. N'aurait-il pas fait évacuer le bâtiment ? Le verdict de l'affaire de Poitiers a été prononcé.

Les oppositions entre médecins qui se sont manifestées au cours du procès s'estomperont, j'espère. On finira par oublier que certains comportements n'étaient pas faits pour relever le prestige du corps médical. Le terme d'*invidie medicorum* vient de l'Antiquité et montre la constance des traits humains. Le choix de la profession de médecin ne rend pas meilleur et on trouve donc parmi les médecins aussi bien des grandes qualités que toute la gamme des défauts.

(*) Président-fondateur de l'Académie européenne d'anesthésiologie.

Les bonnes âmes

« L'être humain ne doit pas être un instrument », a dit M. Mitterrand. Graves paroles d'un homme grave. Voire.

1) D'où proférées ? De la Cité des sciences de La Villette, sur fond de drapeau tricolore, flanqué de jeunes handicapés dans leurs fauteuils roulants. Décor ainsi planté sur instruction expresse, dit-on. Alors lesdits handicapés, instruments (symboliques bien sûr), de la communication, de l'image, etc. ?

2) Allusion appuyée au procès de Poitiers et à l'expérimentation sur le corps humain en état de coma dépassé. N'est-ce pas cultiver la confusion entre être humain et humain privé d'être ; cadavre qu'agitent dérisoirement des machines à baratter et pousser le sang et l'oxygène.

3) Au bout de la petite phrase, une cible. Désigné à la vindicte publique, avant tout procès, au mépris des droits de

l'homme si constamment invoqués, un qui doit se sentir tragiquement seul et nu, l'expérimentateur en question.

Faut-il alors rappeler que les héros de l'histoire des sciences de la vie, aujourd'hui unanimement admirés pour leur lucide hardiesse et leur indomptable esprit de progrès, les Léonard de Vinci, les Vésale, etc., classés quant à eux comme cadavres extorqués, tourmentés la loi et bravaient, obstacle épistémologique bien plus difficilement surmontable, la mentalité commune de l'époque.

Enfin que c'est avec de telles petites phrases, gorgées apparemment de si belle humanité — certes innocentes puisqu'irréflectées — qu'on allume les bûchers très promptement dressés par ce qu'il y a, paraît-il, de meilleur en l'homme, le cri du cœur des bonnes âmes.

JEAN VIARDOT (Paris).

Votre 405 Diesel en livraison immédiate c'est possible* chez NEUBAUER



NEUBAUER PEUGEOT

Plus vite, moins cher!

*sous réserve de la motorisation et des options choisies

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21
4, rue de Chateaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 659572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter
du 10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouss.
Rédacteur en chef :
Daniel Verne.
Correspondant en chef :
Claude Sèze.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 286 136 F

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

TELEMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437

ISSN : 0393 - 2037

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE, code d'accès ABO

365 jours par an, 24 heures sur 24

UNION SOVIÉTIQUE

Un film clandestin sur les violences dans le Caucase

Moscou. — Des visages tuméfiés, des bâtiments saccagés, une manifestation rassemblant des dizaines de milliers de personnes sont quelques-unes des images d'un film vidéo clandestin sur les troubles inter-ethniques du mois dernier dans la région du Nagorny-Karabakh, dont un correspondant de l'AFP a pu voir des extraits.

Deux cassettes d'une durée totale de six heures ont été enregistrées pendant plusieurs jours par un journaliste arménien dans cette région azerbaïdjanaise, dont la population est à 80 % arménienne et où des affrontements sanglants entre les deux communautés se sont produits depuis le mois dernier.

Plusieurs scènes du film ont été tournées le 25 février dans une chambre d'hôtel, où des Arméniens, visages défigurés par les coups reçus, expliquent comment ils ont été attaqués par des Azerbaïdjaniens.

L'un des Arméniens, la tête bandée, raconte qu'il a dû arrêter sa voiture sur une route barrée par un arbre. Soudain, des dizaines d'Azerbaïdjaniens se sont jetés sur lui et les passagers après avoir lancé des pierres sur le véhicule.

Dans une autre scène filmée à Askeran, au nord de Stepanakert, chef-lieu de la région, une vieille

Arménienne exhibe au cours d'une manifestation les vêtements ensanglantés de son fils qui se trouve « dans un état très grave » à l'hôpital après avoir été battu.

Des milliers d'Azerbaïdjaniens ont, en effet, organisé une « expédition punitive » dans cette zone, saccageant des vignobles, causant des victimes et autres véhicules, selon les témoignages cités.

Et la caméra fait un gros plan sur un bâtiment ravagé et à moitié incendié; les meubles ont été jetés au-dehors et la gardienne montre les restes qu'elle a pu récupérer de son poste de télévision lancé dans une rivière voisine.

Des banderoles : « Karabakh »

Des images tournées le 25 février permettent de voir un des « groupes d'auto-défense », constitués par des Arméniens dans les campagnes, se rassemblant autour d'un feu de bois.

Plusieurs grands rassemblements sont filmés. L'un d'entre eux a regroupé des dizaines de milliers de personnes à Stepanakert, le 23 février.

Les miliciens (policiers en uniforme) se bornent à encadrer la foule qui lève le poing et arbore des

banderoles ainsi que des portraits de dirigeants soviétiques, notamment du chef du Kremlin, M. Mikhaïl Gorbatchev. Des gens à leur balcon applaudissent frénétiquement.

« La perestroïka, c'est le rétablissement de la justice », « On ne nous détournera pas de notre chemin, nous ne pouvons faire marche arrière », peut-on lire sur des banderoles, tandis que se lèvent les cris : « Karabakh ! (Nous exigeons) » [le rattachement du Nagorny-Karabakh à l'Arménie].

Une autre scène montre des orateurs qui haranguent à tour de rôle la foule à l'aide d'un micro de fortune. Soudain, une personne demande aux manifestants de faire silence et un homme prend la parole. Il commence à parler mais est rapidement interrompu par les manifestants qui exigent qu'il se présente : c'est M. Georgi Razoumovski, membre suppléant du bureau politique, l'instance suprême du Parti communiste soviétique, et secrétaire du comité central, dépeché sur place par le Kremlin.

Il déclare qu'il est venu de Moscou pour « examiner attentivement les problèmes » dans cette région. A ses côtés, se tiennent d'autres dirigeants, dont M. Piotr Demitchev, premier vice-président du présidium du Soviet suprême. — (AFP.)

La sanglante équipée d'un groupe de jazz sibérien

Moscou. — Les onze pirates de l'air soviétique, qui ont tenté, mardi 8 mars, de détourner vers l'étranger un avion des lignes intérieures avant que leur odyssée ne se termine dans un bain de sang, étaient membres d'une même famille de Sibérie et d'un même groupe de jazz. « Les sept Siméons », dont le chef, mère de famille nombreuse de cinquante ans, dirigeait les opérations à rapporté jeudi la presse soviétique avec un rare luxe de détails.

Cinq d'entre eux ont été tués au moment de l'assaut, qui a rapidement tourné au carnage, avec la mort de trois passagers et d'une hôtesse de l'air tenue en otage.

Selon le quotidien *Izvestia*, la famille Ovetchkine, qui vivait une existence confortable à Irkoutsk grâce aux avantages que lui conférait le titre de mère méritante accordé à M^{me} Nina Ovetchkine, veuve et mère de dix enfants, était parvenue à introduire des armes et des explosifs dans le Tupolev-154 en les dissimulant dans les étuis de leurs instruments de musique, dont une contrebasse et leurs bagages à main.

Le vol 937 d'Irkoutsk-Leningrad-Kourgan-Leningrad s'est donc déroulé normalement, avec soixante-seize passagers à bord, jusqu'à ce que l'un des frères Ovetchkine, vers la fin du voyage de sept heures, commence à empêcher les passagers de se rendre aux toilettes. « Deux hommes jeunes, qui se ressemblaient, ont alors sorti des fusils à

canon scié et ont fait rassembler les gens », ont raconté les *Izvestia*. Une hôtesse a été priée de remettre au commandant de bord un message demandant un changement de cap « vers Londres ou une autre capitale occidentale ».

Puis le mécanicien est venu dans la cabine expliquer aux pirates de l'air « hystériques » qu'il fallait se poser pour faire le plein de carburant, tandis que les trois hôtesse tentaient de calmer les passagers. L'une d'elles, Tamara Jarkata, reçut l'ordre de s'asseoir entre deux des frères Ovetchkine — ils étaient sept au total, plus leur mère et, semble-t-il, trois sœurs — et fut ainsi gardée en otage. Pendant ce temps, le commandant Kouprianov, tout en faisant croire aux pirates que l'avion mettait le cap sur Koïka, en Finlande, envoyait des messages désespérés au sol par radio en demandant l'envoi immédiat de commandos de forces de l'ordre sur la piste de l'aéroport proche de Leningrad où il se préparait à atterrir.

« Les membres des commandos ont fait irruption dans la cabine et aussitôt une fusillade frénétique a éclaté. Deux des soldats qui

vidaient leur chargeur sur les mal-faiteurs sont tombés en sang. » Ils n'étaient que légèrement blessés. C'est alors que les frères Ovetchkine ont fait sauter l'un de leurs explosifs. La fumée a envahi la carlingue. Nouvel assaut de l'armée, et nouvelle fusillade. Voyant qu'une issue était impossible, les Ovetchkine ont abattu leur mère, « une femme ronde et élégamment habillée », puis deux d'entre eux se sont donné la mort. Lorsque tout s'est arrêté, les corps de cinq pirates de l'air gisaient sur le sol de l'appareil. Tamara Jarkata et trois passagers étaient morts. D'autres passagers se sont blessés en quittant l'avion en feu par la sortie d'urgence. L'un des pirates de l'air est sorti aussi et, apparemment terrifié, s'est réfugié dans une voiture avec des enfants, avant d'être capturé. Les six survivants de la famille Ovetchkine risquent la peine de mort, aux termes du code pénal de Russie.

Avant de quitter leur ville natale d'Irkoutsk, les Ovetchkine avaient vendu leurs meubles et laissé un mot sur leur porte : ils allaient rendre visite à des proches dans une ville voisine, disaient-ils, et seraient de retour dans trois jours. Les Ovetchkine étaient pourtant une famille privilégiée, et les sept fils musiciens — dont quatre disposaient d'une bourse d'études — avaient pu se produire l'été dernier au Japon. — (AFP, UPI.)

ROUMANIE : au pays du Conducator

L'incroyable survie d'une revue de qualité

Alors que les joyaux architecturaux de Bucarest sont rasés, que les Roumains manquent de nourriture, qu'une presse asservie encense le Conducator et que de nombreux intellectuels s'expatrient, une publication littéraire et artistique d'usage qualitatif exceptionnelle survit encore miraculeusement et tient une place dans la vie culturelle d'un pays aujourd'hui marginalisé.

À la fin des années 60, la Roumanie sortait sur la scène des pays du bloc communiste. Après plus d'une décennie de réalisme socialiste, les intellectuels reprenaient leur souffle et commençaient à élaborer des projets audacieux. Certains d'entre eux lancèrent sous l'égide de l'Union des écrivains de Roumanie une revue de recherche et de synthèse culturelle, unique en son genre en Europe de l'Est, au programme quelque peu abstrait : « Art et littérature universelle, interdisciplinarité et dialogue des cultures ». Ce programme, malgré la dictature imposée par le régime, a pu être respecté pendant plus de trente ans, sans pour autant devenir l'alibi du pouvoir.

Le but de la publication, *XX^e siècle*, qui vient d'être couronnée pour son trois centième numéro par le Grand Prix 1987 de la meilleure revue d'art et de littérature (1), était de réintroduire les lecteurs roumains dans le circuit culturel européen, d'où ils avaient été évincés par les censeurs staliniens. Le rédacteur en chef, Dan Haulica, critique littéraire notoirement, se proposait de fournir aux jeunes écrivains, artistes et musiciens, privés de contacts et d'informations sur la création à l'Ouest, des points de repère indispensables à leur travail. Grâce à cette revue, ils ont pu lire des analyses de l'œuvre de Joyce, Kafka, Mann et Proust. Ils ont eu accès aux travaux des structuralistes, de Jakobson à Foucault et Lévi-Strauss.

Le Petit Poucet contre l'ogre

Vingt ans avant l'actuel dégel soviétique, les Roumains ont ainsi pu lire Nabokov, Pasternak, Babel et Mandelstam, alors qu'ils étaient bannis en URSS. *XX^e siècle* s'intéressait aussi aux artistes roumains exilés, peu ou mal connus de leurs jeunes compatriotes : Ciocan, Ionesco, Brancusi et Brancuși.

La « libéralisation » roumaine tournera court au début des années 70. De retour de Pékin, le président Ceausescu impose une mini-révolution culturelle et organise le culte de sa propre personne, comme Staline. Les intellectuels sont invités à bien se tenir.

Pourtant, la revue, toujours dirigée par Dan Haulica, continuera imperturbablement son combat de Petit Poucet contre un ogre de plus en plus soupçonneux. Au moment de la visite en France de M. Ceausescu,

en 1970, *XX^e siècle* consacra un numéro à Péguy, Sartre et au théâtre d'Antonin Artaud. Les menaces pesant sur la revue vont se précipiter aux alentours de 1975. *XX^e siècle* devient le cible des autorités par le biais de deux hebdomadaires, *Saptamanul* et *Luceafarul*. La situation s'aggrave en 1978 : le pouvoir décide de modifier l'orientation de la revue et de remplacer son « rédacteur en chef ». *XX^e siècle* sera saisi de cette nouvelle mauvaise passe par une mobilisation d'intellectuels du monde entier. Elle cessera en 1980 un numéro à l'étranger et à une civilisation ternie par les guerres et Auschwitz. Au sommaire, des écrits de Roland Barthes, Michelangelo Antonioni, Derrida, Michel Leiris, Michel Butor.

Ne pas céder au chantage

Depuis 1983, la rédaction refuse d'accorder la moindre place aux théoriciens du Conducator. En 1986, *XX^e siècle* sera interdite. Le rédacteur en chef et les collègues, qui ne veulent pas céder au chantage, subissent toutes sortes de tracasseries. La revue réapparaît cependant à l'automne dernier, et le dernier numéro vient de sortir avec un énorme retard. Il est entièrement consacré à la ville de Saint-Petersbourg-Petrograd-Leningrad, avec des textes de Rilke, Joseph de Maistre et de M^{me} de Staël. La lutte du Petit Poucet continue inlassablement.

EDGAR REICHMANN.

(1) Décoré par le Conseil audiovisuel mondial pour l'édition et la recherche sur l'art, le Conseil international du cinéma et de la télévision, et par l'UNESCO.

• URSS. Carrière Tatars autorisée à regagner la Crimée. — Une commission spéciale mise en place en juillet dernier pour examiner les revendications des Tatars qui réclament le droit de revenir en Crimée, au bord de la mer Noire, a décidé d'autoriser des familles tatars à retourner dans la région d'où ce peuple avait été déporté sur ordre de Staline, selon un journal ouzbek parvenu jeudi à Moscou.

Faisant état de la réunion il y a cinq jours de la commission à Tachkent, capitale de l'Ouzbékistan-soviétique (Asie centrale), la Pravda Vostochna souligne cependant que seront essentiellement autorisés à revenir en Crimée des Tatars ayant fait preuve d'une bonne attitude dans leur travail et musée de recommandations émanant d'organismes officiels.

Cette information semble exclure ainsi un retour massif des Tatars en Crimée, d'où ce peuple, accusé de collaboration avec les nazis, a été déporté en Asie centrale par Staline en 1944. — (AFP.)

• ITALIE. Important coup de fil anti-Mafia. — Plus d'une cen-

taine de personnes ont déjà été arrêtées dans le cadre d'une importante opération anti-Mafia qui mobilise quelque mille policiers à travers toute l'Italie depuis le mardi 8 mars, a annoncé, le jeudi 10, la police. Ce coup de fil, le plus important depuis novembre 1985, a été rendu possible par des déclarations d'un « repenti » de la Mafia, Antonio Calabrese. — (Reuters.)

• GRANDE-BRETAGNE : une motion parlementaire condamne la mort des militants de l'IRA à Gibraltar. — Soixante députés travaillistes de la Chambre des communes ont signé, le jeudi 10 mars, une motion dénonçant les circonstances de la mort des trois militants de l'IRA tués dimanche dernier, à Gibraltar, par les forces de sécurité britanniques alors qu'ils ne portaient pas d'armes (le Monde du 8 mars). Selon la motion, leur mort « constitue un acte de terrorisme équivalent à une exécution capitale sans jugement ». Le gouvernement de M^{me} Thatcher s'est immédiatement déclaré outré par cette motion. — (AFP.)

Dénoncé à Moscou

Le culte de Staline se perpétue dans sa ville natale

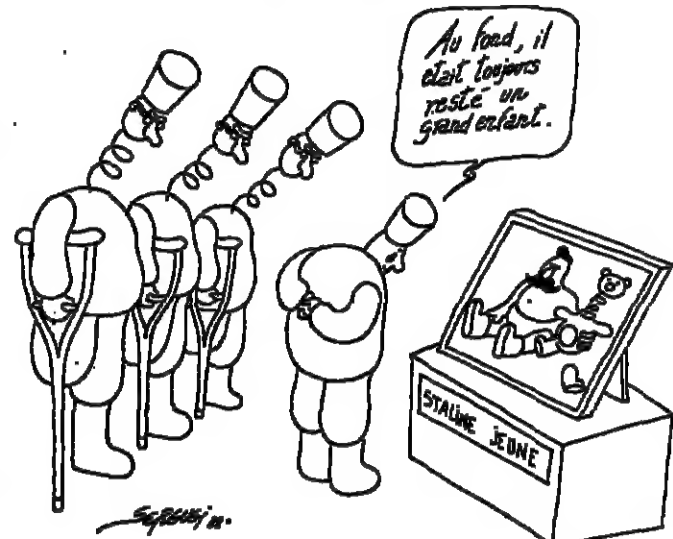
GORI de notre envoyée spéciale

Alors que Moscou a réhabilité officiellement des victimes des grands procès staliniens, à quelque 2 000 kilomètres de là, Gori, la ville natale du généralissime géorgien, coule des heures sombres. Nul ne parle ici de débaptiser l'avenue Staline, de déboulonner la statue de Staline de 17 mètres de haut en plein centre de la ville où il était autrefois une autre cité soviétique trône Lénine) ni de fermer le musée Staline, qui attire, selon la saison, entre deux mille et cinq mille visiteurs par jour.

Un lecteur s'indigne récemment dans les colonnes de l'hebdomadaire moscovite *Ogoniok* du succès de ce musée, « monument au subjectivisme et au culte de la personnalité ». « On y présente délibérément une vérité tronquée, des mensonges tenés de nationalisme... Et combien de propos soviétiques les guides de ce grandiose musée d'Etat tiennent-ils autour de la statue de Staline ? N'est-ce pas là bafouer le mémoire de centaines de brillants esprits sacrifiés sous Staline ? » Et de demander la fermeture du musée de Gori, « pire que n'importe quelle église chargée d'entretenir l'obscurantisme des croyants ».

Le débat s'est, pour l'instant, arrêté là, sans atteindre la quinzaine de Gori, où de toutes dévotions, ne serait pas Gori sans son imposant musée flanqué d'un dôme aux allures de temple grec abritant la maison natale de Staline, humble petite chaumière géorgienne impeccablement conservée.

Les immenses salles du musée lui-même retracent, les uns après les autres, à l'aide de photos, de documents divers et de quelques objets, les étapes de la formidable carrière de Iossif Vissarionovitch Djougachvili, fils d'un modeste cordonnier ; ses carnets de notes, ses photos de classe, ses premiers vers, sa première arrestation sous



le régime du tsar — il fut arrêté sept fois et envoyé en exil, dont il parvint à s'échapper six fois, raconte le jeune guide, — l'imprimerie clandestine souveraine à Tbilissi, à laquelle il accédait par le puits d'une bâtisse anodine... Staline, nom choisi d'après le mot russe qui signifie acier, était détenteur de la carte du parti n° 2, la première étant celle de Lénine.

L'héritage de Jougov

Après la mort de ce dernier en 1924, on passa, dans un silence religieux, à une autre salle, en compagnie de quelques officiers et de leur famille endeuillée, et à une autre pièce, où de la collectivisation, Staline photographié avec des ouvriers stakhanovistes... puis la guerre, cette fois-ci, et la période la plus dure de notre pays... Sous un abri de verre, une lampe de bureau surréaliste offerte

à Staline par les ouvriers de l'usine d'armement n° 100. Le pied est surmonté d'un superbe char en bronze modèle Staline, avec horloge incorporée, radio, cordier, une étoile rouge en rubis et saphir. « Elle vous plaît ? », demande Staline au maréchal Jougov lorsque celui-ci la découvre dans son bureau. « Oui », répondit Jougov, qui n'avait sans doute pas intérêt à dire le contraire. Deux heures plus tard, raconte le guide, la lampe était sur le bureau de Jougov. Telle est la tradition géorgienne : « Si quelque chose chez toi plaît à des amis, tu te dois de le leur donner ».

Pondam, Staline emouré de Molotov et du jeune Gromyko, alors ambassadeur aux Etats-Unis. Le stylo avec lequel il signa les accords de Yalta. Une copie du décret du 27 juin 1945 lui décrétant le titre de généralissime. Une photo de Jacob, le fils aîné de Staline, issu de son premier mariage, fait prisonnier en 1947 : « Hier lui avait proposé de l'échanger, mais Staline refusa car, disait-il, tous les

soldats soviétiques étaient ses fils. Jacob fut fusillé. »

Plus en retrait, à la fin du parcours, une petite salle plongée dans une demi-obscurité. C'est, en fait, un monument funéraire de marbre blanc et de velours grenat qui contraint pratiquement le visiteur à se recueillir. Le généralissime est mort. Pas une photo, pas une allusion dans la brillante carrière ainsi décrite n'évoque les crimes, le terreur que Moscou dénonce aujourd'hui. Pourtant, dans un coin, la copie d'un texte officiel placée sous un verre protecteur apporte un début de lumière. C'est la résolution du comité central du 30 juin 1955 sur le culte de la personnalité. « Il a fait beaucoup de choses positives, mais aussi des erreurs », explique le guide devant un public tout à fait déposé à son tenir là.

Le guide lui-même semble parfaitement au courant de ce que l'on dit de Staline à Moscou. « Ce musée est un musée d'Etat, il dépend des ministères de la culture de Géorgie et d'URSS, dit-il après la visite. Une commission du parti a été créée pour revoir la période stalinienne. Donc, si elle veut changer quelque chose à ce musée, nous nous plions à ses décisions. »

Pour l'heure, les habitants de Gori, y compris des jeunes, peuvent donc continuer tranquillement à expliquer aux étrangers de passage qu'ils « estiment » Staline, « respectent » son musée et sa statue. « La perception de Staline par les Géorgiens est très complexe, reconnaît un intellectuel nationaliste de Tbilissi. L'intelligentsia le rejette, car elle en a terriblement souffert. Selon des chiffres officiels, de 1921 à 1953, quatre cent mille Géorgiens sont morts, soit 11 % de la population. Mais les simples gens ont une réaction plus primitive : l'idée qu'un Géorgien ait pu ainsi régner sur la Russie pendant trente ans n'a rien pour leur déplaire. »

SYLVIE KAUFFMANN.

FANTASTIQUE SEMAINE DU CUIR

du 12 au 19 mars



Importantes remises sur l'ensemble des modèles cuir de la collection CAP

Par exemple :

BRANDY 3 places

vachette pleine fleur : 12 800 F 10 800 F

SHERRY 3 places

vachette pleine fleur : 13 900 F 11 900 F

CORDIAL 2 places

vachette pleine fleur : 9 200 F 7 900 F

GRENADINE 3 places

nature aniline : 17 900 F 14 900 F

CORDIAL 3 places

buffe aniline : 14 600 F 12 990 F

37, rue de Citeaux 75012 Paris - Tél. : 43 07 24 01

27, avenue Rapp 75007 Paris - Tél. : 45 55 88 22

1, avenue de Friedland 75008 Paris - Tél. : 42 89 15 23

47, cours de la Liberté 69003 Lyon - Tél. : 78 60 02 54

مكتبة الامم المتحدة

Europe

Le cinquantième anniversaire de l'Anschluss

M. Kurt Waldheim reconnaît la culpabilité « d'Autrichiens » dans les crimes nazis

VIENNE
de notre envoyé spécial

« Il y eut des Autrichiens qui furent des victimes et d'autres qui furent des criminels, ne donnons pas l'impression que nous n'avons rien à voir avec tout cela. Bien sûr, la culpabilité collective, ça n'existe pas. Cependant, je voudrais, en tant que chef de l'Etat, présenter mes excuses pour les crimes du national-socialisme commis par les Autrichiens. »

L'allocution télévisée prononcée, le jeudi 10 mars, par M. Kurt Waldheim à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Anschluss se voulait réconciliatrice et de nature à jeter des ponts entre le président autrichien et ses critiques, tant dans le pays qu'à l'étranger.

Ayant renoncé à s'exprimer lors de la cérémonie officielle de vendredi au palais présidentiel — une partie du gouvernement menaçait, dans le cas contraire, de boycotter cette manifestation, — M. Waldheim tentait par un contact direct avec les téléspectateurs de retrouver une confiance et un soutien populaire que les Autrichiens avaient tendance à lui mesurer de plus en plus chichement ces derniers temps.

Y sera-t-il parvenu ? L'exercice difficile consistant à reconnaître la responsabilité « d'Autrichiens » dans la perpétration des crimes nazis sans revenir sur la « conscience tranquille » dont il se prévaut pour son cas personnel a été résolu par quelques figures de rhétorique.

Reste que M. Waldheim s'est implicitement placé dans le camp des victimes du nazisme, en faisant allusion au début de son discours à ses souvenirs personnels de l'annexion de l'Autriche par Hitler. Il a évoqué les larmes qui coulaient sur les joues de sa mère. Et le fait que, dès le lendemain de l'Anschluss, son père était arrêté par la Gestapo et démis de ses fonctions d'inspecteur primaire en raison de ses « convictions patriotiques autrichiennes ».

Ainsi M. Kurt Waldheim s'exprime comme si la polémique sur son itinéraire personnel pendant le nazisme était close, et cela en dépit des interrogations soulevées sur sa responsabilité morale par le rapport de la Commission internationale d'historiens présenté le mois dernier. Fort de cette logique, il peut, en parlant des problèmes actuels de l'Autriche, affirmer qu'il mettra dans les prochains mois « toute l'autorité de sa fonction » pour « améliorer le niveau moral de la vie publique ». Cela concerne dans son esprit la « vilaine série de scandales et d'affaires » qui ont éclaté dans le pays ces derniers mois. Le renouveau moral de la République n'aura le succès souhaité que s'il est soutenu collectivement par l'ensemble des responsables, a conclu M. Waldheim.

Mot d'ordre : « reprévisation »

Le président autrichien a donc des projets de longue haleine, ce qui semble exclure, pour le court terme au moins, une démission que continuent d'exiger ceux de ses compatriotes qui ont une tout autre vision des leçons à tirer des jours sombres de 1938.

Ceux-là se retrouveront samedi et dimanche dans diverses manifestations, « chaînes humaines » et réunions de protestation, avec un nouveau mot d'ordre qui fait aujourd'hui fureur à Vienne : ils demandent la « reprévisation » immédiate de M. Kurt Waldheim.

La manifestation la plus importante est annoncée pour l'après-midi du 12 mars, sur la place des Héros, celle-là même où Adolf Hitler était acclamé par une foule en liesse au mois de mars 1938. Les organisateurs de ce rassemblement, les militants de Nouvelle Autriche, un groupe né de l'affaire Waldheim, estiment que, si le temps est favorable, plusieurs dizaines de milliers de personnes venant de toutes les régions du pays exprimeront leur désir de

voir le président de la République abandonner ses fonctions.

L'emblème du mouvement anti-Waldheim, le cheval de bois du sculpteur Alfred Hdllicka, sera en bonne place au milieu de la foule. Ce cheval, dont les reproductions miniaturisées sont en vente dans les magasins de souvenirs, est une allusion directe aux activités équestres de M. Kurt Waldheim dans le groupement de cavalerie SA de l'académie consulaire où il était alors étudiant.

Une partie des Autrichiens, cependant, se sentent avant tout placés sous le regard empli de malice de l'étranger. Ceux-là ont l'impression, comme l'écrit l'éditorialiste du quotidien conservateur Die Presse, que leur cérémonie du souvenir se déroule « sous tutelle » et s'irritent que les journalistes du monde entier affluent à Vienne comme s'il s'agissait d'évoquer le jour « où les troupes autrichiennes auraient envahi l'Allemagne ». D'autres, au contraire, rendent un hommage à posteriori à ceux qui avaient critiqué la tendance des Autrichiens à enfouir le nazisme au plus profond d'eux-mêmes. « Sans la discussion provoquée par le cas Waldheim, nous n'aurions pas pu transformer l'art du refoulement en un nouveau courage pour affronter le passé », écrit l'éditorialiste du quotidien socialiste Arbeiter Zeitung.

Comme tout événement aujourd'hui mérite sondage, celui qui a réalisé la télévision autrichienne à l'occasion de ces cérémonies commémoratives est cependant de nature à tempérer les ardeurs de ceux qui voient le pays prendre un nouveau départ : 46 % des Autrichiens estiment, en effet, que « le national-socialisme a eu de bons et de mauvais côtés », alors que 47 % n'en voit que l'aspect négatif.

LUC ROSENZWEIG.

Le Monde publiera demain, dans ses éditions datées des 13-14 mars, un article de Jacques Nobécourt sur l'Anschluss.

ITALIE : après le vote du budget pour 1988

M. Goria devrait présenter la démission de son gouvernement la semaine prochaine

ROME
de notre correspondant

Après plus de cinq mois de discussions et de navettes entre le Sénat, la Chambre des députés a approuvé définitivement, le jeudi 10 mars, le projet de budget pour 1988. L'examen de ce texte avait occasionné deux crises de gouvernement, provoquées, en novembre, par le petit parti libéral puis, en février, par une révolte des « francs-tireurs » de la majorité, originaires pour l'essentiel, de la démocratie chrétienne. Les deux crises avaient été résolues en quelques jours, car il n'existait pas de solution de rechange évidente à l'alliance en place (1). Cependant, lors de la crise de février cependant, le jeune chef de gouvernement démocrate-chrétien avait été contraint, d'abord par son propre parti, à reconnaître qu'il ne représentait du service que pour mener à son terme l'approbation du budget.

Dispute sur le nucléaire

Les jours du gouvernement sont donc très strictement comptés. C'est le 18 mars, après une dernière obligation officielle (un sommet italo-espagnol à Turin), que M. Goria devrait se rendre au palais Quirinal pour remettre sa démission. Certains milieux de la démocratie chrétienne assurent que le candidat à la succession de la principale formation italienne sera M. Ciriaco De Mita, secrétaire du parti. Mais le nom du ministre des affaires étrangères, M. Giulio Andreotti, déjà cinq fois président du conseil entre 1972 et 1979, revient avec insistance.

Le leader du Parti socialiste M. Bettino Craxi, ne cherchera sans doute pas à simplifier le renouveau du pouvoir d'un « gouvernement fort » à la direction démocrate-chrétienne. Il posera en tout cas des exigences fermes en termes de programme et de postes ministériels. Comme avant chaque échéance délicate, revient

également l'hypothèse d'une rentrée dans le jeu, selon les modalités diverses, du Parti communiste.

Le conseil des ministres, présidé par M. Goria, s'est, par ailleurs, conclu de façon tumultueuse le 10 mars. La majorité des participants (M. Andreotti s'étant abstenue), sous l'égide de la démocratie chrétienne, a approuvé la poursuite des travaux de la centrale de Montalto di Castro, dans le nord du Latium, en dépit de trois référendums à tonalité antinucléaire approuvés le 8 novembre 1987. Les travaux de cet établissement sont achevés à 80 %. Les ministres socialistes se sont vivement opposés à cette décision, estimant que le gouvernement n'avait plus l'autorité pour trancher sur un tel argument. Il apparaît probable que la démocratie chrétienne a insisté sur ce dossier afin de démontrer qu'il y a véritablement crise dans la majorité.

Par delà ces péripéties, le marathon budgétaire de l'automne 1987 et de l'hiver 1988 a démontré une fois de plus que les procédures d'approbation des dépenses et des rentrées publiques sont totalement inadéquates.

Elles revêtent, en effet, un caractère intrinsèquement laxiste. Au départ, le projet gouvernemental prévoyait une dépense déjà gigantesque de 103 500 milliards de lire (environ 12 % du PIB). Le Parlement a fini par approuver un texte comportant un déficit de plus de 120 000 milliards, soit, en cours de route, un alourdissement de plus de 15 %.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) L'actuelle coalition comporte la démocratie chrétienne, le Parti socialiste, et les petites formations républicaines, social-démocrate et libérale.

Etats-Unis

M. Jack Kemp candidat républicain abandonne

L'un des quatre candidats républicains à la Maison Blanche, le représentant de New-York, M. Jack Kemp, a annoncé, le jeudi 10 mars, qu'il renonçait à la course à la présidence.

M. Kemp n'avait pu gagner ni caucus ni primaire depuis le début de la campagne. Le 8 mars, pour le « super tuesday » dans les Etats du Sud, il était arrivé bon dernier. Considéré avec l'ex-télévangéliste Pat Robertson comme l'un des plus conservateurs des concurrents répu-

blicains, Jack Kemp est le troisième des par à abandonner, après MM. Alexander Haig et Pete DuPont.

De son côté, après bien des hésitations, le sénateur du Kansas, M. Robert Dole, qui a dû sérieusement rogner son budget de campagne après sa sévère défaite derrière George Bush dans les primaires du Sud, a décidé de tenter une dernière fois sa chance en participant, mardi prochain 15 mars, aux primaires de l'Illinois. M. Dole, en dépit de quelques succès, ne comptabilise à l'heure actuelle, en effet, que cent cinquante-cinq délégués contre sept cent cinquante de M. Bush. Toutefois, si l'on en croit un sondage publié, le jeudi 10 mars, par la chaîne ABC, les chances du sénateur sont très faibles, et le vice-président Bush est donné, côté républicain, vainqueur à

deux contre un. Un autre sondage, publié par USA Today, indique que M. Bush devrait triompher de son adversaire démocrate quel qu'il soit. — (AFP.)

Nicaragua

Les pourparlers entre Managua et la Contra pourraient reprendre

Au cours d'une nouvelle conférence de presse à Miami, jeudi 10 mars, M. Adolfo Calero, l'un des principaux dirigeants de la Contra, a indiqué qu'il serait prêt à se rendre à Sapo (sud du Nicaragua) le 16 mars pour reprendre, « face à face » avec le

gouvernement de Managua, les pourparlers interrompus depuis le 19 février dernier.

De violents combats se poursuivent toutefois au centre du Nicaragua. Lundi, au moins cinquante-neuf personnes ont été tuées et trente-cinq autres blessées au cours d'attaques des rebelles contre deux villages de cette région, a indiqué le ministère de la Défense. Quarante-cinq rebelles, dix militaires gouvernementaux et quatre civils figurent parmi les victimes, a précisé jeudi le ministère.

Par ailleurs, la Contra a relâché, mercredi 9 mars, M. Richard Boren, un coopérant américain membre de l'organisation Ténocina pour la paix qui avait été fait prisonnier il y a dix jours. — (AFP.)

مقتدا من الاصل

Amériques

COLOMBIE : premières élections municipales depuis trente ans

Une société en crise, une économie en croissance

Les Colombiens vont se rendre aux urnes dimanche 13 mars pour élire plus de mille maires dans toutes les communes, et ce pour la première fois depuis trente ans. Ces élections ont lieu au moment où le pays connaît un développement considérable de la violence lié tant au trafic de drogue qu'à la politique. Paradoxalement, malgré l'hésitation des autorités et de l'opposition à réagir devant ce défi, l'économie colombienne enregistre de bons résultats.

BOGOTA
de notre envoyé spécial

Ce pourrait être une élection sans histoire, une banale « municipale ». Pourtant ce scrutin est une petite révolution. Jusqu'ici les responsables communaux étaient désignés par les gouverneurs, eux-mêmes nommés par le président. Il s'agissait parfois de militaires dans une région de guérilla. Dans un système où le bipartisme, effectif entre les libéraux et les conservateurs, conduit depuis plus de trente ans à un partage du pouvoir et à une cohabitation de bon aloi, l'élection des maires vient brouiller les cartes.

Ces deux partis doivent non seulement assurer la montée du pouvoir des communes et les divisions qu'elle peut entraîner, mais aussi affronter un nouveau venu : l'Union patriotique (UP), mouvement de gauche lié au Parti communiste, issu de la trêve entre un groupe de la guérilla et les autorités. Contre l'UP, la violence s'est déchaînée : plus de cinq cents personnes, élus ou responsables de l'UP, ont été tués depuis la création du parti il y a deux ans. Malgré cette tentative d'intimidation, l'Union patriotique a décidé d'aller jusqu'au bout du processus électoral et de présenter des candidats à peu près partout.

Ces élections arrivent aussi à un moment où le pouvoir du président Virgilio Barco semble de moins en moins respecté. Selon le directeur du journal l'Espectador, M. Guillermo Cano, « les autorités manquent cruellement d'audace et leur conduite des affaires s'apparente soit à de la technocratie soit à de la recherche universitaire ».

Beaucoup d'observateurs craignent que le scrutin municipal ne vienne compliquer la situation. Ils soulignent « les dangers d'une telle aventure ». Dans un pays où se multiplient les réseaux d'influence (trafiquants de drogue, grand patronat,

guérilla, caciques politiques) l'élection du pouvoir communal n'est pas sans risques, surtout quand le gouvernement donne l'impression d'être désarmé ou d'avoir perdu sa crédibilité.

« Nous sommes respectueux de l'état de droit, de la Constitution et de la loi », répliquait il y a peu le ministre de la Justice M. Low Músta, devant les accusations de laxisme faites au gouvernement. La manie du « juridisme », dans un pays qui compte plus de facultés de droit que la France, frise parfois l'absurde, quand le débat porte par exemple sur l'organisation d'un référendum en autorisant... un autre pour réformer la Constitution ! Même bizarrerie en matière pénale quand un juge relâche, comme il y a quelques mois, un trafiquant de drogue notoire (Jorge Luis Ochoa) sous prétexte qu'il a purgé sa peine de vingt mois de prison — pour contrebande de taureaux ! — compte tenu du temps passé en Espagne lors de son arrestation. L'obstruction faite à la loi sur la réforme agraire est elle aussi assez singulière : les députés liés aux grands propriétaires ont voté ostensiblement deux fois pour qu'un recours puisse être introduit devant la Cour suprême. Le paradoxe de ce pays réside dans un siècle et demi d'histoire démocratique et constitutionnelle, mais avec un héritage qui ne lui donne pas les moyens aujourd'hui de guérir le mal qui le frappe.

Sept millions de pauvres

Cette crise presque structurelle qui touche la société dans son ensemble épargne pourtant l'économie. « Le pays va mal, mais l'économie très bien », dit-on depuis quelques années. En 1987, la Colombie a connu une croissance supérieure à 5 %. Bogota est aussi pratiquement la seule capitale d'Amérique latine qui sa dette extérieure, de 18 milliards de dollars — même si elle s'est accrue notablement — n'empêche pas de dormir. Pour partie, ce succès est sans conteste dû à la drogue, néanmoins le café (45 % des recettes d'exportation), le pétrole et l'industrie restent les clés de cette réussite.

Mais toutes médailles ont un revers. Sur un plan économique, l'inflation — ridiculement basse pour le continent — avoisine tout de même 25 %. Socialement, le prix de la croissance est lourd à payer. Les exploitations agricoles restent gigantesques et sous-employées, ne permettant pas

de faire vivre un nombre suffisant de travailleurs, et c'est l'émigration vers la ville. Le gouvernement estime que la pauvreté, contre laquelle il a lancé un programme de lutte, touche 7 millions de personnes, soit le quart de la population.

Dans un contexte aussi paradoxal, « tout le monde », dit Francisco de Roux, directeur du centre de recherche CINEP, est d'accord sur la nécessité d'un changement. « L'ouverture politique proposée à la guérilla par l'ancien président Betancur s'est soldée aujourd'hui par une sale guerre », explique M. de Roux, « et les premières victimes sont les gens de la rue ». Les autres, qu'il s'agisse de la guérilla, des trafiquants ou des grands propriétaires et industriels, se protègent et se défendent, sans avoir recours à la justice. « Un sicario (tueur à gages) coûte 20000 pesos (400 F environ) tandis que recourir aux juges, entraîne quatre ans de procédure ». En Colombie, dit Alfredo Vasquez Carrizosa, ancien ministre des affaires étrangères et président de la Ligue des droits de l'homme, la justice devient privée.

Un seul élément réel semble aujourd'hui lier ce pays en crise. C'est le litige qui oppose la Colombie et le Venezuela sur la délimitation de la frontière dans le golfe de Macaribo. La contestation au sujet d'une bande de terre censée regorger de pétrole provoque une véritable flambée de nationalisme, dans un pays autrefois humilié par ce voisin riche et prospère qui traitait la main-d'œuvre colombienne avec une dévotion peu commune. Après une certaine revanche économique sur le Venezuela, les Colombiens s'accrochent pour souhaiter un juste règlement d'un conflit qui menace de dégrader même si un épisode comparable aux Malouines n'est pas envisageable.

A Honda, dans le centre du pays, à quelques 200 kilomètres de la capitale, un petit exploitant agricole résumait sa crainte devant tout ce pétrole en loupant Dieu de n'être pour l'instant victime d'aucun de ces affrontements. Jusqu'à quand ? C'est la question que se posent de nombreux Colombiens. Il n'est pas sûr que les élections « révolutionnaires », dans un pays où la participation dépasse rarement 50 %, suffisent à les rassurer.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT.

(Lire en page 13, dans « Le Monde sans visa » le reportage de Bruno Frappat sur la Colombie.)

Les pressions américaines sur le général Noriega

Bras de fer au Panama

(Suite de la première page.)

« Au moins, avec l'armée américaine, tout serait réglé en une heure, ajoutent nos interlocuteurs. Les banques pourraient ouvrir leurs portes, et l'activité économique redevenirait normale. Cette attitude pour le moins étonnante s'explique par une inquiétude générale, ici, devant la dégradation de l'économie et des conditions de vie. Pourtant le Panama reste malgré tout le pays le plus riche d'Amérique latine (per capita). Mais depuis le début de la crise provoquée en juin dernier, les événements se sont accélérés avec l'inculpation du général pour trafic de drogue par deux tribunaux de Floride au début du mois de février et la semaine dernière, un gel des avoirs du gouvernement panaméen (environ 50 millions de dollars) dans les banques américaines. Depuis, les banques ont dû fermer leurs portes pour stopper les retraits massifs réalisés par les épargnants affolés.

La fermeture des banques nationales et du centre financier international — cent vingt banques du monde entier — a provoqué un ralentissement considérable de l'économie. Plusieurs secteurs d'activité sont entièrement paralysés, en particulier le bâtiment et le tourisme. Les restaurants sont vides et les magasins, à l'exception du secteur alimentaire, ne vendent rien. Des écoles et l'université sont fermées. La circulation automobile diminue chaque jour un peu plus. Seul le canal interocéanique continue de fonctionner normalement.

Le gouvernement a réussi à trouver une partie de l'argent nécessaire pour payer, jeudi, les salaires des quinze mille membres des forces armées, priorité des priorités dans le contexte actuel pour le général Noriega. Les officiers auraient été payés intégralement tandis que la troupe a reçu une partie de son salaire en espèces et le complément en bons donnant droit à des achats

de produits alimentaires. Les autorités reconnaissent que « la situation est dure et surtout injuste », mais elles ne semblent pas sur le point de céder aux pressions des Etats-Unis, qui s'apprêtent à prendre d'autres dispositions punitives, en particulier le blocage des revenus du canal (environ 6 millions de dollars par mois).

Les dirigeants panaméens recherchent désespérément des dollars sur le marché international — la devise américaine fait office de monnaie nationale, ce qui explique les difficultés provoquées par les sanctions décrétées à Washington. Des contacts ont été pris avec la Communauté économique européenne, certaines banques espagnoles, le Japon et la Libye. Mais les résultats ne semblent pas à la hauteur des espérances.

Selon le général Noriega, Washington aurait monté l'affaire de toutes pièces afin de se débarrasser d'un régime nationaliste et d'empêcher l'application des accords bilatéraux de 1977, qui prévoient la remise du canal au Panama et la fermeture des bases militaires américaines en l'an 2000. Curieusement, les Etats-Unis, qui ne ménagent pas leurs efforts pour faire partir le général Noriega, ne lui ont offert aucune porte de sortie pour l'instant, contrairement à ce qu'ils avaient fait pour obtenir le départ du président Marcos des Philippines.

A l'ambassade des Etats-Unis, on reconnaît qu'il est « tout à fait improbable » que le général Noriega se retrouve un jour devant un tribunal américain, et on laisse entendre que Washington pourrait « ne pas demander son extradition au pays qui accueillerait l'accusé ». Ce pays, ajoute sérieusement un diplomate américain, pourrait être la France, où le général a quelques propriétés, et qui, surtout, lui a décerné la Légion d'honneur (en février 1987), ce qui « lui donnerait certains droits ». En somme, une solution à la Jean-Claude Duvalier !

BERTRAND DE LA GRANGE.

Afrique

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

La « West Side Story » du Cap

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Depuis quelques semaines, l'un des épisodes les plus douloureux de l'histoire de l'apartheid est devenu un succès populaire sans pareil sous la forme d'un show musical. Un spectacle, présenté à guichets fermés pendant onze semaines au Market Theatre de Johannesburg, qui retrace un événement vieux de vingt-deux ans : l'éviction d'une communauté multiraciale de quarante mille personnes, principalement des noirs, d'un quartier du Cap connu sous le nom de « District 6 », une sorte de ghetto où se mélangaient depuis plus d'un siècle les races, les religions et les traditions. C'est un univers bariolé, vibrant, surpeuplé, un repaire de gangs, mais aussi un foyer de création littéraire, musicale et artistique et un vivier politique.

Le 11 février 1968, M. Pieter Botha, à l'époque ministre du développement communautaire, déclare le District 6 « zone blanche » en application de la loi (Group Areas Act) qui assigne le lieu d'habitation de chaque race en fonction de la couleur de la peau. Prétexte avoué : l'insalubrité, en dépit d'une étude indiquant qu'il était possible de restaurer cette cité cosmopolite.

Peut-être, les résidents de ce quartier pittoresque doivent partir vers de lointaines banlieues impopulaires. Ce déménagement forcé brève à jamais la vie communautaire de cet ancien refuge d'esclaves affranchis, situés au pied de la célèbre montagne de la Table. Il faudra près de quinze ans à l'administration pour vaincre les résistances et ouvrir, au fur et à mesure, la voie aux bulldozers.

Tout sera détruit, à l'exception de trois mosquées et de quatre églises, qui, aujourd'hui encore, se dressent comme des doigts accusateurs au milieu des champs d'herbes folles et des ruines inutilisées. L'endroit est devenu un vaste cimetière de la ville, lieu tabou auquel aucun promoteur immobilier n'a voulu toucher.

SAO-TOMÉ-ET-PRINCIPE : l'échec de la tentative de putsch

Le commando intercepté le 8 mars venait du Cameroun

Lisbonne. — L'objectif du commando intercepté le 8 mars par les forces de sécurité de Sao-Tomé, après avoir débarqué dans la capitale, était la prise du palais présidentiel, a déclaré, le jeudi 10 mars, à Lisbonne, le secrétaire général du Front de résistance nationale de Sao-Tomé-et-Principe (FRNSTP), M. Quintiliano Amado. Dans un appel téléphonique à l'agence portugaise Lusa, M. Amado a ajouté que cette action menée par un dissident de son mouvement, M. Afonso dos Santos, avait également comme but « d'attirer l'attention des pays de l'Occident sur la situation dans le pays créé par le gouvernement ».

M. Amado a révélé d'autres détails de l'opération, sans indiquer ses sources. Il a affirmé que les membres du commando, débarqués à l'aube par groupes de six sur plusieurs plages de la capitale, étaient équipés d'armes légères, « achetées dans un pays européen ».

Deux membres du commando ont été abattus, dont Antonio da Cunha Matos « Toni ». A l'exception de deux éléments qui sont encore recherchés dans l'île, tous les autres ont été capturés, a-t-il ajouté.

L'opération avait commencé le 25 février, selon M. Amado, quand quarante opposants partis du Cameroun et dirigés par M. Afonso dos Santos arrivèrent au large des côtes de Sao-Tomé dans un bateau appartenant à cet ancien membre du FRNSTP. Six hommes partis alors en mission de reconnaissance agréèrent quelques pêcheurs, ce qui alerta les autorités qui mirent en place un dispositif de sécurité.

Le groupe qui a débarqué à Sao-Tomé (une quarantaine d'hommes) avait été expulsé du Gabon et résidait au Cameroun. M. Amado a dit ignorer où M. Afonso dos Santos a obtenu l'argent pour monter cette opération.

Selon lui, « seule la situation difficile vécue par le peuple de Sao-Tomé justifie l'action suicide du commando qui se destinait à attirer

District 6 raconte ce que fut ce drame, ce qu'était la vie de tout un peuple à l'époque. Une West Side Story sud-africaine, qui, pendant six mois au Cap, a fait salle comble. Un cri contre l'injustice, rythmé par les chansons du satirique David Kramer, chanteur affirmé, et de son complice média Tefeb Pieterse, qui est né et a grandi à District 6. Un mélange de jazz, de soul, d'airs africains et malais des années 60.

Ce spectacle vivifiant en dit plus long sur les tares d'une société que bien des discours. Le message est résumé par cette phrase restée sur un mur dans l'attente du bulldozer : « It's a mad, mad world » (« C'est un monde fou, fou »).

Après Johannesburg, trois semaines de représentations avaient été programmées au Théâtre d'Etat de Pretoria, la capitale. Alors que toutes les places étaient déjà vendues, les responsables du show ont décidé d'annuler, « par respect pour les vœux et les sensibilités des anciens résidents de District 6, ainsi que de tous ceux qui sont touchés par le Group Areas Act ». Cette loi doit être légèrement modifiée prochainement, mais le président Botha a juré qu'elle ne serait pas supprimée.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Remaniement ministériel restreint. — Le président Botha, à l'époque ministre du développement communautaire, déclare le District 6 « zone blanche » en application de la loi (Group Areas Act) qui assigne le lieu d'habitation de chaque race en fonction de la couleur de la peau. Prétexte avoué : l'insalubrité, en dépit d'une étude indiquant qu'il était possible de restaurer cette cité cosmopolite.

Le ministre adjoint de l'information, M. Stoffel Van der Merwe, devient ministre à part entière. Enfin, M. Leon Wessels, l'un des députés les plus libéraux du Parti national de M. Botha, est nommé ministre adjoint de la loi et de l'ordre, en remplacement de M. Roelf Meyer, qui devient ministre adjoint du développement et du plan. — (AFP.)

Proche-Orient

Le conflit entre l'Iran et l'Irak

Bagdad et Téhéran proposent d'arrêter la « guerre des villes »... et poursuivent leurs bombardements

Au douzième jour de leur « guerre des villes », les autorités irakiennes ont proposé à Téhéran et Bagdad, — Iraniens et Irakiens ont fait assaut, jeudi 10 mars, de propositions de cessez-le-feu. La plus détaillée est sans doute celle de l'Irak, qui propose cinq conditions à l'arrêt de ses bombardements de zones civiles. Dès l'annonce de la première d'entre elles, les Iraniens ont cependant qualifié l'offre irakienne de « totalement ridicule ». Bagdad exigeant que « le dernier bombardement, avant l'entrée en vigueur du cessez-le-feu [proposé pour vendredi 13 heures GMT] soit effectué par l'Irak ». L'Irak n'ayant, pour sa part, pas le droit de riposter.

Les quatre autres conditions posées à l'arrêt de la « guerre des villes » par l'Irak sont que l'Irak : « ne doit plus bombarder des villes ou des zones civiles irakiennes » ; « ne doit plus bombarder aucune ville arabe quelle qu'elle soit [en 1967, plusieurs missiles ont été tirés à l'encontre de l'Irak tombés sur le territoire du Koweït] » ; « ne doit plus lancer de nouvelles attaques aux frontières internationales ou tenter d'envahir des territoires irakiens où se trouvent des axes routiers menant aux villes irakiennes » ; « pour sa part, l'Irak aura le droit de bombarder les objectifs iraniens servant l'effort de guerre de l'Iran tant que ce pays poursuivra sa guerre contre l'Irak ».

L'Irak s'est, de son côté, déclaré disposé à mettre un terme à ses bombardements sur Bagdad, mais à la condition que l'Irak cesse totalement ses attaques. « Si l'Irak renouvelle ses bombardements d'objectifs économiques ou de zones civiles en Iran, il devra s'attendre à une riposte encore plus dure », ont fait

savoir, jeudi, les autorités irakiennes. Depuis, cinq missiles irakiens se sont abattus sur Téhéran et la ville sainte de Qom, tandis que les Iraniens tiraient deux missiles sur Bagdad.

Quelques heures avant que l'offre de Bagdad ne soit connue, la presse irakienne avait rejeté l'initiative de l'Union soviétique — tout en se gardant de citer ce pays, principal pourvoyeur en armes de l'armée irakienne — auprès du Conseil de sécurité des Nations unies pour un arrêt de la « guerre des villes », affirmant que cette démarche était de nature à « aider le régime iranien à sortir de l'impasse et à poursuivre son agression contre l'Irak ». Cette même presse a de nouveau insisté pour que la résolution 598 (adoptée en juillet par le Conseil de sécurité et prévoyant des sanctions contre le pays qui refuserait de cesser les combats) soit appliquée intégralement. La République islamique a, jusqu'à présent, refusé d'appliquer cette résolution sans sa forme originale et exige que l'« agresseur » (l'Irak à ses yeux) soit « jugé et condamné » avant toute chose.

Washington n'oublie pas un autre aspect du conflit entre l'Irak et l'Iran, la « guerre des pétroliers » : les services de renseignement américains ont détecté l'installation, par les Iraniens, de rampes de lancement de missiles Silkworm (de fabrication chinoise) sur l'île d'Abou-Moussa, à l'entrée du Golfe. Le déploiement de telles armes (qui, déjà installées à l'autre extrémité du Golfe, ont touché à plusieurs reprises le Koweït) « étendrait à coup sûr la zone de vulnérabilité » des navires de guerre américains assignés à la protection des pétroliers koweïtiens passés sous pavillon des Etats-Unis, a estimé un responsable américain. — (AFP, AP, Reuters.)

Diplomatie

« Vos discussions ne progressent pas suffisamment sur les questions humanitaires »

déclare le ministre des affaires étrangères aux membres de la CSCE

Le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, s'est adressé, vendredi 11 mars, à Vienne, aux délégués des trente-cinq pays (1) participant à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Le ministre a regretté la lenteur des travaux ; il a souligné que le document final de la CSCE soit prêt pour la fin du printemps, comme il était prévu.

Cet achèvement de la Conférence à trente-cinq, dont les Occidentaux attendent en particulier des engagements concrets de la part des pays socialistes dans le domaine des libertés fondamentales, est la priorité, a souligné M. Jean-Bernard Raimond. Il est « plus important » que les débats à vingt-trois (les seize pays de l'OTAN et les sept du pacte de Varsovie), qui, en marge de la CSCE, doivent définir le mandat des futures négociations sur les armements conventionnels en Europe.

« Nous souhaitons évidemment aboutir à une entente sur un mandat sur la stabilité conventionnelle, a rappelé le ministre des affaires étrangères. Mais il restera lettre morte tant qu'un consensus sur un document final n'aura pas été atteint entre les trente-cinq. La France ne participera pas aux

futures négociations conventionnelles tant que l'accord d'ensemble n'aura pas été dégagé entre les trente-cinq ».

M. Jean-Bernard Raimond a également rappelé que les nouvelles négociations sur la stabilité conventionnelle devaient nécessairement s'inscrire dans le processus de la CSCE, « seul cadre politique qui permette à toutes nos nations de dialoguer sur un plan d'égalité » (contrairement aux négociations de bloc à bloc).

« Vos discussions ne progressent pas de manière satisfaisante, a dit le ministre à propos des questions humanitaires. Il faut que tous les Européens soient en mesure d'exercer leurs droits. Cela est loin d'être assuré. [...] Qu'on nous comprenne bien, nous ne cherchons pas à imposer à nos partenaires telle ou telle formule politique ou juridique tirée de notre propre expérience. Nous disons seulement que si ces droits ne sont pas observés, si ces obligations ne sont pas respectées, la confiance ne s'établira pas ».

« Notre approche, a encore déclaré le ministre, demeure celle d'un triple équilibre à réaliser d'ici la fin de nos travaux :

1) Des actes : il faut que les Etats membres montrent, à partir

La majorité a fait passer en force une nouvelle loi électorale

TOKYO
de notre correspondant

La majorité (le Parti pour la justice et la démocratie) a fait passer en force la nouvelle loi électorale, rendant ainsi à la vie parlementaire sud-coréenne son caractère traditionnel : la confrontation l'emporte sur le débat. C'est d'une tribune protégée par une haie de gardes de l'Assemblée que son président a déclaré, mardi 8 mars, que les nouvelles dispositions étaient adoptées. La séance aura duré à peine quelques minutes.

L'opposition n'a pas eu le temps de réagir. Elle accuse aujourd'hui le nouveau président, M. Roh Tae Woo, qui avait promis une démocratisation de la vie politique, d'utiliser les mêmes méthodes que son prédécesseur. La majorité fait valoir, pour sa part, que la réforme électorale devait être approuvée sans tarder afin que des élections générales, dont la date n'est pas encore fixée, puissent avoir lieu dans la seconde moitié d'avril, comme le veut la nouvelle Constitution.

Si l'opposition n'a pas obtenu les garanties qu'elle souhaitait, la loi répond néanmoins à l'une de ses exigences : le système de circonscriptions à sièges multiples, qui permettait l'élection simultanée de candidats ayant réalisé des scores parfois très disséminés, a été aboli. Il y aura désormais un candidat élu par circonscription. Le nombre des sièges a, d'autre part, été augmenté, passant de 276 à 299. Sur ce total, 224 députés représentent effectivement une circonscription, mais 75 seront nommés par les partis sur la base des résultats obtenus par chacun d'eux. Une répartition qui assure la transformation d'une majorité relative en majorité absolue, la formation venant même faiblement en tête obtenant

un nombre substantiel de sièges supplémentaires.

Grâce à ce système, le parti au pouvoir avait pu s'assurer une confortable majorité, malgré la forte percée de l'opposition, lors des élections de 1983. Les observateurs estiment que la nouvelle loi réduira les chances du parti gouvernemental dans les villes, mais le favorisera en province.

Les demandes de garanties de l'opposition contre la fraude électorale paraissent justifiées, compte tenu des polémiques suscitées par l'élection présidentielle du 16 décembre. Il n'en reste pas moins que, en retardant l'adoption de la nouvelle loi, les opposants cherchaient aussi à gagner du temps afin de remédier à leurs divisions. Les deux Kim (MM. Kim Dae Jung et Kim Young Sam) se sont sans doute tant bien que mal « réconciliés », symboliquement le jour même de l'inauguration du mandat de M. Roh. Mais leurs divergences n'en demeurent pas moins profondes. Le refus de M. Kim Dae Jung de quitter la présidence de son mouvement et de suivre l'exemple de l'autre Kim vient d'entraîner vendredi 11 mars l'échec du projet de fusion des deux partis de l'opposition. Chacun a rejeté sur l'autre la responsabilité de cette rupture.

PHILIPPE PONS.

● **INDONÉSIE.** M. Sudharmono nommé vice-président de la République. — M. Sudharmono, secrétaire à la présidence et proche conseiller du président Suharto, a été choisi le vendredi 11 mars comme vice-président par le Parlement. Ce choix s'est effectué sans veto de M. Roh. Mais leurs divergences n'en demeurent pas moins profondes. Le refus de M. Kim Dae Jung de quitter la présidence de son mouvement et de suivre l'exemple de l'autre Kim vient d'entraîner vendredi 11 mars l'échec du projet de fusion des deux partis de l'opposition. Chacun a rejeté sur l'autre la responsabilité de cette rupture.

(UPI.)

Les instants les plus tropicaux ne sont pas les plus chers

LE VOL PARIS FORT-DE-FRANCE ALLER RETOUR A PARTIR DE 2700 F

7, BOULEVARD VOLTAIRE 4273 10 64 MINITEL 36 16 + NF

NOUVELLES FRONTIÈRES

(Publicité)
EGYPTE : BATAILLE POUR LE NIL
Honi Moubarak est sur le fil du rasoir : la sécheresse mine le fleuve-dieu. L'agriculture mais aussi l'industrie sont menacées. Les ingénieurs s'efforcent de sauver des étiages.
Dans le numéro de mars d'Arabes en kiosques et en librairies 78, rue Joffroy 75017 Paris Tél. : 46.22.34.14

Pour votre **DEMENAGEMENT** **ODOUL** AGENT DE **demeco**
16, rue de l'Atlas 75019 Paris 42 08 10 30

POUR VOS PROCHAINES VACANCES,

SELECTION CROISIÈRES TRANSTOURS

PAQUES BLEUES
du 2 au 9 avril 1988
Marseille - Tunis - Patras - Corinthe
Palerme - Marseille

à partir de 6920 F
par personne en cabine à 2

ORGANISATION, ANIMATION, RESTAURATION FRANÇAISES.

L'AGENCE DE TOUS VOS VOYAGES.
KUONI PARIS 8^e : 33, bd Malesherbes - Tél. 42 65 29 09 KUONI PARIS 9^e : 12, bd des Capucines - Tél. 47 42 63 14

قرا من الامم

MARCHÉ

LES COLLECTIONS PERSANES C'EST RIVE GAUCHE

AU BON

-20% SUR LES TAPIS D'ORIENT
EXPOSITION-VENTE
JUSQU'AU 26 MARS - 2^e ETAGE

Le tapis d'Orient, tradition vivante, richesse culturelle, placement éternel... Sa noblesse de fabrication, son originalité, sa variété en font une œuvre d'art inimitable.

Cette année encore, François Ollivier, acheteur, est allé chercher au début de l'été les pièces les plus authentiques en Turquie et Iran. En Anatolie, il a sélectionné des Kozak aux dominantes rouge garance et bleu indigo, des Hereke fins en laine, des Yastick des nomades Yuruk...

En Iran, accompagné d'un guide, il se rend dans la région du Tchahar-Mahal, au sud d'Ispahan pour rejoindre les tribus Bakhtiari. A Tchalehchotor, Saman, Shan-E-Kord... il a le privilège d'assister à la confection des Bakhtiari, tapis les plus recherchés pour leur solidité et surtout leurs teintes végétales.

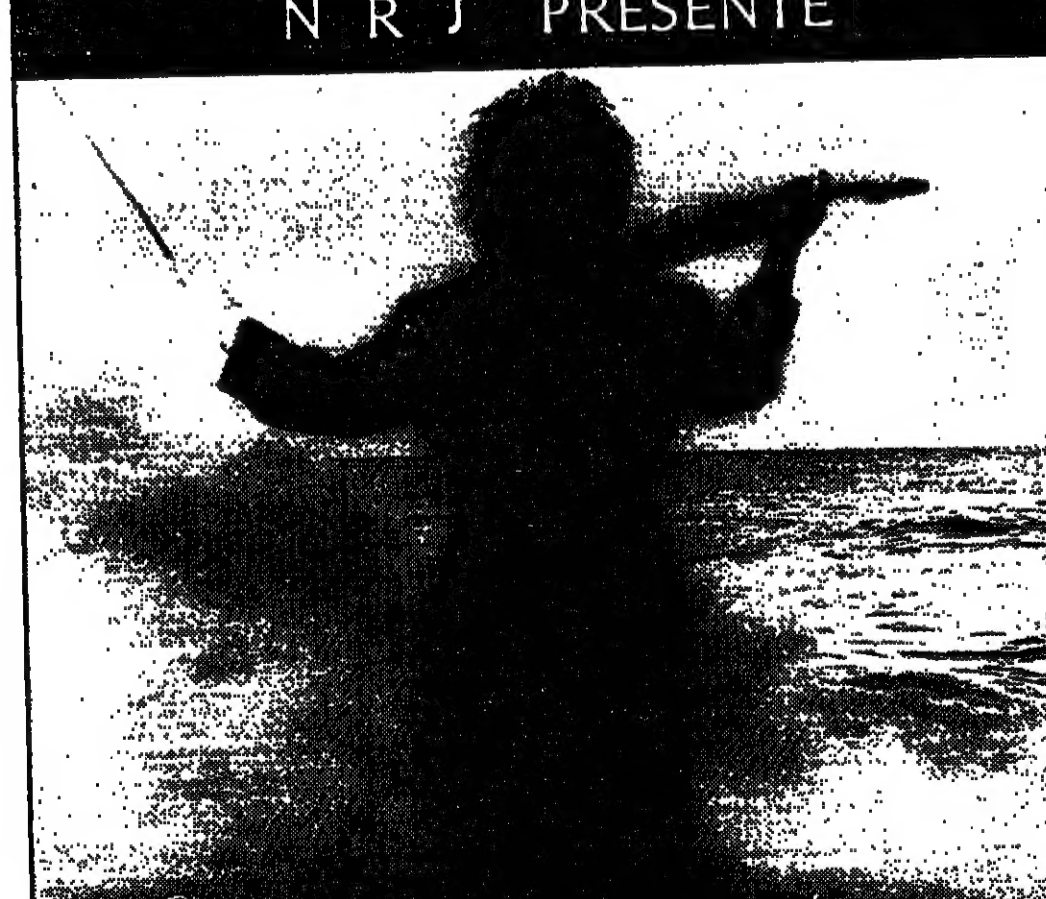
En vous proposant les tapis d'Orient que les tisserands villageois ou nomades ont noués pour leurs propres besoins ces dernières décennies, Le Bon Marché vous fait profiter d'œuvres uniques, simplement parce que pour retrouver l'authenticité, Le Bon Marché est allé directement sur place.

Certificat d'origine, expertise, conseil, restauration, entretien, garde, présentation à domicile. Le Bon Marché, une équipe d'experts au service de l'authenticité.

Céleste 3 mois sans frais à partir de 5 000 F d'achat, remises non cumulables.

TCHALEHCHOTOR Iran (laine), dimensions: 307 x 210, tapis des tribus Bakhtiari à décor exceptionnel de jardin. La beauté de ses couleurs est due à l'utilisation de teintures végétales.

N R J PRESENTE



Catherine Lara

FACE A FACE

A L'OLYMPIA
11/27 MARS

FR3

LOCATION : OLYMPIA - 3 FNAC - NUGGETS - AGENCES
SUR MINTEL 26 15 CODE 186, 36 15 CODE NRJ-CLUB,
ET PAR TEL. 42 01 62 25
COLLECTIVITES 47 42 62 45 / MINTEL 3615 - COM21
INFOS CONCERT SUR MINTEL 26 15 CODE NRJ

NRJ
La plus belle radio

مقتدا من الامم

Asie

La négociation en vue d'un règlement du conflit afghan

Moscou accuse Islamabad et Washington d'empêcher la conclusion d'un accord

Moscou a accusé, le jeudi 10 mars, le Pakistan d'empêcher la conclusion d'un accord sur l'Afghanistan à Genève, en exigeant la formation d'un gouvernement intérimaire à Kaboul.

M. Nikolai Kozirev, ambassadeur itinérant chargé des affaires asiatiques, a également reproché aux Etats-Unis de « compliquer les choses » en réclamant une « symétrie » dans l'arrêt de l'aide soviétique.

que au régime actuel de Kaboul et de l'aide américaine à la résistance.

M. Kozirev, qui s'exprimait à Genève au cours d'une conférence de presse, a ainsi expliqué que l'Union soviétique refusait tout compromis à la fois sur la négociation d'un gouvernement provisoire à Kaboul et sur l'aide qu'elle accorde au régime du président Najibullah. C'est la première fois, en six ans de négociations « indirectes » à

Genève, que Moscou prend l'initiative d'une déclaration dans la ville suisse. M. Kozirev n'a pas voulu indiquer si les Soviétiques et leurs protégés afghans quitteraient ou non Genève en l'absence d'un accord le 15 mars, date limite fixée par M. Gorbatchev pour une signature. Avant de s'exprimer publiquement, M. Kozirev avait rencontré M. Robert Peck, le diplomate américain chargé de suivre les négociations.

Les craintes d'Abdul Haq, « commandant de l'intérieur »

Des dissensions se manifestent au sein de la résistance afghane. Un des dirigeants modérés de l'Alliance, qui regroupe sept partis de moudjahidins, M. Seibatullah Mojaddedi, a démissionné mardi 8 mars de ses fonctions pour protester contre les pressions des fondamentalistes islamiques et contre le soutien qu'ils reçoivent de la part du gouvernement pakistanais. D'autre part, M. Najibullah, chef du régime de Kaboul, a chargé le Front national, organisme de masse favorable au régime, d'établir des contacts avec des « groupes d'opposition » afin de parvenir à la création d'un gouvernement de coalition.

Les responsables militaires de la résistance afghane apparaissent comme les grands oubliés des négociations en cours. Isolés dans leurs montagnes, ces « commandants de l'intérieur » sont jusqu'à présent les seuls à n'avoir pu s'exprimer sur les dernières tentatives de règlement. Après huit années de combat, ils administrent 80 % du territoire afghan. On imagine mal, dans ces conditions, une solution viable sans leur accord.

Geoffroy Linier, membre de la Gauche du raid, qui a fait plusieurs séjours en Afghanistan, a rencontré à Paris un de ces « commandants de l'intérieur ».

« Dans quelques semaines, je serai à nouveau en Afghanistan. Je courrai sans doute moins vite, mais j'y serai », affirme-t-il aujourd'hui.

Abdul Haq est un homme ouvert, affable, étonnamment modéré dans ses prises de position politiques. Dans un excellent anglais, qu'il a appris dans les maquis au contact de journalistes étrangers, il exprime la pensée d'une large fraction des commandants de l'intérieur. « Ces commandants, dit-il, déjà sacrifiés par la guerre, risquent d'être sacrifiés par la paix cette fois. » Les chefs militaires de la résistance ne sont pas représentés dans les négociations et le projet de gouvernement transitoire présenté par l'Alliance ne leur accorde aucun rôle spécifique. Ce projet, élaboré par les partis de Peshawar, réserve aux responsables politiques de la résistance une place primordiale. Or beaucoup de moudjahidins et de commandants ont du mal à se reconnaître dans ces formations, dont Abdul Haq dénonce « les excès de bureaucratie ».

« Notre pays est ravagé »

Cette situation sera sans doute d'autant plus mal acceptée que beaucoup de commandants ont prouvé leurs qualités de gestionnaires, en administrant les populations civiles des régions qu'ils contrôlaient. « Je ne parle pas pour moi, s'empresse-t-il d'ajouter, je n'ai aucune prétention politique. » Pour Abdul Haq, ce n'est pas un problème majeur. La question fera l'objet d'un compromis entre les responsables politiques et militaires, qui ont besoin les uns des autres.

Il se montre en revanche très choqué par les commentaires de la presse occidentale décrivant l'Afghanistan libéré en proie à la guerre civile. « Une nouvelle fois, les spécialistes de l'Afghanistan se trompent gravement. Au début de la guerre, personne n'imaginait que nous tiendrions plus de six mois. Aujourd'hui, on nous croit incapables de nous entendre entre nous. Pourquoi ? Simple-ment parce que nous respectons tous les courants politiques qui forment la résistance. Tous, y compris les chiites, y compris les communistes qui n'ont pas

commis de crime, devront être associés au pouvoir. »

Il déplore, à ce sujet, l'attitude des Etats-Unis. « Reagan est dans sa dernière année de mandat. Il est prêt à toutes les concessions pour obtenir le départ des Soviétiques, sans se soucier du sort du pays. » Abdul Haq parle d'une voix très calme, presque neutre. Ce n'est que sur la question de l'intégrité musulmane en Afghanistan qu'il élève le ton. « Les accusations d'intégrisme en Afghanistan ne reposent sur rien. Nous nous battons pour notre liberté, notre terre, notre culture, et aussi pour notre religion. Voulez-vous que l'on devienne chrétiens pour faire plaisir aux gouvernements européens, qui n'ont rien fait pour nous depuis huit ans ? »

En ce qui concerne les relations futures entre l'Afghanistan et l'Union soviétique, Abdul Haq fait preuve d'un grand réalisme. L'Afghanistan devra développer des relations de bon voisinage avec l'URSS, « à condition que le retrait se déroule dans de bonnes conditions : que les Soviétiques ne provoquent pas de destructions, ne posent pas de mines derrière eux », il souhaite, et c'est d'ailleurs la position officielle de l'Alliance, un Afghanistan non aligné, mais pas neutre. « Mais, ajoute-t-il, tout cela reste hypothétique. Pour l'instant, l'effet Gorbatchev s'est traduit en Afghanistan par autant de bombardements et plus d'attaques qu'auparavant. Et je n'ai constaté aucun signe d'un départ prochain. »

Aucun triomphalisme, donc. « Notre seule victoire, c'est d'avoir évité l'effondrement de la résistance. Mais notre pays est ravagé. La paix sera encore plus difficile à gagner que la guerre. Quant à l'Union soviétique, elle sortira renforcée de cette guerre : tant sur le plan humain que matériel, son armée a fait des progrès considérables ces huit dernières années en Afghanistan. Quant à nous, commandants de l'intérieur, tant que le dernier soldat soviétique n'aura pas quitté le sol afghan, nous ne baisserons pas les bras. »

GEOFFROY LINIER.

(1) Daoud renversa, en 1973, le roi Zahir Shah et instaura la République d'Afghanistan. Il fut à son tour renversé par le coup d'Etat communiste de Tarki en avril 1978.

CHINE : la tension au Tibet

Pékin ménage le dalaï-lama

Judi 10 mars, jour anniversaire de la rébellion de 1959, Lhasa semblait à une ville en état de siège. La présence des forces de l'ordre était telle, nous indique notre correspondant à Pékin Francis Derron, qu'elle rendait pratiquement impossible toute manifestation. Pékin vient de rendre publique l'arrestation, à la fin de l'année dernière, de trois Tibétains pour « crimes contre-révolutionnaires ». L'un d'eux, Yule Dawo, Ciren, est un « bouddha vivant » du monastère de Ganden, condamné à la prison à vie en 1959, gracié en 1979, il occupait des fonctions officielles depuis 1984.

D'autre part, le régime a réuni, jeudi, une centaine de hauts dignitaires tibétains pour à la fois condamner l'émeute du 5 mars et

réassurer la population sur l'avenir des réformes. Pékin semble vouloir tenter de désamorcer la bombe que forme la convergence de la religion et du séparatisme dans le territoire. Contrairement à octobre 1987, les autorités se sont abstenues de dénoncer la responsabilité du dalaï-lama dans les troubles. Cette modération conduit à se demander, poursuit notre correspondant, si la Chine n'a pas compris qu'elle avait besoin d'un arrangement avec celui qui pratique tous les Tibétains considèrent toujours comme leur souverain.

Pour sa part, le dalaï-lama a fait une déclaration assez modérée à l'occasion de cet anniversaire. Après avoir condamné « la répression la plus sévère depuis la révolution

culturelle », il a appelé à « la recherche d'une solution qui serait bénéfique autant pour le peuple tibétain que pour le peuple chinois ». Sans prononcer le mot d'indépendance, le chef spirituel tibétain a réaffirmé que « la lutte de notre peuple se distingue par son caractère non violent », avant d'ajouter : « Le Tibet devrait appartenir aux six millions de Tibétains. Son avenir, y compris la forme de son gouvernement et son système social, devrait dépendre du choix du peuple tibétain lui-même. Aucun Tibétain ne souhaite un retour à des institutions démodées. (...) C'est le peuple qui devra décider s'il veut garder l'institution du dalaï-lama. Le respect de la démocratie et de la liberté est indispensable au développement d'un Tibet moderne. »

Politique

La préparation de l'élection présidentielle

A Marseille, M. Chirac se propose de «régler en cinq ans les problèmes de l'immigration»

MARSEILLE
de notre envoyé spécial

Les Bouches-du-Rhône et le Var sont tenus de mission pour le RPR, devant par le Front national dans ces deux départements en mars 1986 et dont le score tournait alors autour de 10 % des voix. La situation est meilleure pour le mouvement chiracien dans les autres départements de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, mais ce n'est pas pour lui, globalement, une zone de force.

Le premier ministre, qui avait renoncé à une promenade dans Marseille pour aller assister, à Ajaccio, aux obsèques du gendarme assassiné le 8 mars, a consacré une large part de ses propos, le jeudi 10 mars, au cours de sa réunion publique, aux problèmes qui ont fait la fortune du Front national dans cette région. Devant environ cinq mille personnes que l'on sentait prêtes à s'enthousiasmer à l'évocation de ces sujets, M. Chirac a déclaré comprendre « parfaitement les réactions des Marseillais », ducs, selon lui, au développement conjoint, « essentiellement depuis 1981 », bien entendu, du chômage, de l'immigration clandestine et de l'insécurité.

La France, « terre d'hospitalité », ne doit pas « accueillir l'immigration qui n'apporte rien », a-t-il expliqué.

M. Chirac, en soulignant que « la politique de refoulement à nos frontières », et « la politique d'expulsion » des étrangers délinquants ou en situation irrégulière avaient atteint, depuis 1986, un « niveau » inégalé dans le passé. Répression de l'immigration clandestine et intégration des immigrés en situation régulière « doivent permettre de régler en cinq ans les problèmes de l'immigration » et de venir à bout, a assuré le premier ministre, de ces réactions racistes ou xénophobes, auxquelles « l'évolution que nous avons connue depuis quelques années a conduit un certain nombre de nos concitoyens ». « Si je ne peux pas l'admettre, je peux le comprendre », a dit M. Chirac.

Le candidat du RPR à la présidence de la République a souligné les résultats obtenus en matière de lutte contre la délinquance et la criminalité. Il a assuré que « l'action engagée par Charles Pasqua » (puissante ovation) va se poursuivre pendant sept ans. M. Chirac n'a pas dit que le ministre de l'Intérieur passera un septennat à ce poste, mais il a laissé clairement entendre qu'il y serait reconduit en l'absence de l'éventuelle victoire, propos qui ont fait du goût de l'auditoire. A Marseille, voter Chirac, ce sera peut-être, d'abord, voter Pasqua.

M. Chirac, qui répondait aux questions de cinq « témoins » dans un débat animé par M. Michel Bassi, directeur du *Méditerranéen*, a traité, ensuite, de la justice, qu'il veut « saine, saine, impartiale et rapide ». Il a indiqué que « l'expérience des conciliateurs, réduite ces dernières années, sera développée à nouveau ». Pour M. Chirac, le président de la République, « garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire », doit « s'assurer de la dignité et de l'impartialité de la justice ». Or, à l'en croire, « les socialistes n'ont pas la même conception de la justice ». « Qui est accusé — à tort ou à raison, peu importe — de faire faire des fiches politiques sur les magistrats ? » a demandé M. Chirac, en faisant allusion aux suites du Conseil supérieur de la magistrature.

Indépendance judiciaire

Défenseur du petit commerce (« Depuis dix ans, on n'a pas construit un mètre carré de grande surface à Paris », s'est-il félicité), M. Chirac a assuré de son intérêt attentif les professions libérales. Il a ensuite, en l'honneur des rapatriés, célébré le passé colonial de la France, « œuvre de pacification et de civilisation » dont il est « fier ». Le premier ministre a félicité le maire de Nice, M. Jacques Médecin, d'avoir baptisé une place de sa ville de l'Indochine française. « Il a raison ! » a lancé M. Chirac.

Dans sa conclusion, M. Chirac a déclaré avoir trouvé, en 1986, « une situation dégradée, une France inquiète et dont l'image à l'étranger était affectée par la montée en puissance des mouvements terroristes ». Refusant le « pessimisme » et la « morosité », le premier ministre a évoqué de nouveau l'immigration, pour affirmer : « L'important, ce n'est pas d'où l'on vient, c'est où l'on va ensemble, c'est de choisir une communauté de destin. (...) Cette communauté, nous refusons qu'elle soit mise en cause par des ingérences extérieures incontrôlées ».

M. Chirac, qui s'exprimait en présence de M. Jean-Claude Gaudin, président (UDF-PR) du conseil régional, a fait applaudir celui-ci en le présentant comme « le vrai maire de Marseille ». Lors d'une rencontre avec les élus majoritaires et avec des responsables socio-professionnels de la région, en fin d'après-midi, le premier ministre avait insisté sur l'union de la majorité, qui exclut les « comportements déloyaux » et assure que « l'essentiel » ne sera pas mis en cause, c'est-à-dire que prévalera, au second tour, la volonté d'éviter « une nouvelle expérience de la région, pour reprendre une formule de M. Maurice Toga, député (RPR) des Bouches-du-Rhône, si la passion, c'est Chirac », la raison, c'est l'union ».

PATRICK JARREAU

Le bilan de M. Mitterrand selon M. Juppé : les « années grises »

Le bilan mai 1981-mars 1986 des « années Mitterrand » dressé par le comité national de soutien à la candidature de M. Chirac porte comme titre « L'échec du socialisme ».

C'est le troisième document que publie ce comité après les orientations présidentielles de M. Chirac intitulées « La décennie du renouveau » puis le bilan des deux années de son gouvernement.

Vingt chapitres

Avec les « années Mitterrand », ce texte de soixante pages affirme : « Au total, la période 1981-1985 apparaît comme celle des années grises, des années de régression économique mais aussi sociale, politique, industrielle, institutionnelle, alors même que nos partenaires poursuivaient, eux, leur marche en avant ».

En présentant cette analyse, M. Alain Juppé reconnaît toutefois que « l'insécurité » de la poli-

tique socialiste en 1983 a eu pour effets positifs la désindexation des salaires par rapport à l'inflation et la libéralisation des marchés financiers.

En vingt chapitres toutes les activités des gouvernements Mauroy et Fabius, sont présentées sous des titres élogieux tels que : « La montée de l'insécurité », « Sept cent mille chômeurs de plus », « La spirale du déficit et de l'endettement », « Pallofod sur l'entreprise », « Le logement : pénurie et impréparation », « Agriculture : cinq années de vaches maigres », « Education : sectarisme et utopie », « Culture : partisans et superficiels », « Rapatriés : les oubliés », etc.

On peut ainsi lire que pendant cette période « le terrorisme reprend, en raison de la libération d'un certain nombre d'auteurs d'attentats, du refus d'une concertation antiterroriste avec nos partenaires européens et de la désorganisation de nos services spéciaux », qu'il y a eu plus d'un chômeur supplémentaire à la minute ouvrable, que le déficit de la Sécurité sociale, « fruit amer de jongleries » a atteint en 1986 le record de 40 milliards de francs.

En revanche, sont mis à l'actif des socialistes « le rôle positif et réaliste dans l'affaire des euromissiles en 1983 », « le ralliement tardif et réticent » à la politique étrangère de la IV^e République, le vote de trois lois en faveur des rapatriés et du plan de modernisation de la police « sous la pression de l'opinion ». M. Juppé, en présentant ce document a rappelé certaines déclarations de M. Mitterrand non suivies d'effet notamment sur le chômage.

AUFIDE

Faut-il attaquer M. Chirac ?

Faut-il ou non attaquer ouvertement M. Chirac ou s'en tenir strictement au pacte de non-agression conclu entre les deux candidats de la majorité ? L'interrogation se fait de plus en plus pressante parmi les barrières. M. Charles Millon (PR), l'un des proches de M. Barre, député UDF de l'Ain, n'a pas attendu la réponse pour s'exprimer, dans une interview au *Nouvel Observateur*, M. Chirac de voter à M. Barre toutes ses propositions. « De peur que les électeurs ne jugent supé-

rieures les propositions de Barre, Chirac s'en tient strictement au pacte », dit-il. M. Millon accuse en outre M. Chirac d'embellir la réalité pour défendre son bilan.

M. Léotard, en revanche, continue de recommander à ses amis de ne pas critiquer le bilan du gouvernement : « Nous avons certainement fait plus en deux ans pour la France que pendant la période socialiste », s'est-il déclaré le jeudi 10 mars à Metz (Moselle-Vilaine).

PROPOS DE CAMPAGNE

M. Jospin

Pas de chichi

M. Jospin a qualifié de « médiocres et mesquines », le jeudi 10 mars à Metz, les allusions à l'âge du président de la République formulées la veille par M. Pasqua. « Comment se fait-il que ce soit les plus jeunes qui aient été fermés aux étudiants, qui sont fermés à la création, à la recherche ? Pourquoi pas ce François Mitterrand qui est ouvert aux idées nouvelles ? », a-t-il dit. M. Jospin a conclu son discours en reprenant le slogan d'une banderole déployée dans la salle : « Pas de chichi ! Nous, on veut Tooton ! »

M. Juquin

Image

« Le Front national renvoie aux partis politiques l'image de leurs défaillances, de leurs lâchetés et de leurs compromissions », a déclaré M. Pierre Juquin, le mercredi 9 mars à Thionville, devant près de six cents personnes. A Metz, le candidat « renouveau » à l'élection présidentielle a affirmé : « Le PC est en crise patente mais le PS est en crise latente ». Son état-major de campagne a fait savoir, jeudi, que M. Juquin dispose des cinq cents signatures d'élus lui permettant de se présenter à l'élection.

M. Lajoie

Rabatteur

« On ne joue pas avec Le Pen, on le combat durablement pour le mettre hors d'état de nuire », a déclaré M. André Lajoie, le mercredi 9 mars à Perpignan, ville où le Front national a réalisé un score de 22,1 % contre 10,6 % au PC aux législatives de 1986. Le candidat communiste à l'élection présidentielle a souligné, devant près de trois mille personnes, qu'il était « indigné de se servir de Le Pen comme d'un ressort ou d'un ressortoir ». En visite, la veille, en Franche-Comté (Haute-Saône, Doubs et Jura), il a affirmé, à Lons-le-Saulnier, que « si le Parti communiste sort renforcé de ce scrutin, s'il pèse plus lourd, personne ne pourra ignorer les exigences populaires dont il est porteur ».

M. Lang

Câlinothérapie

M. Chirac « doit avoir un petit besoin d'affection quelque part. On peut conseiller à Pasqua de pratiquer avec lui la câlinothérapie. Comment

confier les rênes de l'Etat à un agité pareil ? », a déclaré M. Lang, jeudi 10 mars à Cherbilly (Oise). L'ouïssance de cette formule n'a pas empêché M. Lang d'affirmer que le comportement des amis de M. Chirac, « leur antisocialisme de primaires », n'est pas « digne d'hommes publics ». « On a envie de mettre en chantier l'éventail et non d'insulter l'adversaire », a-t-il ajouté.

M. Léotard

Quatre cents ministres

« Je n'accompagne pas Raymond Barre avec un sentiment de regret, de culpabilité ou de méfiance, mais avec confiance, responsabilité et même enthousiasme », affirme M. François Léotard dans un entretien publié le vendredi 11 mars par Barre Hebdo. M. Léotard déclare que si M. Chirac et M. Barre ne lui ont fait la moindre promesse, il y a accueilli en France trois à quatre cents personnes qui se croient titulaires d'un futur portefeuille ministériel. Le discours de promesse est complètement archaïque.

M. Laguille

Assez

« La classe ouvrière n'a rien à attendre de ces élections », écrit M. Arlette Laguille, candidate troyenne à l'élection présidentielle dans l'édition du dernier numéro de l'hebdomadaire de son organisation, Lutte ouvrière. M. Laguille explique sa candidature par le fait que « la fraction de la classe ouvrière, qui n'a pas perdu sa conscience de classe, qui est déterminée à préparer les luttes futures doit pouvoir se compter ». Selon elle, les travailleurs qui « on en assez » pourront le dire en se reportant sur son nom qui sera « le seul vote utile ».

M. Toubon

Rien

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a déclaré à Saint-Yrieix-le-Pérche (Haute-Vienne) : « Un homme comme François Mitterrand, certains le trouvent sympathique avec des qualités d'écoute. Moi, je constate qu'il ne fait rien pour la France et qu'il ne fait rien pour les jeunes. Si François Mitterrand était réélu, on verrait revenir toute l'incompétence de ceux qui brillent aujourd'hui dans les radios et les télévisions. Et surtout, pendant la campagne, il faudra demander au candidat socialiste s'il entend prendre des ministres communistes ».

Le Monde sur minitel

**ABONNEZ-VOUS
RÉABONNEZ-VOUS**
au Monde et à ses publications
3615 TAPÉZ LEMONDE puis ABO

La présidentielle sur la Une.

88
ÉLYSÉE

Méhaignerie à 7 sur 7.

AVEC ANNE SINCLAIR
DIMANCHE 13 MARS 19H00

Il n'y en a qu'une, c'est la Une.



هنا من الاميل

Politique

Le Conseil constitutionnel entérine la loi sur le financement de la vie politique

1981-1988 : le grand régulateur

La décision : éviter l'enrichissement sans cause

Le Conseil constitutionnel, réuni le jeudi 10 mars, a déclaré conforme à la Constitution la loi organique relative à la transparence financière de la vie politique. Le délai de promulgation de la loi ordinaire (quinze jours) qui complète ce dispositif parvenant à son terme les deux lois devaient être publiées par le Journal officiel du 12 mars. Pour l'élection du chef de l'Etat, le « compte de campagne » prévu par les nouveaux textes couvrira la période comprise entre cette date de publication et celle du scrutin.

Le Conseil constitutionnel relève tout au long de sa décision que tout ou partie de cinq articles de la loi organique (qui est contre l'Etat, et ne ressortit pas au domaine d'intervention de la loi organique), mais à celui de la loi ordinaire.

S'agissant des dispositions relatives au président de la République, le Conseil estime qu'elles « ne sont contraires à aucune règle, non plus qu'à aucun principe de valeur constitutionnelle, dès lors que le remboursement par l'Etat des dépenses électorales ne conduit pas à l'enrichissement d'une personne physique ou morale ».

Après avoir procédé à l'examen des dispositions qui concernent les membres du Parlement (ou les seuls députés pour certaines

d'entre elles), le Conseil constitutionnel considère que les principes édictés par la Constitution « ne font pas obstacle à ce que l'Etat accorde une aide financière aux candidats aux élections, que ceux-ci se réclament ou non de partis ou groupements politiques ; que l'aide apportée par l'Etat peut revêtir la forme aussi bien de la prise en charge de certaines dépenses que de l'exonération fiscale des candidats ; que, toutefois, l'aide allouée aux candidats doit, pour être conforme au principe d'égalité, obéir à des critères objectifs, qu'en outre, que soit la détermination d'aide retenue, il ne doit conduire ni à établir un lien de dépendance d'un candidat ou d'un parti politique à l'égard de quiconque contribue au financement de ses dépenses, ni à compromettre l'expression démocratique des divers courants d'idées et d'opinions, ni à enrichir une personne physique ou morale ».

Le Conseil constitutionnel considère que l'ensemble de la loi, « tant dans ses dispositions ayant valeur de loi organique que dans celles ayant valeur de loi, n'est pas contraire à la Constitution » et le déclare par sa décision « conforme » à cette dernière.

Sous bénéfice d'inventaire

L'ENRICHISSEMENT sans cause, le risque de dépendance des politiciens à l'égard de donateurs généreux mais pas désintéressés, l'argent comme étouffoir de courants d'idées nouveaux ou moins puissants que ceux qui dominent la scène politique : voilà des avertissements, discrètement formulés dans la décision de principe du Conseil constitutionnel, qui édicte d'un jour nouveau le dispositif de financement des activités politiques qui va entrer en vigueur.

Il n'était pas inutile de jeter cette lumière-là sur le système à venir. Des débats parlementaires brouillons, parcourus successivement par les souffles mous du consensus minimum mais aussi par des désinvoltes, l'argent comme étouffoir de courants d'idées nouveaux ou moins puissants que ceux qui dominent la scène politique : voilà des avertissements, discrètement formulés dans la décision de principe du Conseil constitutionnel, qui édicte d'un jour nouveau le dispositif de financement des activités politiques qui va entrer en vigueur.

On connaît le résultat : deux textes de loi consacrés à la « transparence financière de la vie politique ». Une loi organique, truffée de dispositions qui n'auraient pas dû y figurer, ce que signale le Conseil constitutionnel. Une loi ordinaire qui n'a été soumise à l'examen du Conseil ni par les parlementaires ni par les hautes autorités de l'Etat habilitées à le faire.

C'est dommage, même si la conjonction prélectorale explique très largement cette prudence. Du reste, le ballon lancé par M. Mitterrand, largement déporté par les péripéties qui ont suivi, ne paraît plus intéresser qui que ce soit. La seule loi organique aura donc été, conformément aux exigences constitutionnelles, pesée au crible.

Les points sur les « i »

Dans la classe politique, on qualifiera sans doute *mezza voce* d'obscures, à tout le moins d'excessives, les risques que font courir les remarques du Conseil constitutionnel. Des comptes de campagnes trafiqués, ou pseudodéclarés, des remboursements (30 millions de francs, ce n'est pas rien) qui laisseraient dans certaines poches, dans certaines caisses, des « reliquats » non négligeables, fi donc ! Des hommes publics sous influence après avoir été

« amnésés » de subsides qui aideraient puissamment à les faire élire : chose jamais vue et improbable sous le ciel pur de l'Hexagone !

Pourtant. Les points sur les « i » posés par le Conseil constitutionnel ne perdent rien pour autant de leur précision acérée : tel qu'il a été broché, dans les conditions que l'on sait, le nouveau système de financement des activités politiques ne possède aucune des qualités qui eussent rendu ces prévisions superflues : rigueur, cohérence complète, verrouillages efficaces, transparence absolue.

Au passage, on notera que le Conseil constitutionnel peut toujours relever que rien ne doit « compromettre l'expression démocratique des divers courants d'idées et d'opinions ». C'est précisément ce à quoi risque d'aboutir la loi de répartition aux partis de fonds publics, hors de portée puisque contenue dans la loi ordinaire non défrayée. Comment soutenir sérieusement que le seul nombre de parlementaires des partis déjà représentés au Parlement rend compte de tous les courants d'opinion, de ceux qui sont en train de surgir en particulier ?

Une fois les grands principes rappelés, et les risques les plus vénéneux évoqués et donc, en principe, exorcisés, que se passera-t-il, concrètement, à l'avenir ? Qui aura le pouvoir effectif de regarder à la loupe la miquette des comptabilités ou des états de fortunes comparés des hommes publics ? Les bureaux des Assemblées ? Il ne faut pas y compter. La loi d'airain des « affaires de familles » discrètement gérées entre pairs est trop forte.

La commission nouvellement créée ou le Conseil constitutionnel pour ce qui concerne les candidats à la présidence et les chefs de l'Etat ? Il y a là un pari.

Ces interrogations ne sont pas de pure forme. Car le système de financement des activités politiques que vient d'évaluer (partiellement) le Conseil constitutionnel ne suggère, à la veille d'entrer en vigueur, qu'une appréciation timide, pour ne pas dire empreinte de crainte et de tremblement : c'est mieux que rien. — M. K.

An cours de ce septennat, le Conseil constitutionnel a joué un rôle déterminant dans la régulation de la vie politique.

Lorsque François Mitterrand accéda au pouvoir suprême en mai 1981, neuf personnes (au moins), et pas des moindres, auraient pu concevoir quant à leur avenir quelques craintes : les membres du Conseil constitutionnel.

Celui qui n'était encore dans les années précédentes que le principal responsable politique de la gauche ne les avait-il pas plusieurs fois transpercées d'une plume assassine ou de fort méchants propos ? « On le croyait servile, il n'est qu'obéissant », avait-il laissé tomber en 1978, en guise de description du Conseil, affirmant une autre fois que « cette institution à la Napoléon III ne devrait pas avoir cours dans la vie démocratique d'aujourd'hui. Il s'agit d'une institution dont il faudra se débarrasser ».

S'en défaire ? Personne n'y songe plus quand survient la grande alternance politique de 1981. Imagine-t-on le chef de l'Etat, gardien des institutions, les redécouper tout aussitôt en suivant les pointillés de ses désirs ou de ses exclusives pour jeter au panier les morceaux qui ne lui conviennent pas ?

Gros morceau, en l'occurrence, que celui-là. Chacun va s'en aviser rapidement et en premier lieu la droite, devenue minorité. Elle saura bien se servir des neuf juges du Palais-Royal comme d'une bouée de sauvetage. Ou plutôt, croyant exclusivement s'en servir, révéler de nouvelles virtualités de l'institution. Une jeune institution (vingt-trois ans en 1981) qui est loin de les avoir alors révélées toutes.

En politique aussi, il est des idées dont leurs auteurs se félicitent bien des années plus tard de les avoir eues jadis. L'innovation giscardienne de 1974 — soixante députés ou sénateurs peuvent soumettre à l'examen du Conseil constitutionnel une loi — va connaître une nouvelle jeunesse.

RPR et UDF vont faire flèche de tout bois pour tenter de s'opposer au raz de marée législatif de réformes que déverse la majorité socialiste et communiste. Dès juillet 1981, le RPR annonce qu'il saisira le Conseil à propos de la loi de décentralisation présentée par le pouvoir en place comme la grande œuvre du septennat. Radios libres : l'opposition en appelle aussi au Conseil constitutionnel.

Elle récidive lorsqu'est abrogée la loi dite Sauvage sur les conseils d'université. Cette activité de barcellement, quelquefois de barrage résolu, ne cessera pas pendant l'alternance complète de 1981-1986. Le Conseil constitutionnel examine à la loupe les textes qui lui sont déférés, les élague souvent de telles ou telles dispositions, très rarement les annule en totalité.

Révélation

Brusque révélation, qui resservira à d'autres après mars 1986 : l'opposition d'un jour nourrit sa contestation d'un acquis jurisprudentiel accumulé la veille, lorsqu'elle était majorité et que l'opposition d'alors qui l'a supplantée s'en prenait à ses propres productions législatives.

Aussi le Conseil constitutionnel apparaît-il très vite sous un jour nouveau : quels que puissent être ses majestueuses prudences et son

souci de ne pas casser trop de porcelaine dans les magasins gouvernementaux, il joue, sur le long terme, le rôle d'un grand régulateur tempérant ce que les mouvements du balancier politique (ou une trop longue installation dans le pouvoir) peuvent produire de tendances fâcheuses à trop ou mal faire dans le domaine législatif.

Tout naturellement, cela ne va pas sans agacement périodique du pouvoir, freiné dans ses élans, gêné de sembler reculer devant l'adversaire politique et au détriment de sa base électorale. Côté socialiste, l'impatience monte vite. « Jamais les grands courants de réforme ne se sont laissés arrêter par une Cour suprême quelle qu'elle soit », lance en octobre 1981 le premier secrétaire du Parti socialiste, Lionel Jospin.

Le Conseil constitutionnel, et surtout son président de l'époque, l'ancien ministre de l'Intérieur Roger Frey, est durement attaqué pendant le débat-fléuve sur les nationalisations qui va cristalliser l'attention sur les grands juges tout autant que l'affrontement majorité-opposition, en ce début de septennat. François Mitterrand lui-même volera au secours de Roger Frey. Il n'empêche, la tension monte.

Elle culminera après le 16 janvier 1982 quand le Conseil constitutionnel, après neuf séances officielles de travail et force réunions préparatoires, oblige le gouvernement à remettre sur le métier son ouvrage, en particulier pour revoir le mode de calcul des indemnités.

L'opposition peut — modestement — triompher en ce début d'année 1982 : sans remettre en cause le principe des nationalisations, le Conseil en a contesté certaines modalités et « gelé » la loi qui doit revenir devant le Parlement. Les neuf juges sont-ils allés trop loin dans le détail et la minutie de leur examen de la loi, comme il leur sera ensuite reproché, excédant ainsi les limites de leur intervention « normale » ? Ont-ils malencontreusement « malmené » un gouvernement qui n'aurait fait que modifier son projet initial en fonction des indications du Conseil d'Etat ?

La polémique, affaire de spécialistes plutôt que de préoccupation du grand public, n'eut guère le temps de s'amplifier. A la fin de janvier 1982, le Conseil tranche de la loi de décentralisation deux articles. En février, il se penche sur le statut particulier de la Corse, et n'y trouve rien à redire, et, de surcroît, sur les nationalisations.

Stratégies

Nouvelle saisine, mais cette fois le Conseil constitutionnel laissera passer la loi, rejetant du côté du rêve le fol espoir que l'opposition avait paru caresser de voir les neuf juges du Palais-Royal contester deux fois de suite un même texte.

C'est qu'au fond, complexe mélange de considérations juridiques et politiques, diversément dosées selon les cas, le recours au Conseil constitutionnel obéit à des lois stratégiques complexes que les requérants devront apprendre, au fil des requêtes, à maîtriser. Cette préoccupation a conduit à des modulations du rythme et des motivations des saisines dont les effets se sont fait sentir plus que jamais après la semi-alternance de mars 1986.

L'ancien ministre Daniel Mayer, qui a rejoint les juges constitutionnels en 1983 (nommé par le chef de l'Etat), a aussi succédé à Roger Frey à la présidence du Conseil constitutionnel. Stupéfait, Robert Badinter, quittant la place Vendôme pour la rue Montpensier lors du renouvellement partiel de février 1986, devient tout aussitôt le nouveau président du Conseil constitutionnel, Daniel Mayer démissionnant pour lui laisser la place.

Dans l'opposition, et parfois même dans la mouvance de la gauche, on juge que cette habileté-là passe les bornes. A tort, semble-t-il. Quoi qu'il en soit,

tout rentrera rapidement dans l'ordre. Voici donc l'ancien garde des sceaux installé jusqu'en 1995 dans le fauteuil de juge suprême de la constitutionnalité des lois.

Mars 1986 : après son court mais réel succès aux élections législatives, l'opposition RPR-UDF redevient majorité. Commencent alors les péripéties de la coexistence politique et une nouvelle phase, tout aussi inédite, de la vie du Conseil.

Strictes réserves

Ce dernier gèrera-t-il purement et simplement le retour du balancier en s'appuyant le plus souvent sur les précédents esquissés, ou fermement établis par son abondante jurisprudence ? A circonstances inédites, comportements renouvelés.

Le Conseil qui, entre 1981 et le début de 1986, n'a annulé en totalité que deux textes et n'a guère fait obstacle frontalement qu'à un projet de la gauche — démanteler l'empire de presse Hérault — va s'adapter à une situation nouvelle en redéployant une technique juridique qu'il avait jusqu'alors peu utilisée.

Qu'il s'agisse des privatisations, via la loi d'habilitation économique et sociale, ou du nouveau changement de mode de scrutin, le gouvernement de Jacques Chirac croit pouvoir mettre à l'écart le Conseil constitutionnel (tout en dessaisissant le Parlement) en procédant par ordonnances.

Mal vu. S'il entérine les lois d'habilitation autorisant de prendre ces mesures par ordonnances, le Conseil assortit ces décisions de « strictes réserves d'interprétation » qui sont autant d'indications assez contraignantes données au pouvoir. Au demeurant, les refus présidentiels de signer les ordonnances finiront par ramener sur le bureau des assemblées puis sur la table du Conseil consti-

tutionnel les ordonnances devenues projets de loi.

Pour le reste, « alimenté » par les saisines des parlementaires socialistes, le Conseil continue de distribuer au législateur et quelquefois au gouvernement qui l'inspire trop étroitement (et mal) bons et mauvais points.

TF1 peut être privatisée, mais les règles de lutte au nom de raisons diverses et d'ensemble convaincantes.

En se tenant pas compte d'une exigence constitutionnelle ferme et précise qui « n'appelle pas d'interprétation », le Conseil a-t-il rayé d'un trait de plume un article de la Charte fondamentale ? S'est-il engagé un instant dans la voie du « gouvernement des juges » dont le spectre est si souvent brandi à son propos (et à tout propos) ? Il se trouve même des membres du Conseil constitutionnel pour se poser la question, alors qu'ils se sentent si souvent soumis au feu de critiques excessives...

Quelques mois après, une nouvelle et spectaculaire polémique — le garde des sceaux Albin Chandon et après lui certains responsables politiques de la majorité s'en étaient pris au « pouvoir discrétionnaire » du Conseil qualifié d'« anomalie », — cette période venait au moins rappeler que le chemin du contrôle de constitutionnalité des lois est semé d'embûches, et que les petits et grands débats sur la légitimité et les limites de ce contrôle durent au moins aussi longtemps que le Conseil constitutionnel.

Reste que les deux alternances, la « grande » en 1981 puis la « petite » en 1986, auront, par un processus d'accélération et d'enrichissement de l'activité du Conseil qui n'avaient guère été prévus, contribué à l'installer à la place décisive qu'il occupe dans les institutions.

MICHEL KAJMAN.

"IL EÛT FAIT UN MAGNIFIQUE GÉNÉRAL D'EMPIRE"

Patrice Carrouzet - Le Quotidien de Paris

Ce terrible monsieur PASQUA



"Un livre qui permet de cerner au plus près le mystère Pasqua".

Daniel Vernet - Le Monde

"On découvre dans cette biographie un personnage surprenant... et parfois même 'fontomantique'".

Olivier Jay - L'Express

"Exhaustive sans longueur, impitoyable sans agressivité, impartiale autant que faire se peut".

Georges Elgozy - Le Figaro

OLIVIER ORBAN

Roger-Gérard SCHWARTZENBERG



La politique en 1988 : le double regard d'un député ancien ministre et d'un universitaire.

Sociologie politique

Nouvelle édition - Vient de paraître

Editions MONTCHRESTIEN - 26, rue Vergingetorix, 75014 Paris

PROTECTION CAMBRIOLAGE
BUNDAGE
SÉRIURE
3500
BLINDAGE
SÉRIURE
3500
ROSE COMPRISE
DEVIS SUR
SIMPLE APERÇU
S.P.S.
43.48.96.20

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

Après la mort d'un gendarme à Ajaccio

Le FLNC revendique quarante-deux attentats

Le FLNC a revendiqué, le jeudi 10 mars, quarante-deux attentats commis au cours des dernières années, dont le mitraillage de trois gendarmes par les forces de l'ordre. Parmi les pas de l'attentat, le FLNC a cité le mitraillage de l'agent de la gendarmerie Stéphane Chariot, à l'aéroport de Campo dell'Oro (lire ci-dessous). M. François Mitterrand inaugurerait, à Planchez (Nièvre), une place Marcel-Besdevant, du nom du commissaire de police tué le 9 juillet 1986 dans l'attentat, à Paris, contre la brigade de répression du banditisme. « Le terrorisme, on ne peut pas traiter avec lui, il n'y a pas de langage commun, de compromis, de trêve », a déclaré, à cette occasion, le président de la République. « La société a le droit de se défendre, ceux qui ont la charge de l'ordre, de la sécurité des autres méritent plus que quiconque notre reconnaissance », a ajouté le chef de l'Etat.

Alors que M. Jacques Chirac et M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, assistaient à la levée du corps de Stéphane Chariot, à l'aéroport de Campo dell'Oro (lire ci-dessous), M. François Mitterrand inaugurerait, à Planchez (Nièvre), une place Marcel-Besdevant, du nom du commissaire de police tué le 9 juillet 1986 dans l'attentat, à Paris, contre la brigade de répression du banditisme. « Le terrorisme, on ne peut pas traiter avec lui, il n'y a pas de langage commun, de compromis, de trêve », a déclaré, à cette occasion, le président de la République. « La société a le droit de se défendre, ceux qui ont la charge de l'ordre, de la sécurité des autres méritent plus que quiconque notre reconnaissance », a ajouté le chef de l'Etat.

Le silence obstiné de M. Chirac

AJACCIO de notre envoyé spécial

Les vœux d'adieu sur une piste d'aéroport sans longtemps commentées dans l'île. Après les déclarations fermes de l'un et de l'autre sur la nécessité, pour la Corse, d'arrêter, elle-même, ce terrorisme, après leurs déclarations, ces derniers jours, à propos de la fameuse « loi du silence », peu d'insultes auraient pu être la venue de M. Jacques Chirac et Charles Pasqua. On pensait que l'épave de force psychologique aurait été plus tard, lors des passages pré-électorales de l'un, ou de l'autre en Corse.

Régulièrement, le venu du premier ministre et du ministre de l'Intérieur est annoncé pour un jour de mars ou d'avril, comme si la population insulaire voulait voir se craver un abécédaire du gouvernement et de l'ex-FLNC. Comme si la tension, du retour dans l'île, ne pouvait s'atténuer que par la présence de l'un ou de l'autre sur une piste, puis, il est de plus en plus souvent mis en avant que seuls M. Chirac et Charles Pasqua sont politiquement visés par l'attentat meurtrier du mardi 8 mars.

Et puis, supposons, la Corse a appris, le jeudi 10 mars, en fin de matinée, que les deux hommes avaient décidé de présider, dans l'après-midi, les obsèques de Stéphane Chariot. Prêt à quitter l'île, les équipes de télévision sont venues, les deux locaux se sont mis en route, plus tôt aux quatre

coins de la Corse pour arriver à l'heure à l'aéroport Campo dell'Oro d'Ajaccio. On annonçait la possibilité d'une autre provocation de l'ex-FLNC à ce qui devenait soudain la réplique symbolique du gouvernement à l'assassinat. L'organisation clandestine pouvait-elle en si peu de temps organiser une manifestation ? M. Chirac allait-il, en terre corse, répéter ses propos menaçants, M. Pasqua redire son irritation de l'attitude insulaire face à la violence ? De cette cérémonie, prévue pour être courte, au pied d'un Transat de l'armée de l'air, la Corse, en quelques heures, avait fait le second « round » d'un combat imaginaire.

Les micros inutiles

Le chef du gouvernement et le ministre de l'Intérieur ont bien présidé l'éloge funèbre de Stéphane Chariot, mais ils n'ont rien dit. Les élus locaux en ont été déçus. En allant saluer ostensiblement les dépouilles et présider des assemblées régionales ou départementales, M. Chirac, dans son murmure, a sans doute voulu leur faire comprendre que c'était à eux de parler. Non à lui.

Les yeux rouges, le visage crispé, M. Chirac s'est tenu de longues minutes, debout, devant le cercueil recouvert du drapeau tricolore. Aux côtés de son ministre de l'Intérieur, aux côtés de la famille, il a imposé un interminable silence, lourd, pénible, à

l'assistance insulaire et aux uniformes disposés en carré sur un fond de montagnes enneigées. Dans un murmure inaudible, il a épinglé la médaille militaire et la médaille de la gendarmerie sur le coussin disposé sur le cercueil. Derrière lui, deux micros inutiles, bien en évidence au milieu du cercle de peinture blanche tracé sur le sol, destinés aux hélicoptères. Des officiers de la gendarmerie le regardaient, inquiets, incertains, lui désignant à plusieurs reprises les micros comme si eux-mêmes s'attendaient qu'il parle.

M. Chirac ne bronche pas. Il n'eût pas un regard pour le tribune improvisée. Il préfère ce murmur qui émane de certains, veut croire qu'il était la permission de ce que l'île s'impose à elle-même. Le premier ministre, marchant obstinément serré, sur une piste ouverte sur la mer : une image sans doute souhaitée par le premier ministre, que les élus devraient garder longtemps en mémoire. Comme la vision d'un micro réfléchissant.

PHILIPPE BOGGIO.

● PRÉCISION. — C'est par erreur que le rapportage sur la situation en Corse, publié dans nos éditions du 10 mars, après le mort du gendarme Stéphane Chariot, a été co-signé par Philippe Boggio et Michel Codacci-Pisanelli, notre correspondant à Bastia. En fait, le seul auteur de cet article est notre envoyé spécial Philippe Boggio.

SCIENCES

La biologie à l'horizon 1990

Le CNRS définit ses priorités

Le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) vient de présenter un rapport sur « Les enjeux et les priorités de la biologie en 1990 ». C'est à partir de ce texte d'une centaine de pages que la direction de cet organisme devrait définir ses priorités dans ce domaine d'activité, qui mobilise au travers des différents laboratoires propres ou associés au CNRS quelque dix mille personnes.

La biologie est, de toutes les sciences, sans doute celle qui a connu ces dernières années le développement le plus important. Il n'est que de constater la part sans cesse croissante qu'elle occupe dans la longue liste des publications scientifiques pour s'en convaincre. Dès 1979, MM. François Gros, François Jacob et Pierre Royer s'étaient fait l'écho de ce formidable mouvement dans un rapport — « Sciences de la vie et société » — présenté à l'époque au président de la République. Neuf ans ont passé, et bien des choses ont changé. Des domaines de la biologie qui existaient à peine — les oncogènes ou les anticorps monoclonaux par exemple — sont aujourd'hui en pleine explosion.

C'est la raison pour laquelle, le CNRS a jugé bon d'interroger la communauté des biologistes pour faire le point et analyser les principaux axes selon lesquels s'orienteront les sciences du vivant pour les trois prochaines années. Car, les créneaux choisis — trois ans seulement — paraissent courts, mais il est déjà bien assez long pour un organisme comme le CNRS qui ne pourra retenir que quelques-unes des orientations suggérées dans le rapport d'une centaine de pages, « Biologie 1990 : Enjeux et priorités » (1), que M. Jacques Demaille, directeur scientifique des Sciences du vivant au CNRS, a présenté le mardi 8 mars.

De cette étude, il ressort que la biologie, « longtemps perçue comme une science individuelle menée avec des moyens artisanaux », a changé d'échelle et ne se contentera pas seulement dans les prochaines années de ces instituts importants et richement dotés, mis en place par la politique des années 60. Le coût croissant des programmes biologiques ne le permettra bientôt plus. L'heure est, selon M. Demaille, aux grands programmes internationaux, dont les budgets seront comparables à ceux des programmes spatiaux ou dans la réalisation des très grands instruments de la physique. Les recherches engagées par de nombreux laboratoires du monde entier sur le séquençage du génome humain sont de cet ordre, quand on songe aux moyens financiers (plusieurs milliards de dollars) et au temps (une décennie au moins) qui vont leur être consacrés.

C'est pourquoi les rapporteurs de « Biologie 1990 » invitent leurs autorités de tutelle à favoriser le développement de la génétique moléculaire et à donner aux chercheurs les moyens nécessaires pour que la France comble son retard dans l'étude des structures moléculaires. De ces efforts dépend, en effet, la place de notre recherche dans le concert des grandes nations, et la manière dont elle pourra répondre aux quatre grands enjeux socio-économiques que les biologistes ont retenus dans leur rapport :

● La santé. C'est l'enjeu le plus évident. Celui qui prend en compte la mise au point de nouveaux médicaments et de nouveaux vaccins, la nutrition, le domaine cardiovasculaire, la reproduction humaine et, enfin, le système nerveux et immunitaire lié aux phénomènes de reconnaissance du soi et du non-soi, illustrés, de façon dramatique, par nombre de maladies auto-immunes.

● Le secteur agroalimentaire. — Aux problèmes quantitatifs, aigus dans les pays en voie de développement, se substituent dans les pays développés des préoccupations qualitatives, qui passent par l'amélioration des plantes et des animaux d'élevage, la maîtrise des phénomènes de reproduction, la limitation des pertes et la transformation des produits agricoles à partir des résultats obtenus par la recherche sur les enzymes, les micro-organismes, les bactéries lactiques, les levures ou les champignons filamenteux.

● Les bio-industries. — Elles ne sont plus restreintes aux seules industries de la fermentation. Du traitement des eaux aux peptides hormonaux, les solutions biologiques pour l'élaboration d'un produit ou la conduite d'un processus s'imposent de plus en plus au monde industriel.

● L'environnement. — C'est pour les auteurs du rapport un des grands enjeux de la biologie moderne. Sont tout particulièrement prises en compte les recherches concernant les modifications subies par l'environnement du fait de l'introduction dans les champs de micro-organismes recombinés dans les champs ou celles ayant trait à la résistance aux insecticides d'espèces nuisibles.

Il ne reste donc plus aux responsables du CNRS, aux cabinets ministériels et aux politiques qu'à se lancer dans l'aventure en apportant leur soutien, ce qui ne devrait pas être difficile pour les politiques si l'on en croit leurs promesses électorales en faveur de la recherche. A suivre donc, tout en sachant, comme le souligne M. Demaille, qu'une augmentation, pendant deux ou trois ans, de 20 % environ des moyens financiers consacrés à ces recherches — soit environ 80 millions de francs — permettront d'atteindre à ce très bon niveau international réclamé plus que jamais par les industriels français concernés par ce type d'activité.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Le contenu de ce rapport est issu, pour l'essentiel, des réflexions du Comité national de la recherche scientifique, qui, chaque année, prépare désormais une mise à jour de ce texte.

FOURRURES GEORGE V

du vendredi 11 au 26 mars

RÉALISATION MASSIVE DES STOCKS

MANTEAUX			
Ragondin	8250 ^F	3850 ^F	Vison pastel 29750 ^F 14875 ^F
Zorinos	3850 ^F	2350 ^F	Renard blue silver 42750 ^F 17850 ^F
Vison pastel, morceaux	11850 ^F	5850 ^F	Vison Ko hi noor 55800 ^F 26850 ^F
Opossum d'Amérique	13850 ^F	6250 ^F	Vison blanc 65800 ^F 27850 ^F
Vison dark, morceaux	12750 ^F	6450 ^F	Lynx canadien 82750 ^F 31850 ^F
Rat d'Amérique	16850 ^F	9450 ^F	Pékan 85800 ^F 38750 ^F
Marmotte	28750 ^F	13850 ^F	Zibeline blonde 195800 ^F 85000 ^F
Vison dark	28750 ^F	14350 ^F	

VESTES			
Ragondin	5650 ^F	2450 ^F	Renard blue silver 19580 ^F 10850 ^F
Astrakan et tricot	7850 ^F	3650 ^F	Vison dark 22750 ^F 11850 ^F
Vison Kohinoor lustré	16750 ^F	7350 ^F	Vison saphir 35800 ^F 18750 ^F
Coyote	14750 ^F	7850 ^F	Pelisses inter. Lapin col opossum 3250 ^F 1750 ^F

MAGASIN OUVERT TOUS LES JOURS SANS INTERRUPTION DE 10 H A 19 H



Ouverture exceptionnelle dimanche 13 MARS

FOURRURES GEORGE V

40, Av. George V, Paris 8^e

JUSTICE

Un arrêt de la Cour de cassation

L'Association professionnelle des magistrats n'est pas habilitée à défendre l'institution judiciaire

L'Association professionnelle des magistrats (APM), syndicat classé à droite, n'a pas cru pour engager des poursuites lorsqu'elle estima que des propos ont été le décrier sur une décision de justice ou que des commentaires, publiés dans la presse, ont exercé des pressions sur les juridictions d'instruction ou de jugement. C'est en substance ce que déclarent les magistrats de la Cour de cassation dans un arrêt rendu le 7 mars qui casse l'arrêt de la cour d'appel de Paris condamnant M. Raymond Forni à 1 000 F d'amende avec sursis et attribuant 1 F symbolique de dommages et intérêts à l'APM.

Le 24 mai 1985, interrogé par un journaliste d'Europe 1, M. Raymond Forni, député PS, à l'époque président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, avait donné son sentiment sur la condamnation de M. Jean-Marie Tjibaou, leader du FLNKS, à un an de prison pour avoir porté atteinte à l'intégrité du territoire national, en considérant qu'il s'agissait d'une décision

« absurde et inadmissible ». L'APM avait fait citer M. Forni devant le tribunal correctionnel qui, dans un jugement rendu le 16 janvier 1986, déclarait l'action irrecevable. Les juges estimaient qu'un syndicat « ne pouvait se substituer au ministère public, seul habilité à pratiquer la justice en tant qu'institution ». Mais la 11^e chambre de la cour d'appel, présidée par M. Jean Schiavone, devait en décider autrement le 29 octobre 1986.

La Cour de cassation revient à l'appréciation des premiers juges en relevant dans son arrêt que les infractions jugées « ne sont punissables que lorsqu'il est porté atteinte à l'intégrité de la justice comme institution fondamentale de l'Etat, et non aux magistrats qui concourent à la justice ». Les juges supérieurs en déduisent : « Dès lors, le dommage qui peut en résulter est subi par la collectivité entière et seul le ministère public est habilité à poursuivre la répression de telles infractions ».

Cette décision devrait priver l'APM d'une série de poursuites que l'arrêt de la cour d'appel avait encouragées à engager. Ainsi, M. Edmond Maire était cité par elle devant la 17^e chambre correctionnelle de Paris pour avoir déclaré à l'île, le 21 novembre 1987, à propos d'un jugement du tribunal de grande instance de Bobigny concernant les mouvements de grève des pilotes d'Air Inter : « Nous sommes dans une dérive totalitaire contraire aux droits fondamentaux de la Constitution ». De même, M. Maurice Davignon, professeur de droit, était poursuivi pour des propos relatifs à l'arrêt de la Cour de cassation désignant le juge Grellier dans lequel il estimait que la haute juridiction « accentue le glissement de la magistrature assistée à la magistrature couchée ». Enfin, Bernard Le Gendre, journaliste au Monde, était lui aussi cité en correctionnelle par l'APM qui lui reprochait d'avoir écrit, dans le numéro daté 8-9 novembre 1987 à propos du même dessaisissement : « Il suffit de persuader le procureur général de la

Cour de cassation, M. Pierre Arpaillette, qui a dit, à demi-mot, que la suspension du juge Grellier, à la requête de M. Droh, serait, si la chambre criminelle le pronçait, une décision partisane et qu'elle mériterait l'autorité de la justice ».

MAURICE PEYROT.

Huitième inculpation dans l'affaire des fausses factures de Nancy

NANCY de notre correspondant

M. Gilbert Thiel, juge d'instruction, a prononcé, le jeudi 10 mars, une huitième inculpation dans l'affaire des fausses factures de Nancy. Elle vise M. Jean Villette, directeur de Séba Ingénierie, un bureau d'études installé à Nancy. Dans le même temps, le juge a remis en liberté deux autres inculpés, M. François-Régis Motte, directeur du développement de Castorama, écroué à Metz depuis le 4 mars, et M. Gérard Malgrat, entrepreneur en peinture dans la banlieue nancéenne, écroué à Briey depuis le 8 mars.

Ces deux libérations font suite à celles de MM. Michel Bouriez, directeur général du groupe Cora et Richard Zanier, directeur de la société B.G Services, filiale de Cora, (le Monde du 11 mars) M. André Oual, entrepreneur en maçonnerie, de Toul, est, désormais, le seul des huit inculpés à rester détenu. Après avoir obtenu un marché de rénovation de HLM à Toul, M. Villette avait reconnu dans une interview à un quotidien régional avoir déclaré une pénurie, en l'occurrence trois factures de 25 000 F pour de fausses locations de matériel de chantier à l'entreprise Gussat.

JEAN-LOUIS BEMER.

École commerciale de la chambre de commerce et d'industrie de Paris

FORMATION CONTINUE

INFORMATIQUE DE GESTION (niveau I et II)

60 heures à partir du 18 avril

LA MICRO-INFORMATIQUE

stage de 6 jours

25, 26, 27 avril et 2, 3, 4 mai

INFORM. 1, rue Raymond-Monod, 75015 PARIS

Tél. : 45-20-05-22 - Poste 42

MÉMO-MONDIPARIS

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

مكتبة الامم المتحدة

POLICE

Le rapport Cabannes renvoie policiers et gendarmes dos à dos

(Suite de la première page.)
Auparavant, elle a tenté de dresser « un constat des difficultés actuelles », en évitant, toutefois — et curieusement — d'approfondir sa réflexion sur la multiplication d'unités spécialisées dont la finalité est identique. Les problèmes, qualifiés de « ponctuels », que posent ces doublons sont pourtant parfois aigus, qu'il s'agisse du conflit entre le GSPR, chargé de la protection du président de la République, et le service des voyages officiels, ou de la compétition entre les unités d'élite de la police nationale et de la gendarmerie, le RAID et le GIGN.

Au bout du compte, la réflexion de la mission aborde quatre grandes questions : la répartition territoriale, le maintien de l'ordre, les concours aux administrations, la police judiciaire. Sa démarche varie selon qu'il s'agit des tâches de « police administrative » ou de « police judiciaire ». Dans le premier cas, la répartition des compétences lui semblait « claire », la mission fait une proposition précise : « une modification de la répartition territoriale ». Dans le second, estimant que mettre fin à la concurrence serait « contraire à la tradition républicaine », la mission s'est condamnée elle-même à limiter ses ambitions : « organiser les conditions de cette concurrence (...) s'avère une perspective réaliste ».

● La répartition territoriale. — C'est sans doute la question abordée le plus franchement par la mission. « Il n'existe aucune réflexion générale sur le concept d'utilisation des forces de police et de gendarmerie, ni-on dans le rapport. Tout au plus peut-on constater la caducité du seul critère démographique comme instrument de délimitation des zones de compétence territoriale respectives. Dans ces conditions, c'est sans vue d'ensemble et en fonction des seules circonstances locales que sont prises les décisions d'établissement » (c'est-à-dire d'implantation de la police nationale).

La mission fait ainsi entrevoir les pesanteurs et contradictions de l'Etat français, qui, alors même que le pays s'urbanisait, modifiant l'équilibre entre la ville et la campagne, n'a pas fondamentalement revu les règles d'implantation entre la police urbaine et la police rurale. La carte des polices urbaines résulte encore de la loi du 23 avril 1941, qui a entraîné

l'étatisation de communes pour des raisons conjoncturelles, liées à la guerre et à l'Occupation. Les travaux de la commission Racine, en 1979, sur les relations police-gendarmerie — déjà ! — ont entraîné un léger dépoussiérage, quatre ans plus tard, sur la base d'un protocole d'accord intérieur-défense, signé le 7 octobre 1983.

« Correctement mis en œuvre », il n'en constitue pas moins, selon la mission, « un progrès limité ». Aussi estime-t-elle qu'« il faut s'engager plus avant dans la voie d'une réforme de la carte », afin que les circonscrip-

59 circonscriptions de moins de 15 000 habitants, dont 34 de moins de 12 000 et 20 de moins de 10 000, avec des effectifs compris entre trente et quarante agents. Pourtant, le taux de criminalité y est souvent inférieur à la moyenne de l'ensemble de la zone confiée à la gendarmerie, tandis que celle-ci pourrait, grâce aux contraintes militaires, notamment au casernement, les « couvrir » en y affectant des effectifs moindres.

La mission propose donc, « à long terme », « l'étatisation complète de la police dans les zones urbaines importantes » et, au

dans le choix d'implantation des nouvelles prisons, ne s'est pas préoccupée de leur éloignement des palais de justice : il est donc « nécessaire de faire assumer par les policiers un nombre plus important d'extractions ».

Statu quo

● La police judiciaire. — C'est la question la plus délicate, la plus conflictuelle, et c'est pourtant celle où la mission s'est « refusée à se prononcer sur des thèmes concurrents ». En cette matière, gendarmes et policiers peinent à se partager les mêmes plates-bandes : services centraux de la PJ et SRPJ peuvent enquêter là où la sécurité publique est confiée à la gendarmerie, tandis que celle-ci a compétence sur l'ensemble du territoire dès qu'il s'agit de missions de police judiciaire.

De plus, « depuis de nombreuses années », les gendarmes effectuent les missions de PJ en civil, alors que l'article 96 du décret du 20 mai 1903 portant règlement de la gendarmerie prescrit que leur action doit toujours s'exercer en uniforme ! Une circulaire du 11 mai 1987 du directeur de la gendarmerie autorisant formellement le port de la tenue civile a ainsi provoqué récemment l'émotion de la hiérarchie policière.

Compétence et tenue : sur ces deux points sensibles, la mission se prononce en fait pour le statu quo. « La compétence concurrente des deux forces sur l'ensemble du territoire ne peut être mise en cause », conclut le rapport, estimant que la solution inverse serait « incompatible avec le principe du libre choix de l'officier de police judiciaire par le magistrat ». Si elle admet que « les risques présentés par la multiplication des enquêtes agissant en civil sont réels », la mission conclut que « le principe du port de la tenue civile (par les gendarmes) peut être maintenu », sinon cela reviendrait « de facto à interdire à la gendarmerie d'effectuer certaines enquêtes en milieu urbain ».

Ses propositions se limitent donc à un appel à dépasser compétition et rivalité. Le recours à la tenue civile par les gendarmes « doit être entouré de précautions sérieuses » ; gendarmes et policiers doivent veiller à « l'information réciproque » quand ils enquêtent sur le territoire des uns ou des autres : les brigades de gendarmerie ne doivent plus céder à la tentation d'opérer une « sélection des plaintes en fonction de la possibilité de résoudre ou non rapidement l'affaire ».

Conscient des limites de ses suggestions — « tout formalisme étroit risque de nuire à l'efficacité des services » —, la mission insiste aussi sur le rôle des procureurs de la République. Leur action devra être « appréciée » en fonction de leur capacité à « travailler au renforcement de la coopération entre policiers et gendarmes ». Ils ne doivent pas reculer devant des « sanctions disciplinaires » contre ceux, policiers ou gendarmes, « dont l'action nuit à la coopération entre services ».

Enfin, la mission se refuse à donner raison à la police dans son désir de voir attribuer aux deux administrations des compétences judiciaires précises en fonction de la nature du délit. Partage automatique des compétences ou libre choix du magistrat ? La mission conclut qu'elle « ne pouvait, eu égard à l'importance de l'enjeu et à son caractère politique au sens le plus large du terme, trancher un problème qui (...) ne peut être résolu que par un choix de gouvernement ».

Ses « pistes de réflexion » respectent donc le « libre choix du magistrat », mais tentent de limiter la multiplication de services spécialisés concurrents et la duplication des moyens. Un long développement est ainsi consacré aux fichiers informatiques, parallèles et incompatibles, des deux administrations : un « esprit de compétition fort coûteux budgétairement ». « Les systèmes progressent mais les échanges entre eux régressent », une « dynamique du développement séparé ». Proposant une « structure de programmation commune des équipements », la mission demande notamment à la gendarmerie d'ajourner son projet de laboratoire de police scientifique et technique, concurrent des efforts policiers en ce domaine.

EDWY PLENEL



tions de police ou de gendarmerie « recouvrent des zones homogènes ». Pourquoi, en effet, certaines banlieues des grandes agglomérations relèveraient-elles de la gendarmerie — alors qu'elles sont désormais insérées dans un tissu urbain dense, placé sous la responsabilité des polices urbaines ?

L'exemple de Lyon

Ainsi, à Lyon, la communauté urbaine groupe 55 communes, profondément imbriquées. Or 14 seulement relèvent des polices urbaines contre 41 à la gendarmerie. Inversement, « le maintien de la police dans les villes de petite et moyenne importance paraît d'autant moins justifié que la situation de la criminalité y est généralement peu différente de celle constatée en zone gendarmée ». La police est présente dans

contraire, « la désertification de la police dans la plupart des villes de moyenne importance ». Dans l'immédiat, elle recommande « une concertation accrue », la procédure d'instruction des décisions d'établissement étant confiée à une commission où siègeraient policiers et gendarmes, saisie pour avis par le ministre de l'Intérieur.

● Le maintien de l'ordre. — La mission accepte comme point de départ l'axiome selon lequel « la situation actuelle de l'ordre public, en métropole et outre-mer, justifie un recours important aux forces mobiles ». Le problème, c'est que les deux services concernés, les escadrons de gendarmerie mobile (EGM, 16 720 militaires) et les Compagnies républicaines de sécurité (CRS, 14 090 gradés et gardiens), contestent « l'équité de la répartition des charges ». La police nationale critique le manque de coordination entre les deux commandements, le manque de souplesse des EGM ainsi que l'augmentation du nombre de refus de réquisitions en provenance des gendarmes.

Après avoir longuement démontré l'absence d'instrument de mesure commun de la charge de travail, la mission conclut cependant que « les efforts consentis sont relativement comparables » et que les refus de réquisitions sont équilibrés (6 % pour les EGM, 5 % pour les CRS). Ses propositions visent donc essentiellement à calmer le jeu : constitution auprès du directeur général de la police nationale d'une « cellule commune » de suivi de l'emploi des forces de maintien de l'ordre, plus grande souplesse d'utilisation des EGM grâce à leur division en « pelotons », fréquence radio commune.

● Les concours aux administrations. — Extractions et transferts de détenus, protection de prisons à la périphérie des villes, reconduite aux frontières des étrangers, etc. S'ils ne représentent qu'une faible part de leurs missions (8 % pour la gendarmerie), les concours aux services publics, administratifs ou judiciaires, sont ressentis comme une contrainte. Ces tâches, « peu valorisantes », « mal acceptées », sont-elles réparties de façon équitable ? La mission ne tranche pas puisqu'elle recommande la constitution d'un groupe de travail police-gendarmerie-justice afin d'y voir plus clair.

Cependant, après avoir recommandé un allègement supplémentaire des tâches administratives permettant de « dégager 400 à 500 policiers », elle renvoie dos à dos les deux administrations. La police supporte « l'effort essentiel » pour les reconduites à la frontière d'étrangers, qui ont augmenté de 65 % depuis 1984 : ce « déséquilibre excessif » doit être « corrigé ». La gendarmerie départementale supporte, en revanche, le gros des concours apportés à la chancellerie, qui,

ÉDUCATION

A la cantine scolaire de Pessac (Gironde)

Les mauvais payeurs mangent froid

BORDEAUX
de notre correspondant

Deux cent vingt et un des trois mille enfants qui fréquentent les cantines scolaires de Pessac (Gironde) ont été mis à un régime spécial les 7, 8 et 10 mars. Au lieu du plat de résistance chaud servi aux autres élèves, on leur a donné du jambon et des haricots froids, selon le témoignage d'une mère de famille, M^{me} Sant, qui a révélé ce menu spécial. Les enfants ont eu entre « du attendre que leurs camarades aient fini leur repas avant de passer à table ».

Ce régime correspondait en fait à une méthode imaginée par la municipalité du député et maire Jean-Claude Dalbos (RPR) pour obliger les familles à régler leurs dettes de cantine. A Pessac, les parents paient d'avance les frais de cantine avant le 10 de chaque mois, précise M. Alain Servel, adjoint chargé de ce secteur. « J'ai adressé, dit-il, plusieurs lettres de rappel à ceux qui étaient en retard. La dernière, fin février, indiquait que, à partir du 7 mars, nous n'accepterions plus les enfants. Nous n'avons pas mis la menace à exécution, mais nous avons appliqué aux enfants concernés le système des repas de substitution, comme nous l'avions déjà fait une première fois sans problème ».

Devant le tollé provoqué par la cantine « à deux vitesses », la municipalité proteste de sa bonne foi : « Nous n'avons pas traumatisé les enfants ». M. Servel assure sans sourcilier qu'il s'agit d'une « cabale

politique montée par des gens qui font exprès de ne pas payer pour empêcher le maire RPR ». Le système des repas de substitution a cependant été abandonné dès jeudi soir.

G. de M.

MÉDECINE

La plus jeune greffée du cœur

Lucie, six jours, « se porte bien »

Une transplantation cardiaque a été réalisée avec succès sur une petite fille de six jours, le jeudi 3 mars, à l'hôpital Marie-Lannelongue, au Plessis-Robinson (Hauts-de-Seine), par l'équipe du professeur Claude Planché. Cette petite fille, Lucie, est la plus jeune greffée du monde : un petit Canadien âgé de un jour lors de son opération à l'hôpital de Loma Linda, en Californie, le 16 octobre dernier.

Lucie, qui pèse 3 kilos, « se porte bien et se nourrit déjà au biberon », a indiqué le professeur Planché. Il faudra attendre une quinzaine de jours pour savoir si l'enfant aura pas de problème de rejet. Cette petite fille souffrait d'une grave cardiopathie congénitale qui la condamnait à brève échéance. C'est une autre petite fille de la région de Toulouse, âgée de trois mois et demi, qui lui a donné son cœur.

SPORTS

Les Jeux olympiques d'hiver à Albertville

Jean-Claude Killy assurera avec Michel Barnier la présidence du comité d'organisation

Probable depuis les derniers Jeux d'hiver à Calgary, la réintégration de Jean-Claude Killy dans le Comité d'organisation des prochains Jeux olympiques (COJO), à Albertville, a été confirmée, le 10 mars, après que l'ancien champion olympique de Grenoble eut rencontré le premier ministre, M. Jacques Chirac, à l'hôtel Matignon, en compagnie du député (RPR) de la Savoie, M. Michel Barnier, président du COJO.

ALBERTVILLE
de notre envoyé spécial

« Killy est de retour ». L'annonce de la décision est descendue « chaude », le jeudi 10 mars, sur les pentes des stations savoyardes, qui espèrent, depuis les Jeux de Calgary, voir revenir le triple médaillé olympique de Grenoble dans l'équipe d'organisation des Jeux olympiques d'Albertville, en 1992.

Après avoir chargé la porte du Comité d'organisation des prochains Jeux d'hiver, le 29 janvier 1987, dix-sept jours seulement après sa nomination comme président exécutif, parce que, expliqua-t-il alors, « je ne pensais pas que les clôtures des pâturages soient des obstacles à la réalisation d'un événement mondial », Jean-Claude Killy est à nouveau propulsé à la tête de l'instance suprême des Jeux d'Albertville. La coprésidence, qu'il assumera avec le député RPR de la Savoie, M. Michel Barnier, ne peut que rappeler le duo victorieux qui imposa la candidature savoyarde devant les membres du Comité international olympique (CIO), réuni le 17 octobre 1986 à Lausanne.

Treize mois se sont écoulés entre la démission spectaculaire de Killy et sa réapparition sur le devant de la scène olympique. Les Savoyards, qui — après l'avoir poussé dehors — n'ont cessé de le supplier pour qu'il reprenne la place qui lui revenait, avaient craint un moment que sa décision ne soit irrévocable. Jean-Claude Killy n'avait-il pas en effet déclaré, dans une interview au *Journal du dimanche*, « A Calgary, trois sites seulement ont été retenus. En Savoie, on ne pense que, dès que le COJO se mettra au travail sur les problèmes spécifiques aux Jeux, les difficultés vont surgir. Et on en entendra parler ? » Rien depuis lors n'a changé et la Savoie olympique semble aujourd'hui bien disposée à ne pas rouvrir l'épineux dossier des lieux des épreuves de 1992 (1).

Considéré en Savoie comme le « tombeau » de Killy, le maire de la

commune de Saint-Martin-de-Belleville, où est implantée la station des Méneurs, M. Georges Camin, affirme : « Désormais, les sites choisis ne peuvent plus être remis en cause. Contrairement à ce que certains pensent, les dépenses supplémentaires engendrées par la dispersion des lieux des compétitions sont tout à fait minimes par rapport au volume global du budget olympique ».

Compte tenu de l'avancement du dossier olympique, la marge de manœuvre de Jean-Claude Killy comme coprésident du COJO risque d'être beaucoup plus faible que lors de sa première prise de fonctions (2). Il aura néanmoins un rôle essentiel à jouer pour imposer, hors de France, l'image d'Albertville et pour mener la très difficile négociation sur le montant des droits de retransmission de ces Jeux que devront acquiescer les télévisions, notamment américaines. Ces droits assureront le financement d'une large partie du budget olympique, qui s'élève à 3,176 milliards de francs.

CLAUDE FRANÇILLON.

(1) Albertville : patinage ; Les Arcs : ski de vitesse (épreuve de démonstration) ; Brides-les-Bains : village olympique ; Courchevel : saut, bobsleigh, combiné nordique ; Les Méneurs : slalom spécial hommes ; Méribel : ski alpin femmes ; La Plagne : luge et bobsleigh ; Pralognan : curling ; Les Saisies : ski de fond, biathlon ; Tignes : ski artistique (sport de démonstration) ; Val d'Isère : ski alpin hommes à l'exception du slalom spécial.

(2) La coprésidence du COJO, Barnier-Killy, ne sera officialisée que le 30 mars après l'approbation de la modification des statuts du comité.

FOOTBALL

Hambourg sponsorisé par des préservatifs

Les joueurs de l'équipe de première division ouest-allemande du FC Hambourg réviseront, samedi 12 mars, des maillots portant le nom d'un fabricant de préservatifs. Les responsables du club lanterme rouge du championnat de la Bundesliga ont, en effet, réussi le 10 mars, grâce à une ordonnance en référé prononcée par un tribunal de Francfort, à outrepasser l'interdiction qui leur avait été signifiée, pour « des raisons morales », par la fédération ouest-allemande de football (DFB) de faire porter de tels maillots à leurs joueurs. La DFB doit de nouveau statuer sur cette affaire le 16 mars.

DÉFENSE

Le général Clarke de Dromantin reçoit sa quatrième étoile

Sur la proposition du ministre de la défense, M. André Giraud, le conseil des ministres du mercredi 9 mars a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● Terre. — Est élevé au rang et à l'appellation de général de corps d'armée le général de division Christian Clarke de Dromantin, nommé commandant le 1^{er} corps d'armée, la VI^e région militaire et gouverneur militaire de Metz.

Est nommé major régional de la VI^e région militaire le général de division Michel Sevrin.

● Armement. — Sont promus : ingénieur général de première classe, les ingénieurs généraux de deuxième classe Jacques Ramont et Jacques Vedel ; ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef Gilbert Noël, Antoine Berge, Guy Barriolade et Pierre Jampy.

● Un avion-laboratoire pour la Météorologie nationale. — La Météorologie nationale a présenté, le jeudi 10 mars, à son ministre de tutelle, M. Jacques Dourhagues, ministre délégué chargé des transports, son nouvel avion de recherche. L'appareil, un Merlin-IV, est équipé de nombreux appareils de mesure, d'une centrale à inertie et d'un calculateur. Ainsi pourra-t-il « acquérir » quelque deux mille paramètres par seconde pour mieux comprendre la thermodynamique (pression, température, humidité), la microphysique (nombre, dimension et forme des gouttelettes d'eau et des cristaux de glace), la turbulence (les trois composantes du vent) des systèmes nuageux. Il peut aussi mesurer le rayonnement venant du soleil et du ciel aussi bien que le rayonnement réémis par le sol. Le coût de cet avion-laboratoire : 12 millions de francs (dont 6 millions pour l'appareil lui-même et 3 millions pour la seule centrale à inertie).

Sept appelés écroqués pour trafic de dispense du service national

Sept appelés du centre de sélection de Blois (Loir-et-Cher), où les recrues sont convoquées pour subir des tests d'aptitude au service national, ont été incarcérés à Orléans pour avoir organisé un trafic de dispenses moyennant le versement de 2 500 F par les bénéficiaires.

L'armée avait déposé plainte, après avoir découvert que des faux étaient délivrés pour dispenser certains recrues du service national dans les six départements de la région Centre et en région parisienne. Il est apparu au cours des investigations que des appelés, occupant des postes de confiance dans le traitement informatique des dossiers, trafiquaient les résultats obtenus aux différents tests d'aptitude subis par des recrues qui devaient effectuer leur service une année après la sélection. Cette « combine » était proposée par relations.

Sept appelés ont été inculpés à Orléans de faux, usage de faux et d'action délictueuse permettant de se soustraire aux obligations légales du service national. Selon l'état-major, qui n'a pas révélé l'identité des sept jeunes du contingent, aucun cadre du centre de sélection de Blois ne serait, de près ou de loin, concerné par cette fraude.

Le Monde
PUBLICITÉ TOURISME-RESTAURANT
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4344

Le Monde SANS VISA

Popayan détruite mais debout

par Bruno
Frappat

Un jour, c'était un jeudi saint, la ville de Popayan a reçu le ciel sur la tête. Dans la cathédrale, en pleine messe, le prêtre qui officiait et cinquante fidèles sont morts écrasés par les voûtes de chevet et de la grande nef. Le « temblor » — tremblement de terre — a duré que dix-neuf secondes, mais ces quelques secondes ont suffi à faire passer la petite ville colombienne, en ce début de soirée du 30 mars 1983, d'une « éternité d'assoupissement » à la « quotidienneté du tragique ».

Jusqu'alors le temps épargnait Popayan et l'époque lui paraissait indifférente. Il y avait quatre siècles et demi qu'un compagnon de Pizarro, le conquistador Sebastián Moyado de Alcazar, avait établi dans cette fraîche vallée des Andes une ville-stap pour ce qui deviendrait la route de l'or. Près de cinq siècles que la « chrétienté » — dans sa variante hispanique — fait de soleil, de sang et de beauté blanche, — avait pris ici ses quartiers. L'immuable paraissait définitif, la richesse comme le malheur. Ville à l'écart, ville vestige, ville monument, Popayan régnait sur un empire de souvenirs.

Puis la terre, dans une de ses subites et imprévisibles poches géologiques qui reglent leurs comptes aux civilisations, parut vouloir mettre un terme à cette indolence. Plus de siècle pour Popayan la pacifique ! Les églises tombèrent toutes ensemble. Le clocher de San-Francisco, les voûtes de l'Incarnation, les murs d'El Carmen, de San-Augustin, toutes les églises, chapelles, temples, tous les palais, tout ce que le génie des bâtisseurs de Popayan avait édifié frémit, se fendit et souvent s'effondra. Dans le centre de la ville aux rues rectilignes les habitations basses de style colonial s'affaiblèrent par endroits comme pour une sinistre loterie. Il y eut — officiellement — mille cinq cents morts. Et des milliers, aussi, accourus des villes voisines : on dit que dix-huit d'entre eux furent abattus, sur place, par la police, à la lumière des torches.

Il y avait des trésors à voler, qui ne le furent pas tous. Ce qui subsista, dans les églises tombées, de tableaux, d'autels de marbre et d'or, de ciboires, de riches ornements, de tabernacles incrustés de pierres précieuses, tout ce qui ne pouvait sans danger rester dans les ruines fut aussitôt stocké, répertorié et enfermé dans les coffres de la Banque centrale. Etait-ce un symbole des temps à venir que cette récupération par le

palais de l'argent — qui, lui, avait tenu le choc — des merveilles de la chrétienté hispanique ? Le sort se réfugiait sous l'aile accablante de la finance : simple ironie ou vraie victoire ? On le saura plus tard.

Ce que l'on comprit dès l'aube du lendemain, c'était que Popayan effondrée ne se laisserait pas abattre. Alors que s'activaient encore les sauveteurs, les pelleteuses et les ambulanciers, un concert fut donné en plein air au pied des ruines de l'église San-Francisco. On y chanta, sous la



baguette d'un chef français, le Requiem de Gabriel Fauré. Un Requiem défilé.

Popayan se battra. Son patrimoine touristique et architectural avait été détruit à 70 %. On le rebâtira ? Des milliers d'habitants avaient fui vers le nord ? On ferait très vite redémarrer les universités — 7 000 étudiants aujourd'hui — pour continuer à attirer les jeunes élites du pays. Les temples de la foi ? On les restaurerait. La vie, c'est vrai, avait soudain pris un autre tour. On vivait jusque-là dans la béatitude tranquille de la continuité. On s'adapterait à l'inévitable.

« Avant, dit un habitant, les gens d'ici étaient calmes et sereins. Maintenant nous sommes stressés, mais plus actifs. Nous voulons reconstruire Popayan ».

Question de temps et d'argent. On ne s'improvise pas, au vingtième siècle, bâtisseur de cathédrale. Une église du dix-huitième siècle ne se monte pas comme un entrepôt. Popayan prend son temps et des conseils là où cela s'impose. Voici San-Francisco, la grande église dont on dirait



Le « temblor » a secoué, en 1983, Popayan, ville vestige, ville monument de la Colombie. Aujourd'hui elle se relève, elle veut construire mais aussi reconstruire.

venues des brouettes sont décriées. Mais il faut avoir confiance en Popayan (et en l'Espagne qui, en l'occurrence, finance cette reconstruction-là) : un jour, San-Francisco revivra. Et le pape Jean-Paul II, qui vint ici en 1986 et éprouva, dit-on, une forte émotion à ces visites de chantiers à l'envers, vivra peut-être assez vieux pour voir reconstruites, rutilantes, neuves en somme, et remplies de fidèles, toutes les vieilles églises de Popayan la meurtrie.

Du passé proche, Popayan veut faire table rase et, sautant par-dessus le mauvais souvenir du « temblor », retrouver les splendeurs de son passé lointain, ses trésors de pierre, de marbre, d'or, tout ce qui fait d'elle une « ville de qualité », comme on dit d'une personne de qualité. Car cette ville n'était pas riche seulement de ses attraits matériels. Elle fut et reste, dans ses paisibles universités où le droit s'étudie dans la torpeur des après-midi studieux, un creuset de grands hommes dans l'ordre de la pensée, de la création, de l'action. Elle veille avec émotion et désarroi sur leur souvenir.

Pieux musée

Voici le pieux musée du grand poète Guillermo Valencia, palais blanc aux multiples patios, dont le tremblement de terre épargna le rez-de-chaussée, les fontaines à doubles vasques et les belles colonnades. Diplômé et écrivain, Valencia, mort en 1943 à l'âge de soixante-dix ans, laissa à sa patrie — outre cette demeure où il naquit et mourut — une œuvre littéraire, un fils qui sera président de la République de 1961 à 1966, et un immense souvenir. Tout le musée lui est consacré.

Bureau, lit du poète et de son épouse, décorations, diplômes sous verre, photos du grand homme avec d'autres grands hommes (Kennedy...), livres par milliers, dont beaucoup en français, meubles de cèdre, lourds, très décorés et solennels, armes et

cours de chasse, argenterie, manuscrits.

Vers lui avait convergé l'histoire entière d'une famille venue d'Espagne au milieu du dix-huitième siècle, une de ces familles qui bâtirent leur fortune sur le commerce de l'or, construisirent les églises qu'on doit aujourd'hui restaurer et édifieront la Colombie de l'indépendance. Riches et vertueux, les Valencia faisaient la synthèse du commerce, de l'art et de l'humanisme. On comprend qu'il faille, dans cette époque troublée de la Colombie où les puissances se forcent, plus au nord, sur un trafic d'un autre ordre (l'héroïne), passer respectueusement devant leurs tableaux, leurs statues, comme dans un cimetière.

Une présence humaine hante ces lieux. Celle d'Alvaro Pio Valencia, le plus jeune fils du grand homme, seul survivant de sa génération. Le musée appartient désormais à la municipalité, mais on lui a laissé quelques pièces pour finir ses jours. Agé de soixante-dix-sept ans, le regard très malicieux, portant d'épaisses

lunettes, la barbe mal rasée ce matin-là, Alvaro Pio, célibataire, professeur de droit civil à la retraite, passe ses journées dans le musée de son père. Il parle volontiers, comme tout vieillard, des temps qui ne sont plus. « Mon père était un ami de la France. Il y a vécu en 1900, puis de 1910 à 1914, comme chargé d'affaires. Il aimait beaucoup Verlaine. Il faisait partie de la Société des gens de lettres. La France était sa seconde patrie. Avec lui nous parlions toujours français. Il avait beaucoup d'admiration pour Renan, Anatole France et le maréchal Foch. Et pour Voltaire, bien sûr. Moi-même, j'ai connu Paul Rivet quand il est venu à Popayan. C'est ici qu'il a écrit les Origines de l'homme américain ».

Alvaro Pio n'oubliera jamais le tremblement de terre. Il se trouvait, comme souvent, dans le bureau de son vénéral père. Quand le sol commença à frémir, il vit le buste en marbre osciller et menacer de choir.

(Lire la suite page 15.)

CIRCUIT ARCHEOLOGIQUE
Pour découvrir en 10 jours les merveilleux vestiges de la Tunisie Punique et Romaine

5.400 F
Paris/Paris tout compris

TUNISIE CONTACT

SEJOURS - WEEK-ENDS - VOYAGES SUR MESURE

42 96 02 25

documentation gratuite

TUNISIE CONTACT
30, rue de Richelieu
75001 PARIS
Lic. 4881

هنا من الامم

مقدار من الاصل

DECOUVERTE

La rue de l'encre a perdu ses rotatives

FLEET Street n'est plus dans Fleet Street. En quinze ans, la rue de Londres dont le seul nom évoque la presse et son pouvoir a perdu un à un ses « titres » — de gloire. Une activité installée là depuis son invention — l'imprimerie — est ainsi la dernière industrie à quitter le cœur de la capitale.

Street of ink, rue de l'encre. Une atmosphère urbaine faite de pubs et d'arrière-cours, de bruit et d'agitation, peuplée d'hommes de loi, de libraires et de banquiers, et surtout de ce cotolement de journalistes au nez long, d'ouvriers aux doigts noirs et de patrons à la poigne de fer qu'est le monde de la presse. Au moment où l'exode se précipite, la commission des monuments historiques, section de Londres, présente une exposition au Museum of London et publie une enquête sur l'histoire et le patrimoine du quartier avant sa banalisation inévitable, à quelques portées d'attaché-case des établissements financiers d'une City en plein « big bang ».

« Les squelettes d'une industrie défunte ne peuvent pas être momifiés quand la chair et le sang ont disparu », notent Susie Barson et Andrew Saint, auteurs de ce « Farewell to Fleet Street ». Mais ils souhaitent que le décor au moins soit préservé et veulent surtout répondre aux questions, à la curiosité légitimement aiguës par le bouleversement en cours.

Repères

L'exposition « A Farewell to Fleet Street » est présentée jusqu'au 8 mai prochain au Museum of London, 150 London Wall, London EC2, tél. : 600-36-99. Métro Barbican. Elle a été réalisée par Susie Barson et Andrew Saint pour English Heritage, commission des monuments historiques, organisation par-administrative qui examine les demandes de permis de construire pour les immeubles protégés.

Dans le quartier qui s'étend de Fleet Street à la Tamise, on peut voir encore certains immeubles, notamment Carmelite House, Northcliffe House, sur Fleet Street même, l'immeuble du Daily Telegraph (qui a déménagé) et celui du Daily Express (qui s'apprête à le faire) ; dans Cannon Street, près de la cathédrale Saint-Paul, Bracken House, siège du Financial Times.

Des écoles assurant la formation des techniciens de presse complétaient la spécialisation du quartier : ainsi le Saint Bride Foundation Institute, qui, dès 1893, disposait d'une piscine et d'une salle de gymnastique, et qui possède une bibliothèque ouverte au public.

Voie d'accès à la City de Londres dans le prolongement du Strand, la rue est sinueuse comme la rivière qu'elle recouvrait. Son architecture disparate, l'alternance d'immeubles larges ou étroits, son inextinguible bourdonnement en font une sorte de grand-rue façon Moyen Âge. Près des cours de justice et des monastères, imprimeurs et libraires se sont établis le long de cet axe dès le seizième siècle. Et bien naturellement les journaux — la première feuille quotidienne, le Daily Courant, est publiée en 1702 — à leur suite.

Écllosion à la fin du dix-huitième siècle (1785 pour le Daily Universal Register, qui deviendra vite le Times), explosion au milieu du siècle suivant (1855) quand les droits de timbre sont supprimés (le prix du journal tombe de six pence à un demi-penny) et quand le chemin de fer et le télégraphe accélèrent la collecte et la diffusion des informations qu'une population de plus en plus urbaine est avide de connaître.

A mi-chemin du pouvoir (le roi, l'Église et la loi, côté cité de Westminster) et du commerce (barquiers et marchands, côté cité de Londres), Fleet Street nous offre alors sa destinée pour une sombre histoire de « tube ». Les patrons des grands journaux de province, mécontents des services télégraphiques, alors privés, forment une association : on leur promet un tube pneumatique qui courra de la nouvelle poste centrale (le service public est instauré en 1870), près de la Banque d'Angleterre, à l'est, où se trouve aussi Reuters, source d'approvisionnement pour les nouvelles internationales, jusqu'à Westminster à l'ouest.

La Press Association s'installe dans Wine Office Court, au beau milieu de Fleet Street. Le tube ne sera jamais construit mais le courant passe, l'information circule. De plus, le grand diffuseur de livres et de journaux W. H. Smith and Son n'est pas loin, sur le Strand, installé dans une sorte de « palais à l'italienne qui résonne toute la nuit de la clameur des journaux qu'on rassemble, qu'on lit et qu'on expédie jusqu'aux diligences rapides affrétées spécialement ». A Paris, l'agence Havas, les Messageries s'installent près de la Bourse et les journaux rue Réaumur, dans un style de concentration équivalent.

Fleet Street et ses abords sont devenus la « prime location », l'emplacement idéal. Les titres les plus fiers ont leur propre immeuble ; les autres se groupent et s'affichent en façade pour qu'on ne les ignore pas.

Qui le premier construit un véritable immeuble de presse ? Cet édifice très particulier où gens de plume et gens de plomb concourent — solidaires contre la montre — à la création d'un objet aussi périssable qu'indispensable

à l'homme moderne, son pain quotidien, le quotidien. Cet immeuble qui abrite à la fois tâches industrielles et travail intellectuel. Pour Susie Barson et Andrew Saint, qui dressent la chronique détaillée des mouvements de propriétaires, des changements techniques et des modes de vie de la presse londonienne, le premier à le faire ouvertement est le Times.

Dès les années 1810, ce journal est aussi un fabricant de presses et de rotatives. De retour de New York, son propriétaire, John Walter III, qui a mis au point le Walter Press et veut la vendre, fait construire sur Queen Victoria Street, près du pont de Blackfriars, l'usine dont il a besoin et, pour la rédaction, la publicité et l'administration de son journal, une façade qu'il dessine lui-même.

La presse vit la fin du siècle au rythme de la révolution industrielle et du développement économique. Sur les plus remarquables réalisations architecturales, on peut relever les éléments originaux qui vont devenir typiques et qui pourraient utilement aider à comprendre ce que doit être un « journal ».

Le Times de 1872 avec fronton classique et pendule monumentale inaugure un service rendu au passant : donner l'heure, dont l'exemple sera suivi par d'autres. Sur la façade austère seront accrochés par la suite de grands caractères gothiques, de telle façon, exigeait le directeur du moment, que « les lettres dominent l'édifice et non le contraire... ».

Grand hall et petites annonces

Dix ans plus tard, en 1882, c'est le Daily Telegraph qui fait l'événement : le prince de Galles et la bonne société londonienne sont invités à l'inauguration et vont, pour la première fois, fonctionner un journal. Dans l'univers étriqué des immeubles de bureaux habituels, le grand hall à colonnes fait sensation (on dit qu'il s'inspire du Figaro quand il était rue Drouot à Paris) : comptoirs où les annonceurs viennent déposer leurs offres, chercher les réponses aux petites annonces ou guetter une information. Un lieu public, en somme.

Le troisième choc coïncide avec la formation du premier empire de presse, bâti par Alfred Harmsworth, qui lance en 1896 le Daily Mail à 200 000 exemplaires et introduit l'efficacité industrielle dans l'immeuble de presse. La vitesse est l'obsession et les journalistes eux-mêmes sont les premiers visés : une salle spéciale pour la rédaction (writing-out) qu'on pourrait traduire par « extraction » des nouvelles où les reporters fournissent leur copie à la longueur demandée et une longue pièce où étaient installés les lecteurs, déjà



« classés » par rubrique... La chaîne, en quelque sorte.

Dernière la façade pittoresque de Carmelite House où la pierre et la brique jouent au style Renaissance, l'appartenance est réservée à l'escalier monumental et au bureau du patron : boiseries et mobilier Empire, et même une statuette de Napoléon (Bona-partie pas Wellington), décor qui va être prochainement transporté dans les nouveaux bureaux du Daily Mail à Kensington.

D'autres bâtiments seront construits plus tard à l'intérieur du pré carré compris entre Fleet Street, Tudor Street et la Tamise où se jouent des batailles acharnées. Une tradition de qualité architecturale, de souci de l'image, de style, est établie. Des agences d'architectes s'en feront même une spécialité. L'entre-deux-guerres fournira les exemples les plus spectaculaires : portes en bronze décorées de blasons à la gloire du train, de l'avion et du téléphone de New Carmelite House (1936). Mais aussi, moins visible de l'extérieur, Northcliffe House « qui ressemble aujourd'hui à un banal grand magasin », écrit Susie Barson, mais qui marque une relance de la construction des immeubles de journaux.

La rédaction, l'administration et la publicité y étaient prises en sandwich par les presses et les rotatives dans les sous-sols et l'atelier de composition au dernier étage. Une pratique qui cessera avec l'amélioration de l'éclairage artificiel et qui se révélera difficile à vivre quand les relations sociales se dégraderont.

C'est l'époque où tout le quartier, d'impasses en arrière-cours,

et d'ateliers en salles de rédaction, vit au rythme des rouleaux de papier qu'on décharge, des Linotypes qui crépissent et des rotatives qui grondent. Aussi malcommode et encombré soit-il, l'endroit est demeuré jusqu'à tout récemment le *printemps*, car la situation dans la ville comptait plus que tout. Les reconstructions et les transformations se faisaient sur place, par phases successives, pour éviter de freiner l'activité : quoi qu'il arrive, le journal doit sortir.

Si de nombreux édifices ont disparu, certains ont depuis quelques années été protégés. Les deux plus connus sont en passe d'être transformés en bureaux ordinaires mais leurs façades témoignent à leur manière d'une époque héroïque : celle des années 30, celle de la compétition des tycoons.

Colossal égyptien

Racheté en 1928, le Daily Telegraph se donne une nouvelle « une » sur la rive nord de Fleet Street : style colossal égyptien, marbre et granit, pierre de Portland pour six massives colonnes caméléons et, en retrait, au sommet, les bureaux directoriaux avec mezzanine et fumoir. C'est là qu'Owen Williams, consulté comme ingénieur, fait ses premières armes, avant de s'exprimer de façon plus originale, quelques dizaines de mètres plus loin, et quelques mois plus tard, pour le Daily Express. Autant la façade du Telegraph est lourde — même si l'on est plus indulgent aujourd'hui pour le pompeux néoclassique des années 30 —, autant celle de l'Express a séduit, avec ses glaces noires et le délicat tracé de son armature métallique, des dizaines de cinéastes.

Sur une charpente en béton (préférée au métal à cause des vibrations transmises par les rotatives), Owen Williams a suspendu le premier mur-réseau londonien. L'aménagement du hall, digne de cette façade-étendard, avait été confié à un décorateur « au goût catholique » (entendons : point trop puritain, sinon baroque), qui fit dessiner spécialement chaises, tables et comptoirs (aujourd'hui en partie disparus) et fit orner les murs de grands bas-reliefs en bronze d'Eric Aumonier.

Deux autres bâtiments du vingtième siècle méritent une attention particulière. Le siège de Reuters à Salisbury Court, construit à la veille de la guerre, l'une des dernières œuvres de Sir Edwin Lutyens, bâtisseur de New-Delhi. Et l'immeuble du Financial Times, édifié au chevet de Saint-Paul, en 1956, au beau milieu des secteurs dévastés par les bombardements. Ce journal, qui vient de célébrer il y a quelques jours son centenaire, est comme beaucoup de ses confrères sur le point de déménager et a déjà mis en service des imprimeries en banlieue. Mais l'immeuble, Bracken House,

Les grands journaux londoniens quittent Fleet Street, ce quartier de la City qui les avait vus naître. Susie Barson et Andrew Saint mènent l'enquête.

qui allait être démoli, est, depuis août 1987, le premier édifice de l'après-guerre à figurer sur les listes de protection officielles. Tout de briques sombres et de motifs en bronze, porteur d'une horloge astronomique où l'on reconnaît au centre l'effigie de Winston Churchill, son ensemble de bon goût néoclassique est encore un de ces bâtiments où la technique cohabitait avec les bureaux. Ce qui posait aux représentants de délicats problèmes d'éménagement.

Les années 90 et les crises qui ont secoué successivement les différents journaux ont provoqué de profonds bouleversements. Promis à construire en 1872 un véritable lambeau de journal, le Times donna involontairement le signal de l'exode en quittant, après divers soubresauts financiers, en 1972, les environs de Fleet Street pour Grays Inn Road, vers le nord. Dans le même temps, les propriétaires prenaient brusquement conscience de la valeur des sites urbains qu'ils occupaient, tandis que l'essor de la City accentuait la pression.

Dispersion vers les anciens docks, où des subventions sont offertes à ceux qui acceptent de s'y installer, comme le Daily Telegraph, qui a mis en service en 1987 de gigantesques ateliers dans l'île de Dogs. Vers la rive sud, moins chère, que certains imprimeurs avaient déjà investie de longue date ; vers Battersea, le Pouter (où l'Observer vient de s'installer) ; vers Wapping, anciens docks moins éloignés où sont regroupés depuis 1986 le Times, le Sunday Times, le Sun et News of the World, les journaux de Rupert Murdoch. Ce déménagement-là se fit sans provoquer la crise la plus grave de l'histoire de la presse britannique. Après un an de ce conflit historique, notent les auteurs de cette exposition, « la plupart des autres titres avaient des projets de départ ».

« Les nouveaux immeubles sont un mélange de verrières industrielles, de bureaux high tech, de bâtiments reconvertis et de façades postmodernes. Asses décevants dans l'ensemble... Mais le pire, pour les auteurs de « Farewell to Fleet Street », c'est leur dispersion, le fait qu'éloignés les uns des autres, ils n'apportent plus rien au « grain » de la ville. Certains journaux (le Times, le Daily Telegraph) s'installent ailleurs en bloc, non sans rendre particulièrement malaisée la tâche des journalistes. D'autres (le Guardian, le Daily Mail, le Financial Times) répartissent leurs activités entre les ateliers de composition et d'imprimerie et le siège des rédactions qui reste dans le centre. Car quels que soient les progrès du téléphone, du télex, de la télécopie et de la téléimpression, la presse ne peut vivre loin du cœur battant de la cité.

MICHELLE CHAMPENOIS.

LE CANADA. 0,19F LE KILOMÈTRE/AIR, SERVICES COMPRIS

WARDAIR offre à ses passagers le confort et le sérieux d'une compagnie internationale : la fameuse classe Wardair. Nappe blanche, porcelaine, apéritif, vin et digestif à volonté.

Les trois vols par semaine de Wardair vous emmèneront au pays de l'émotion à partir de 2.100 F soit 0,19F le kilomètre/air, services compris. Si l'envie vous prend de voyager en

classe affaires dans une cabine séparée, il ne vous en coûtera que 3.100 F. Avec Wardair, découvrez le Canada, Québec, découvrez le Canada, le pays de l'émotion.



WARDAIR HOLIDAYS

* Base Paris/Montréal aller-retour 11.060 km (tarif au 01/02/88).

Popayan détruite mais debout

(Suite de la page 13.)

« Je me suis mis devant, les bras tendus pour empêcher de tomber. Mais il n'est pas tombé. Vous voyez : il est toujours là. » Il mime la scène en riant et, face au buste paternel sévère, muet et immobile, il se balance lui-même pour mieux se faire comprendre. Ce jour-là, l'auguste poète diplomate ne tomba pas de son socle. Le plafond s'effondra, mais pas le marbre. « Aussitôt je me suis précipité pour évaluer les dégâts. La première chose à laquelle j'ai pensé, c'est de conserver toutes ces choses, de tout organiser pour sauver les reliques. » Le reliquaire a survécu.

A plusieurs kilomètres de là, sur une colline des environs de Popayan, parmi les maisons misérables d'un quartier pauvre, M^{me} Pilar Victoria Martinez veille

désespérément sur le musée du peintre Efraim Martinez, son père, mort en 1956, après une vie d'artiste et de mari-volage. La grande maison est belle et ne paraît pas ses trois cent dix ans. C'est qu'après le tremblement de terre il a fallu aussi la restaurer et qu'elle semble comme neuve. Sous les catéguas, les eucalyptus, les oranges et les palmiers, M^{me} Martinez, qui vient d'acquiescer au doberman et un système de protection électronique, veille jalousement sur ce qu'elle considère, forcément, comme un patrimoine sacré. Il y a là, dans la maison du père, des dizaines de tableaux, des centaines de dessins qui sont l'œuvre du même homme mais d'inspirations diverses : un mélange de Renoir vieillissant et de Puvis de Chavannes.

Un Golgotha sacrilège

L'homme était doué quoique académique. On peut voir de lui, à Popayan, dans la grande salle où ont lieu les rentrées solennelles de l'université et les réceptions des docteurs honoris causa, une immense fresque résumant les « trois âges » de la ville avec tous ses héros, des premiers occupants indiens - réfugiés aujourd'hui dans les montagnes des environs - aux fondateurs de la République, en passant par les conquérants. C'est la partie visible de cette peinture.

L'autre, plus intime et parfois légère, est réservée au musée familial. On y décèle une obses-

sion du corps féminin, des variations infinies sur le velouté des formes qui prouvent que l'artiste ne donnait pas toujours dans la solennité. Le tableau le plus étrange est une sorte de Golgotha sacrilège où tous les personnages - une dizaine - sont des femmes entièrement nues dont l'une, au centre, a les bras en croix comme un Christ au féminin. M^{me} Martinez n'a pas la dévotion aveugle, elle connaît les travers du défunt : « Il a eu deux femmes officielles, sa première femme, puis sa mère. Le reste, c'était... du marché noir. Il aimait les femmes, beaucoup. Beaucoup trop ! » Ses tableaux le leur rendent bien.

Que faire d'un pareil trésor ? Monter la garde, accueillir les visiteurs, bien veiller, le soir, à la fermeture des portes et des lourds volets. Cela ne suffit pas. M^{me} Martinez s'est adonnée auprès des banques. Les intérêts à rembourser lui mettent la corde au cou. Elle estime qu'on ne fait pas assez de publicité dans la région pour son musée familial. Elle pourrait vendre des tableaux, mais ce serait un arrachement insupportable. Alors, elle attend les visiteurs, les soutiens, les appuis.

Si vous passez par Popayan, montez donc au Musée Martinez, cet espace hors du temps, ce symbole d'une fidélité imprescriptible. Et si en parlant avec M^{me} Martinez, vous avez l'impression qu'elle pleure déjà à l'idée que son musée pourrait passer sous la coupe de l'Etat, au risque de l'iconoclastie, sachez que cette impression n'est pas fautive. Il y a

chez elle une fureur sacrée à l'idée que le passé risque de ne plus durer très longtemps.

Tout Popayan est ainsi engagée dans un combat contre la fuite du temps. La terre en s'ébrouant et les années en fuyant ont conjugué leurs dévastateurs efforts pour plonger de force cette ville dans le vingtième siècle. Le « temblor » fut un électrochoc. Il fit comprendre aux habitants, et aux autorités locales, qu'on ne pouvait se contenter de vivre les yeux en arrière. On s'efforça de moderniser. De faire venir des usines. Mais Popayan hésite à couper avec ses racines, à passer du statut d'admirable petite ville coloniale à celui de cité du vingtième siècle. Elle veut construire mais aussi reconstruire. Faire la jonction des siècles. Elle se refuse à voir s'abolir une civilisation dont elle fut un des fleurons, car elle sait bien que celle qui s'annonce n'est pas tendre, ni romantique.

Alors elle veille, dans les larmes s'il le faut, sur ses pieuses reliques. Elle ressemble à ces vieilles personnes qui, au soir de leur vie, déportées dans de modernes maisons de retraite, vous sortent soudain du placard une jolie et ancienne boîte à biscuits dans laquelle gît le trésor des temps révolus : lettres, photos jaunies, menus de mariage. Ici, les reliques sont églises, palais, musées. Il faut visiter Popayan pour comprendre le désespoir dynamique d'une civilisation lorsqu'elle refuse son avènement.

BRUNO FRAPPAT.

Grand Concours "Découvrez l'Europe de 1992."

Le Monde
le GUIDE de ROUTARD
AIR FRANCE

1^{re} QUESTION

UNE cathédrale a été construite dans une mosquée. Dans quelle ville européenne se trouve-t-elle ?
L'INDICE DU « MONDE »
L n'est pas nécessaire de remonter jusqu'à Poitiers pour trouver la solution.

2^e QUESTION

LA première Caravelle reçue par Air France a été mise en service sur la ligne Paris-Rome-Athènes-Istanbul. A quelle date (mois et année) ?
(Avril 1959 - Février 1960 - Mai 1959 - Octobre 1959 - Mars 1960)
L'INDICE DU « MONDE »
L a mis en service de la Caravelle a précédé la première explosion atomique française.



Les questions 3 et 4 et leurs indices seront publiés dans le Monde du vendredi 18 mars (date 18).
Bulletin réponse et questionnaire subséquent dans le Monde du vendredi 18 mars (date 18).

GAGNEZ 40 BILLETS AIR FRANCE

sur 20 destinations européennes et des Guides du routard

Où fait-on?..

UN SHOPPING DE ROI

DE TRES BELLES POTERIES

DU SURF DE L'EQUITATION DU GOLF

UNE BATAILLE DE FLEURS

DE MAGNIFIQUES PROMENADES

Jersey

Jersey

Jersey

Jersey

Jersey

LA BELLE ANGLO-NORMANDE!

Pour en savoir beaucoup beaucoup plus sur notre ILE-FLEUR, et pour recevoir une documentation en couleur, avec la possibilité de retourner ce coupon à : Maison de l'île de Jersey, 19, boulevard Malesherbes, 75008 Paris. Tél. (1) 47 42 93 68. Ouvert du lundi au vendredi de 10h à 17h30. Minut, Code : 36 45 - JERSEY

NOM, PRÉNOM ET ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

NOUVEAU - A PARTIR DU 28 MARS

PARIS-SEVILLE 10 VOLS HEBDOMADAIRES

3 VOLS SANS ESCALE

LUNDI, MERCREDI, VENDREDI

DÉPART ORLY SUD : 15 H 25

ARRIVÉE SÉVILLE : 17 H 30

7 VOLS (AVEC ESCALE A VALENCE)

TOUS LES JOURS

DÉPART ORLY SUD : 17 H 50

ARRIVÉE SÉVILLE : 21 H 25

Consultez pour renseignements et réservations votre Agence de Voyages ou l'un de nos bureaux.
Réservations : Tél. (1) 47.23.00.23 / 31, av. Montaigne 75008 PARIS - Tél. (1) 47.23.01.23
1, rue Scribe 75009 PARIS - Tél. (1) 47.42.38.60 / Aéroport d'Orly - Tél. (1) 46.86.46.60.

IBERIA
LIGNES AÉRIENNES D'ESPAGNE

هنا من الاميل

La France, fille aînée du tourisme ?

TOUT arrive. Ainsi la France s'est-elle découverte récemment son tourisme. En faisant ses comptes et en constatant que ce secteur, qui emploie, directement ou indirectement, 1,6 million de personnes, rapportait environ 70 milliards de francs par an, en devises. Un chiffre à comparer aux 50 milliards encaissés grâce aux exportations d'automobiles françaises en 1986. En précisant que le poste « voyages » de notre balance des paiements a apporté, en 1985, plus de 30 milliards, soit l'équivalent de l'agro-alimentaire ou du matériel militaire.

De quoi favoriser une prise de conscience de l'importance du poids économique et social de ce secteur au sein de notre économie. A tous les niveaux. En octobre dernier, par exemple, l'Assemblée nationale, grâce à une initiative de sa commission de la production et des échanges, s'ouvrait sur l'extérieur pour débattre de l'enjeu touristique (1) et découvrir, à son tour, que le tourisme pesait effectivement très lourd. « Un formidable enjeu », soulignait à cette occasion M. Jacques Dominati, président de cette commission, en précisant que de la bonne santé de notre industrie touristique dépendaient largement l'équilibre de la balance des paiements, l'amélioration de l'emploi et l'aménagement harmonieux du territoire.

Reste que, malgré ses bons résultats, le tourisme français est soumis, comme les autres secteurs (voire plus que les autres), à la conjoncture : situation économique intérieure (qui conditionne le nombre des départs des Français à l'étranger et les sorties de devises qui en résultent) et, surtout, contexte international (climat d'insécurité, évolution du cours du dollar), qui entraîne des fluctuations aux conséquences financières immédiates. Ainsi le solde de notre balance touristique est-il tombé à 22,2 milliards en 1986 et il devrait se situer, selon les dernières estimations, entre 18 et 19 milliards pour 1987.

Une évolution qui explique que l'euphorie des années 1984 et 1985 ait fait place, chez les professionnels du tourisme, à une certaine inquiétude, tandis que, du côté gouvernemental, le culte de la nouvelle poulie aux œufs d'or débouchait sur une analyse plus fine et plus lucide : le niveau élevé du dollar, en favorisant un tourisme étranger haut de gamme (en provenance des Etats-Unis et du Proche-Orient), a gonflé momentanément le solde positif de la balance des paiements, mais cette conjoncture favorable a également contribué à masquer une réduction globale de la position de la France sur les autres marchés. Quant à la conjoncture défavorable qui a suivi (baisse du dollar,

terrorisme, impact négatif de l'institution des visas), elle a trop souvent, reconnaît-on aujourd'hui, servi d'excuse à la dégradation des résultats de notre industrie touristique.

La vérité, c'est que le marché du tourisme mondial a explosé (plus de 300 millions de touristes quittent chaque année leurs pays pour visiter une contrée étrangère) et que la France, soumise à une concurrence de plus en plus vive, perd des parts de marché. Naguère numéro un, elle est désormais devancée par les Etats-Unis, l'Espagne et l'Italie, tandis que la Grande-Bretagne, l'Allemagne, voire l'Autriche, la suivent de près. Autant de pays qui, constate le secrétaire d'Etat au tourisme, ont su, encore mieux que nous, mettre leurs richesses touristiques en valeur et comprendre que « vendre » un pays aux touristes étrangers passait non seulement par la qualité des équipements offerts, mais aussi par la qualité du service et de l'accueil.

Mobilisation générale

D'où le campagne présentée le 8 mars par M. Jean-Jacques Descamps et dont l'objectif, tout comme celle engagée en 1987, est de sensibiliser les professionnels et l'homme de la rue à la nécessité de mieux accueillir les touristes. Aux premiers on demande donc

d'être « les meilleurs par les prix proposés et les services rendus ». Au second d'être « plus chaleureux et plus accueillant ». « Ne soyez pas étrangers aux touristes », tel sera l'appel lancé, pendant tout le mois de mars, dans les colonnes d'une centaine de publications nationales et régionales. Une campagne menée tambour battant. La France, a expliqué M. Descamps, risque en effet de perdre la guerre mondiale du tourisme. Une mobilisation générale est donc indispensable. Et de sonner le rassemblement de toutes les énergies. Un véritable branle-bas de combat.

La campagne ainsi engagée n'en présente pas moins deux inconvénients. D'une part celui de donner l'impression que les Français ne peuvent être chaleureux et accueillants que par intérêt, l'accent étant surtout mis sur l'enjeu économique à la clef... D'autre part, si l'enjeu est tel qu'on le dit, de faire apparaître assez dérisoires les moyens mis en œuvre, qu'il s'agisse de la dizaine de millions déversés à cet effet ou des actions qui accompagneront la campagne de publicité dans la presse : distribution d'un document de 4 pages à 100 000 professionnels, qui y trouveront notamment les « dix commandements » pour mieux accueillir « ceux qui font la fortune de la France » ainsi qu'un guide destiné à leur

permettre de mieux adapter leurs produits et leur comportement aux différentes clientèles étrangères.

Comment ne pas trembler par ailleurs à la pensée qu'un « pro » du tourisme (restaurateur, hôtelier, guide ou agent de voyages) puisse effectivement apprendre par ce biais que savoir accueillir « c'est savoir sourire, être disponible et patient, connaître sa ville ou sa région, s'adapter aux goûts du client et offrir un service performant ». Comment d'autre part ne pas être perplexe à la pensée que les mêmes « pros » sont informés aujourd'hui que « les Allemands sont organisés et exigeants et qu'ils prennent un petit déjeuner copieux » (comme tous les nordiques d'ailleurs), que « les Autrichiens sont conservateurs et raffinés et s'attendent à être traités en amis », que « les Belges sont de « bons vivants » mais de plus en plus exigeants », que « les Canadiens apprécient qu'on leur serve systématiquement un verre d'eau glacée », que « les Américains sont des maniaques d'hygiène », que « les Brésiliens parlent portugais » et que « les Portugais n'apprécient guère d'être pris pour des Espagnols ». Comment, enfin, ne pas plaindre l'hôtelier qui réalisera que pour coucher idéalement ses visiteurs étrangers il lui faudrait offrir, à la fois, des chambres à lits séparés, à lits queen ou king size, sans

Accueillons, accueillons bien et vraiment, dit un ministre. Soyons plus chaleureux, cessons d'être « étranger aux touristes »

oublier quelques couettes pour nos voisins scandinaves...

En attendant que leurs hôtes assimilent cette masse de connaissances et de conseils, les touristes étrangers pourront toujours se plonger dans le *Passport pour la France* qui leur sera remis (une mine de renseignements pratiques) et établir leur itinéraire grâce au guide des stations-service offrant de l'essence sans plomb. En espérant être le cinq cent millionième touriste attendu en France en mars ou en avril et à qui sera réservé un accueil « tout à fait exceptionnel ».

PATRICK FRANCÉS.

(1) Titre du livre consacré à ce colloque et publié aux éditions Economica, 125 F.

ACCESS VOYAGES

NEW YORK 2000 FAR

LES AMERIQUES	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
NEW YORK	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
PARIS	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
ROMA	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
BARCELONE	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
MADRID	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
AMSTERDAM	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
BRUXELLES	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
GENEVE	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
VIENNE	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
BOLOGNE	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
TRIESTE	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
VENISE	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
BOLOGNE	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
TRIESTE	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
VENISE	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000

NOUVEAU réserver et payer votre voyage par téléphone, avec votre Carte Bancaire.

TÉL: (1) 4013 02 02 ou 42 21 46 94

6, rue Pierre-Léon - 75001 PARIS - Tél. 47.20.86.15 - 6, av. de Suède, Park Hotel 06012 NICE - Tél. 93.16.27.77

MONTAGNES & DÉSERTS

SAHARA, TIET, MAROC, YEMEN, GRECE, KENYA, ARCTIQUE

VOYAGES A PIED EXPÉDITIONS

NOMADE

30 av. des Terres - 75017 Paris - Tél. 43.42.45.45

RÉSIDENCES

GRÈCE

LOCAT. CABINE VOILIER 13 m 1800 F sem./pers. Pâques 2 sem. 2800 F. Pour toutes autres 12000 F.

ITALIE

45 km DE ROME VILLA à louer 40 km de la mer, sur colline, 4 ch., 2 s. de bain, cuisine, salon, jardin. Juillet/août: 10000 F. Tél. (6) 80-04-80, 7 h-8 h 30/20 h-23 h

LOUE à FRÈJUS (Var)

Dans VILLA avec JARDIN un APPARTEMENT pour 4 personnes. Juin, juillet, août, septembre. Tél. (16) 94-51-02-02.

LA TRANSATLANTIQUE LÉGENDAIRE AVEC QUEEN ELIZABETH 2

Montez à bord de Queen Elizabeth 2 à Cherbourg le 1^{er} juillet. Profitez de l'escale normande pour bénéficier :

- du transport gratuit Paris/Cherbourg
- de la présence durant la traversée du Commandant Croisile, premier Commandant de "France" qui vous livrera ses souvenirs.
- d'un accompagnateur parlant français.

Et vivez 5 jours inoubliables avant l'arrivée spectaculaire au cœur de New York.

Pour en savoir plus, retournez le coupon-réponse ci-dessous :

Cunard, 22, rue Royale - 75008 Paris - Tél. 42.60.36.43

Faites-moi parvenir, sans engagement de ma part, la brochure Cunard.

Nom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Tél. domicile : _____ Bureau : _____

Paris Bangkok en 12h30 tous les jours.

Plein ciel avec Thai. tous les jours au départ de Paris.

123, av. des Champs-Élysées 75008 PARIS - Tél. 47.20.86.15 — 6, av. de Suède, Park Hotel 06012 NICE - Tél. 93.16.27.77

ARC

CHYPRE

PARFUM DE SOLEIL, D'HISTOIRE ET D'AMITIÉ

Plages de sable fin sous un ciel toujours clément - 340 jours de soleil par an. Grappes de fleurs accrochées aux monastères, aux vasques, aux colonnes, ou percant la poussière d'or des mosaïques.

Trois d'été et d'aujourd'hui à découvrir dans le charme de l'accueil chypriote et le confort de très beaux hôtels dont le prix et la qualité du service vous surprendront agréablement. Venez respirer Chypre, c'est tout près avec les Airbus de Cyprus Airways.

CHYPRE

LE PARADIS A 4 HEURES DE PARIS AVEC LES AIRBUS DE CYPRUS AIRWAYS

Une grande croisière de LA PROCURE

"PEUPLES DE LA MÉDITERRANÉE"

DU 2 AU 13 NOVEMBRE 1988

Dans le sillage des croisades et des marchands du Moyen-Age, 12 jours fabuleux à : Venise, Dubrovnik, Mystra, Istanbul, Rhodes, Malte, Villefranche.

Au cours de cette croisière des historiens, des journalistes et des artistes de renom parleront du passé et du présent de ces peuples : André Miquel, professeur au Collège de France, Jean Favier, directeur des Archives Nationales, Bernard Chevallier, journaliste à TF1.

OUI, je désire recevoir gratuitement votre documentation à l'adresse suivante :

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

LA PROCURE VOYAGES

4, rue Madame, 75006 Paris

Tél. : (1) 45.48.63.30

Nice

10, rue de Suisse, 06000

Tél. : 93.88.65.40

هنا من الامم

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

CHAMPAGNE Claude DUBOIS
A la propriété LES ALMANACHS
VENTEUIL 51200 ÉPERNAY. T. 26-58-48-57
Vin vieillit en foudre. Tarif sur demande.
Créé 1982 du 4 République. Médaille d'argent.
concours sélection mondiale, MONTREAL 1986.

LES CAVES DE BIRAGUE
14, rue de Birague. T. 40-57-98-58
Date de sup. caves du XVIII^e : sélection de
vins fins en prov. directe des propriétés.
Du 12 au 20 mars. PROMOTION
sur BOURGOGNES et CHAMPAGNES
Mercredi à dimanche inclus jusqu'à 20 h 30.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Alsace
68590 THANNENKIRCH
TOURING HOTEL **
Tél. 89-73-10-01
Logis de France - Envois dépliant.

Côte d'Azur
06180 CAP-D'ANTIBES
MOTEL ROI SOLEIL
183, bd Kennedy. A 500 m de la mer.
STUDIOS 11 ch. Park, piscine, 2 pers.
1100 F la sem. 1715 F 2 sem. 3000 F
4 sem. L.E. (sauf juin, juil., août, sept.).
Tél. 93-61-54-39.

NICE
HOTEL LA MALMAISON
Majordom Westem ***NN
Hôtel de charme près mer.
calme, grand confort.
TV COULEUR PAR SATELLITE
Restaurant de qualité
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-87-62-56 - Téléc 470-410.

HOTEL VICTORIA ***
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-88-39-60
Plaisance-ville. Calme.
Petit parking, grand jardin.
clubhouse, TV couleur.
Tél. direct, minibar.

Montagne
HAUTE-SAÔNE
VACANCES TONIQUES
en HOTEL 3 étoiles
2400 F les 7 jours en pension complète,
toutes activités incluses : piscine, tennis,
randonnées pédestres, équitation, poney-
club, mini-golf.
Club junior de 4 à 10 ans.
Renseignements et réservations par tél.
TONUS HOTEL - 74260 LES GETS
Tél. 90-79-75-39/90-79-82-79/90-79-74-55.

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
(Hautes-Alpes)
HOTEL LES MÊLÈZES **
Tél. 92-45-83-64. Pension, 1/2 pension
CHALET LA MEDILLE
Tél. 92-45-83-84. Appart. ou studio.
Ski alpin - Ski de fond - Randonnée.

05490 SAINT-VÉRAN
(Hautes-Alpes, Queyras)
Parc rég. Site classé. Stat. village. Piste.
fond. Plus bel coin d'Europe, 2040 m.
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
Chamb. studio + cuisine-grill.
Depuis 450 F pers./semaine.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
Pensions de 1617 F à 1848 F sem.
Demi-pens. de 1267 F à 1617 F.

Provence
30630 GONDARGUES (Gard)
VACANCES DANS LE MIDI
(Vallée de CEZE)
M. Maurice COSTE et
L'HOTEL DU COMMERCE **
vous proposent leurs prix 1988 de pension
complète, vin, TTC
4 janvier/30 mars 130 à 150 F
31 mars/31 mai 150 à 175 F
1^{er} juin/5 juil. et 25 août/15 oct. 155 à 180 F
6 juillet/24 août 180 à 205 F
Supplément chambre indiv. indiv.
Régimes assurés.
Excursions dans toute la région, randonnées
pédestres, calme, repos, soleil, pêche, etc.
Doc. rapide sur demande par
tél. 66-82-00-00.

Natur'Landes
Soins, bilans de santé naturels - Cure de 7 à 14 jours
Renseignements : Geneviève HURTEAU
route de Bayonne
40990 SAINT-PAUL-LES-DAX
Tél. : 58-91-96-10

Pyrénées-Orientales
PORT-VENDRES
HOSTELLERIE DU CHALUT
Un séjour réussi au bord de la Méditerranée.
Cuisine réputée, parc, piscine,
parking privé. Vue sur mer.
Réservations : Tél. : 68-82-06-91
ou 68-82-01-05

Sud-Ouest
EN PÉRIGORD - 24570 LE LARDIN
HOTEL SAUTET *NN**
Tél. 53-51-27-22
Piscine, tennis, grand parc. Pension ou
demi-pension 170 F à 265 F.

24580 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD
AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS
***NN. Piscine. Pratique. Circuits
pédestres. Équitation 2 km. Toutes
chamb. w.c. + chauffage.
Demi-pension et pension 180 F à 255 F.
Tél. (05) 53-25-95-94.

Italie
VENISE
HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES ***
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc.
Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservation : 41-52-32-333 VENISE.
Téléc : 411150 FENICE I.
Directeur : Daria Apollonia.

Suisse
LAC MAJEUR
LOCARNO
GRAND HOTEL
Complexe rénové. Nouvelle piscine.
Tennis. Au sein d'un grand parc au centre
de la cité. Cuisine soignée. Dir. A. Cotté
tél. 19-41/43/330282 - Téléc 846143
Via Sempione, CH 6600 LOCARNO.

TOURISME
GRÈCE
Vous recherchez de vraies vacances.
Découvrez les îles lointaines : une nature
préservée, des gens hospitaliers. Villas et
appartements sélectionnés à louer.
Tél. 43-25-28-30.

GRÈCE
LOCAT. CABINE VOILIER 13 m
1800 F sem./pers. Pâques 2 sem.
2800 F. Pour bateau entier 12000 F.
Tél. (1) 30-41-13-06.

UNE SEMAINE EN HOUSE BOAT
SUR LA CHARENTE
Prix spéciaux hors saison.
Doc. gratuite sur demande
SARL SAINTONGE RIVIÈRES
Tél. (16) 46-32-00-16.

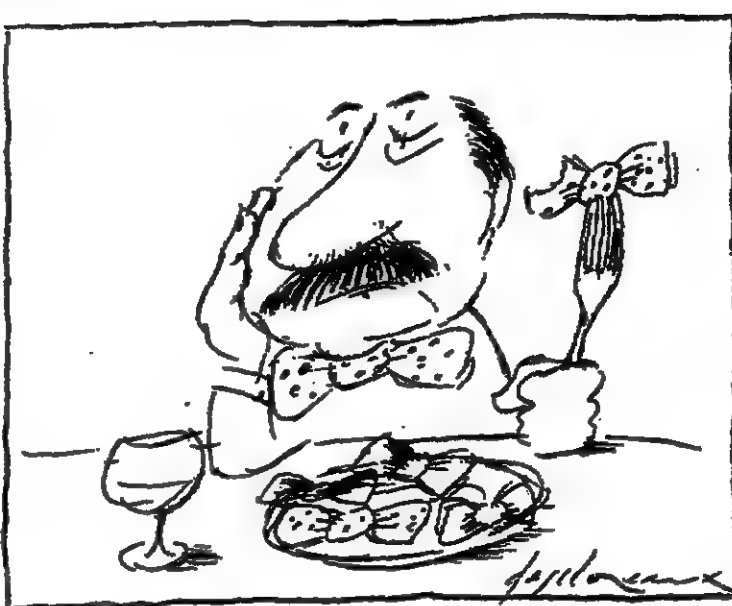
SÉJOURS ENFANTS DANS LE JURA
Alt. 900 m. 3 heures TGV PARIS
PAQUES 1988
Yves et Liliane, 38 ans, accueillent vos
enfants dans une ancienne ferme
XVIII^e siècle confortablement rénovée,
située au milieu des pâturages et des
sapins.
Le nombre d'enfants est limité à 14 pour
offrir un accueil familial, personnalisé.
Activités proposées :
tennis, ski de fond, jeux collectifs, poney,
découverte du milieu rural, des fleurs,
fabrication du pain (selon saison... et
conditions météorologiques).
Pour tous renseignements,
tél. 81-38-13-51.

Fine gueule, fine bouche

JEAN FERNIOT, qui n'a certes pas lu mon article « Les chefs contre la cuisine », part à son tour en guerre contre les chefs devenus - je le cite - « neuf fois sur dix des gorgopistes ou des histrions ». Je lui laisse la paternité de ce jugement, étonnant de la part de celui qui, l'autre année, se réjouissait de voir créer des « énarculinaires ». Mais où je pense qu'il exagère, c'est lorsqu'il affirme : « On n'a jamais si mal mangé à Paris ! »

N'écrit-il pas : « En cherchant bien, on découvrirait trois restaurants qui confectionnent de façon convenable le cassoulet, deux qui savent préparer la brandade, deux qui cuisent avec conscience la choucroute. Mais un seul sait filer l'aligot, un seul monter le beurre blanc, un seul accommoder la bouillabaisse ! » Et encore le voici demandant : « Où est-il le temps du boudin d'Aristide, du gras-double de Violet ?... Où est-il le temps des bonnes cuisinières, la Mère Gorisse, la Mère Michel, la Mère Panmetot ?... »

Je crois bien, là, qu'il exagère. Ou alors fréquente-t-il les endroits « branchés » chers à ses amis ?



Puis-je lui conseiller ici le boudin de La Ferme des Mahurins (17, rue Vignon) et celui de Fernand (17, rue de la Fontaine-au-Roi), les beurres blancs de La Grille (80, rue du Faubourg-Poissonnière), du successeur de La Mère Michel (5, rue Rennequin), de Jenny Jacquet (2, place

Parmentier, à Neuilly) ? De découvrir les cassoulets du Globe d'Or (158, rue Saint-Hippolyte), du Restaurant du marché (159, rue de Dantzig), de La Jarrige (16, avenue de Villiers) et de bien d'autres ? De penser au tablier de sapeur de Moissonnier (28, rue des Fossés-Saint-Bernard), au miroton du Camé-

lén (6, rue de Chevreuse), au bœuf bourguignon du Soleil d'Austerlitz (18, boulevard de l'Hôpital) et de L'Impasse (4, impasse Guéméné) ?

A ce propos, Jean Ferniot parle des bouchons qu'affectionnait le commissaire Maigret. L'Impasse, justement, est une des dix tables de Maigret, avec Léon (32, rue Legendre - ah ! sa tête de veau !) et Chez Fred (190 bis, boulevard Perceval).

Et pour sa recherche de bonne cuisine simple, pourquoi ne demanderait-il pas à Simone Lemaire le guide des dames de l'ARC, qui vient de paraître ? Rien qu'à Paris il pourrait noter le beurre blanc de L'Aquitaine (54, rue de Dantzig), le parfait chateaubriand du Chateaubriand (125, rue de Tocqueville), les petits plats bien troussés de Linda (2, rue Gervex), du Monde des chimères (69, rue Saint-Louis-en-l'Île), etc.

Alors ? Mange-t-on vraiment si mal à Paris ? Jean Ferniot a tort de suivre les guides à la mode, les chroniqueurs du show-biz. Tenez, qu'il se laisse guider, simplement, là où est affiché le diplôme de l'AAAAA, il découvrirait Le Poulbot gourmet (39, rue Lamarck), ou l'Auberge du 14-Juillet (9, boulevard de la République, à La Garenne-Colombes), ou le Bistrot de la tour (6, rue Desaix). Ou encore, nez au bon vent des choses, qu'il se promène. Alors il pousse la porte du Repaire de Carouche (99, rue Amélie) ou des Bacchantes (21, rue Caumartin), voire du Petit Navire (14, rue des Fossés-Saint-Bernard), ou de Marie-Louise (52, rue Champignat). J'en oisble.

Bon appétit, M. Ferniot !

LA REYNÈRE.

● Le Prix du « meilleur bistrot à vins » devait être décerné le vendredi 11 mars au Réveil du X^e, établissement de M. et M^{me} Vidéon situé au 35, rue du Château-d'Eau dans le 10^e arrondissement. Ce prix, concurrent de la Coupe du meilleur pot, avait été décerné l'an dernier au célèbre Duc de Richelieu (101, rue de Richelieu, Paris 9^e) de M. Paul Gorgé. Il vise à récompenser chaque année « un bistrotier qui sélectionne des vins de qualité directement à la propriété et qui les sert à toute heure au verre sur son comptoir ».

SEMAINE GOURMANDE

Le Chantecler

Sur cette place du Marché-Saint-Honoré, gastronomiquement disgraciée depuis le départ d'Hubert et la fermeture du restaurant irlandais - mais on dit que le marché central et son immeuble-garage vont être reconstruits en 1989, ce sera une révolution ! - Le Chantecler est « un cas ». Mieux faudrait-il dire Chez Yoyo, car son succès sans tapage est bien dû à cette toute-parisienne patronne-hôtesse pleine de rires, de gentillesse, d'avis d'un peu partout. Un bar à l'entrée, un des derniers bars où l'on aime s'attarder, une mini-salle de quel-ques tables serrées, une autre au premier. Le soir, de jolis mannequins (et quelquefois Pierre Cardin en quasi incognito), le midi, des messieurs d'affaires préférant cette ambiance décontractée, où, grâce au chef Robert Mansiet, la soupe de poissons, la piperade (plus exactement une omelette à la piperade), le cassoulet et les confits, le steak au poivre ou tartare, le sole tout bonnement meunière sont plus qu'honorables, gentiment servis par Danièle et Rose - et quelquefois par Yoyo elle-même, rière fusant ! - et arrosés de petits vins à prix honnêtes (la bourgeoisie, coteux d'Aix, est à 65 F, le lardoir du marché d'Angerville à 100 F). Desserts eux aussi bon enfant. Comptez 200/250 F.

● LE CHANTECLER (Chez Yoyo), 42, place du Marché-Saint-Honoré (1^{er}). Tél. 42-61-68-48. Fermé samedi et dimanche, sauf les samedis le temps des Salons de couture. Parking : place Vendôme. AE-CB. Chiens acceptés.

La Poularde landaise

Tout comme Le Chantecler, ce restaurant ne figure sur aucun guide ! Janine Herbonel, qui régnait depuis des lustres sur cette petite salle rustique, a retrouvé en Gildas Le Goff un chef de valeur. Aux apé-

cialités de l'enseigne : assiette landaise, foies gras de canard et d'oie, confits d'oie et de canard, cèpes bordelais, il sait joindre un parfait éventail de saumon, lotte et Saint-Jacques au citron vert (85 F), un rouget poché en tapenade et caviar d'aubergines (105 F), un duo de rognons et ris de veau à la crème mousseline (118 F) avec des desserts intéressants (de 35 F à 48 F). Et, à signaler, une heureuse innovation pour les couche-tôt, le menu du soir, avant cinéma, servi dès 19 heures à 180 F (kir, vin et café compris). A la carte, comptez 250/300 F. Ah ! j'oubliais, beurre d'Eclair sur table.

● LA POULARDE LANDAISE, 4, rue Saint-Philippe-du-Roule (8^e). Tél. 43-59-20-25. Fermé samedi et dimanche. CB, AE, DC. Chiens acceptés.

Le Jardin à Levallois

J'ai retrouvé ce plaisant et clair décor, installés en ce coin, avec pour patron un cuisinier, Lionel Mouquet (et sa bien charmante et efficace épouse), ayant su constituer une brigade animée par Pascal Hugnet. Passons sur le menu à 110 F pour signaler, sur la carte, une originale terrine de confit de canard au foie gras et pruneaux (65 F), la frittée de grenouilles (54 F), la frittée de lapereaux aux choux en charcuterie (90 F), le civet de canard aux grognes (88 F), un tourin de poissons au fumet d'étilles (88 F), etc. Cuisine légèrement éclairée de clins d'œil vers les présentations à la mode. C'est à deux pas de la porte d'Asnières et de la porte Champerret. Jean-Marie Proslier ne me contredira pas, qui est un fidèle ! et veut le voyage. Vins à prix honnêtes. Comptez 250 F.

● LE JARDIN, 9, place Jean-Zey, à Levallois (92300). Tél. 47-39-54-02. Fermé le dimanche. CB, AE, DC. Chiens acceptés.

Les Coquines à Ladoix-Serrigny

J'ai parlé plus haut du lardoir de Yoyo. C'est un bourgeois de la côte de Saône, non loin de Corton. Les Coquines n'étant point ce que vous imaginez, mais le nom des vignes alentour, d'où, en surtitre à l'enseigne : Aux pieds de Corton. Bism, menus à 92 et 138 F (deux plats, fromage ET dessert) et une carte très complète (du chef Patrick Fray). Bien que peu de guides le signalent, allez vite découvrir la petite maison de Francis Juillard, elle en vaut la peine. A la carte, comptez 250 F.

● LES COQUINES, à Ladoix-Serrigny (21550). Tél. 80-26-43-68. Fermé mercredi soir et jeudi. CB.

L. R.

GASTRONOMIE

Rive gauche
Le Sybante
Saint-Germain-des-Près
Maison du XVI^e siècle
Cuisine traditionnelle
PLATS CANNIÈRES
43-22-21-86

RESTAURANT
La Vieille Trousse
43-25-58-18
6, Boulevard Saint-Germain - 75005 Paris

Relais Bellman
HOTEL CLAUDE BELLMAN
DEJEUNERS D'AFFAIRES
DINERS (Menu 30, 40 et 50)
37, RUE FRANÇOIS 1^{er} PARIS 8^e 43-723-54-42

Le Marysman

COUSCOUS GRILLADES
TAGINES MECHOU
7, rue Cornille - 43-28-03-85
- t.l.j. -

Rive droite
LE CHALET des ILES
AU BOIS de BOULOGNE
Université de la Cuisine
Le charme d'un cadre de verdure
UNE BONNE TABLE
A DES PRIX RAISONNABLES
DEJANERS TOUS LES JOURS
Réservation 42.88.04.69

NOUS SPÉCIALITÉS
Desserts de la Région
Pâtisseries de la région
à l'honneur de la cuisine
Rôtisseries aux légumes
Coeur de Boeuf
à l'ancienne
Tarte tatin

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

<p>ALESIA - PORTE D'ORLÉANS LA BONNE TABLE 45-39-74-91 F. sam. dim. 42, r. Friant. PARKING. Spéc. POISSONS.</p> <p>BASTILLE L'ENCLOS DE NINON, 15 les jours : 42-72-22-51. 19, bd Beaumarchais, 4. Spécialités SUD-OUEST.</p> <p>ROMÉ - VILLIERS EL PICADOR, 80, bd des Batignolles, 43-87-28-87. PAELLA, ZARZUELA, BACALAO, GAMBAS. F. (vendr.), mardi. Plus 3 empoyes.</p>	<p>CHAMPS-ÉLYSÉES RELAIS BELLMAN, 37, r. Franc-J.-F. 47-23-54-42. Jusq. 22 h 30. Cadre élég. F. samedi, dimanche.</p> <p>142, av. des Champs-Élysées, 43-59-20-41 COPENHAGUE, 1^{er} étage. F. soir. FLORA DANICA, et son jardin r.d.c. SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ</p>	<p>ÉTOILES ENTOTTO 45-87-08-51 - F. dim. 143, r. L.-M.-Nodding, 17 Spécialités éthiopiennes.</p> <p>JARDIN DES PLANTES LE HONGROIS DE PARIS LE PAPRIKA, 43, r. Poliveau, 9. 43-31-45-86. Crêpe, saumon de Bretagne, le soir.</p>	<p>LES HALLES CAVEAU F.-VILLON, 64, r. Arbre-Sec, 42-36-10-92. Soc. caves du XV^e. F. sam. et lundi. P.M.R. 170/200 F.</p> <p>MAIRIE DU XVIII^e LE PICHET, 174, rue Ordener, 46-27-85-28. Prod. Sud-Ouest. Grill. poisson. F. jeu. soir et dim.</p> <p>MONTMARTRE LA GUÉRITE DU SAINT-AMOUR 209, bd Raspail, 43-20-64-51. T.L.J. Spéc. de poissons et crustacés.</p>	<p>PALAIS ROYAL LA CLÉ DU PÉRIGORD, 38, r. Croix-Po- Champ, 40-20-46-46. F. dim. Spéc. Sud-Ouest. Pois. fins, can. 230 F.</p> <p>LE BISTROT D'PH 36, pl. Marché-St-Honoré, 42-60-03-00 Carte Poiss. Bann. fruits mer. Gibiers.</p> <p>PARMENTIER LE FLEURY, 139, av. Parmentier, 10. F. merc. 42-38-36-97. Choix de poissons et sa carte.</p>	<p>SAINT-AUGUSTIN LE SARLADAIS, 2, r. de Vienne, 8. 45-23-23-62. Cassoulet 90 F. Confit 90 F.</p> <p>SAINT-GERMAIN-DES-PRÈS LA FOUX, 2, rue Clément (6^e). F. dim. 43-25-77-66. Alex. aux fourneaux.</p> <p>O BRASIL RESTAURANT DISCOTHEQUE Spéc. brésiliennes. Tél. 43-54-98-56. 16, rue Guenegand, 75006 PARIS.</p>
--	---	---	--	--	--

	Contrôle industriel	Automates programmables	Distribution basse-tension
WESTINGHOUSE USA			
SIEMENS RFA			
MITSUBISHI JPN			
GENERAL ELECTRIC USA			
TELEMECANIQUE FR			
MERLIN GERIN FR			

"CES SACRÉS FRANÇAIS... IL LEUR MANQUERA TOUJOURS UNE CASE."

Voilà ce que beaucoup de nos concurrents pensent des Français. Allons-nous enfin les faire mentir ? C'est le but de l'Offre Publique d'Alliance Merlin Gerin et Télémécanique.

Ensemble, Merlin Gerin et Télémécanique maîtriseront toute la distribution et l'utilisation de l'énergie électrique. Séparés, ils n'en maîtriseront chacun qu'une partie.

Ensemble, Merlin Gerin et Télémécanique résisteront mieux à leurs grands concurrents mondiaux, issus de rapprochements identiques. Séparés, ils seront plus vulnérables.

Ensemble, ils seront mieux armés pour gagner les grandes compétitions de demain. Séparés, ils ne mèneront que des combats d'arrière-garde.

Ensemble, Merlin Gerin et Télémécanique peuvent faire changer d'avis nos concurrents. Séparés, ils leur donneront raison.

Alliance Merlin Gerin - Télémécanique

SCHNEIDER

Une note d'information (via COB n° 8831 du 12/2/88) est tenue gratuitement à la disposition du public auprès des banques Paribas, Banque de Gestion Privée-SIB et Société Générale.

مقتدا من الامير

Le Monde

SPORTS

ATHLÉTISME : le super-marathon du Hoggar

Le souffle chaud du désert

Le Suisse Daniel Oppiger a remporté le deuxième super-marathon du Hoggar couru du 1^{er} au 5 mars dans la région de Tamanrasset (Algérie). Il a parcouru les 160 km répartis en cinq étapes en 10 h 7 min 44 s, devançant le Hongrois Erno Kis-Kiraly de 15 min 11 s et l'Anglais Mike Short, vainqueur de la première édition, de 18 min 39 s. La Grenobloise Catherine Desforges a gagné l'épreuve féminine en 13 h 33 min 23 s.

TAMANRASSET
de notre envoyé spécial

LA mémoire des Touaregs a pris l'eau, noyée dans un tourbillon de souvenirs vagues. 1963, 1954 ou 1925 ? En ce début mars à Tamanrasset, personne ne sait au juste à quand remontent les dernières crues. Qu'importe. Gonflé par des pluies diluviennes, l'oued Tahagart a brutalement évincé la petite ville du Sud algérien, charriant un flot de promesses qui n'ont rien d'électoral. Hormis deux malheureux happés par la violence du courant, quelques véhicules endommagés et des dizaines de maisons ébouleées, le phénomène climatique est plutôt porteur de perspectives heureuses.

Dans ce coin de désert, trente-six heures d'averse sont l'assurance d'un printemps radieux : pâturages reverdis pour les troupeaux des nomades touaregs et caves bien remplies à Tamanrasset, cette grosse bourgade trop vite montée en graine dont les 35 000 habitants doivent partager l'eau avec 15 000 à 20 000 réfugiés chassés du Mali et du Niger par une noire misère.

Cette fois, les points de repère ne manquent pas pour mémoriser les pluies de 1988. Elles sont tombées en même temps que l'Assilhar, foire annuelle qui attire tout ce que le Sahara compte de commerçants. Elles ont aussi coïncidé avec le

deuxième super-marathon du Hoggar, un événement sportif qui commence à compter dans le calendrier local. C'est d'ailleurs pour lui, davantage que pour la foire, que la presse d'Alger était accourue au complet dans le grand Sud. Les journalistes et les spectateurs du prologue disputé dans les rues de Tamanrasset espéraient en secret la victoire de l'enfant du pays, Mohamed Boudifa, classé deuxième en 1987.

Un metteur en scène de cinéma avait même imaginé de faire du jeune athlète la vedette d'un film dont les premiers tours de manivelle ont été donnés pendant la course. Hélas au fil des étapes, le scénario

inexpérience. A vingt-deux ans, il n'a pas l'endurance requise pour ces courses au long cours, et encore moins le sens tactique de ses adversaires européens. S'il a bien négocié l'ascension en deux demi-étapes dans la même journée (23 kilomètres et 15 kilomètres) du col de l'Assekrem, Boudifa a dilapidé son souffle et ses chances de victoire dans les étapes plus longues. Dès le premier jour, après 45 kilomètres de course dans le sable et la pierre, une terrible défaillance l'avait relégué à 13 minutes du futur vainqueur.

Comme ses huit compatriotes engagés dans le super-marathon, Boudifa a été victime de son impréparation. Norédine Machouk, son

poste de Saint-Imier, où il est employé à plein temps, qu'à la télévision. Cet authentique champion, formé sur la piste, court pour le plaisir, hors des aides et de préférence loin du macadam des villes. « Les coureurs de cimes doivent être plus robustes physiquement et moralement que les autres, dit-il. Il n'est pas sûr qu'un bon marathonien soit à l'aise sur une course par étapes dans le désert. Il faut supporter la rusticité de l'hébergement au bivouac et savoir improviser. Pour la dernière étape par exemple, à cause du mauvais temps, nous ne savions même pas pour combien de kilomètres nous partions. »

Jusqu'à ce qu'un quid déchaîné lui barre définitivement le chemin



« Dans ce genre de course, les coureurs, du premier au dernier deviennent des amis. J'ai beaucoup de plaisir à leur faire connaître le pays des Touaregs, dont je suis amoureux. Il ne faudrait pas dans l'avenir dépasser quatre-vingts à cent coureurs, dont vingt de niveau mondial, afin de préserver l'esprit. »

dut subir quelques retouches. Le sourire de Mohamed Boudifa sur le podium ne peut relever que de la pure fiction. Le héros a terminé cinquième au classement général, terrassé à chaque fin d'étape par son

entraîneur depuis un an, le reconnaissant : « Il aurait dû travailler sur de plus courtes distances, mais nous n'avions pas de piste pour le faire. Une cendrée vient à peine d'être terminée. Tamanrasset est loin de tout. Nous n'avons ni kinésithérapeute ni médecin spécialisé. » Pour Mohamed Boudifa, le salut, c'est le baccalauréat, qui lui ouvrirait les portes de l'Institut de technologie sportive à Alger. Sinon, la carrière sportive de ce coureur instinctif pourrait être gâchée, y compris par des ennuis physiques.

Sciatique et genoux bloqués

Michel Perrotet, le masseur attaché au super-marathon, ne pouvait que confirmer ces craintes. Après avoir péri, à raison de huit heures par jour, les muscles des cinquante-cinq concurrents, il établissait de pénibles comparaisons : « Je suis surpris de l'état musculaire des jeunes Algériens, dont certains n'ont jamais été massés, confiait-il. L'un a une sciatique depuis trois ans, un autre a les deux genoux bloqués. Je leur ai donné tous les conseils que j'ai pu. »

Le long des pistes écrasées de soleil du parc national de l'Abggar, dans lequel était tracé le parcours, les athlètes locaux ne pouvaient opposer que leur volonté et leur courage aux favoris de l'épreuve. Parmi eux, le Hongrois Erno Kis-Kiraly, serviteur du club de Budapest, mais surtout aspirant à devenir ultramarathonien professionnel. Vainqueur de la course d'Autriche (743 kilomètres en sept jours) et de la Grande course du Hoggar (treize marathons en treize jours), il tricote de sa foulée rasante jusqu'à 280 kilomètres, par semaine, à l'entraînement.

Sur les contreforts du massif du Hoggar, son rythme de locomotive à diesel a finalement eu raison de l'Ecosais Jack Maitland, vingt-six ans, et de l'expérimenté Mike Short, trente-neuf ans, deux petits gabarits généralement à l'aise sur les parcours à forte dénivellation. Mais il n'y avait rien à faire contre Daniel Oppiger, un Suisse de trente et un ans, spécialiste, comme Maitland et Short, des courses de montagne. Très implanté en Suisse, ce type de compétition fait de plus en plus d'adeptes en Italie et en France. Il existe un officieux championnat d'Europe et une Coupe du monde, que Primo Nebiolo, le président de la Fédération internationale d'athlétisme (FIAI), aimerait bien accueillir dans son giron officiel.

Pour l'instant, on a plus de chances de croiser le doux sourire de Daniel Oppiger au guichet de la

Victorieux, Oppiger arborait le bonheur calme d'un sportif bien dans sa peau. S'entraînant une seule fois par jour sur les pentes de son Jura natal, il ne rêve ni de Jeux olympiques ni de record du monde du marathon. « Je n'ai jamais été blessé pendant toute ma carrière et je ne vais jamais à la pharmacie », assène-t-il tranquillement comme pour marquer ses distances avec le haut niveau. Débarqué dans le désert avec son cabas à provisions plein de bananes et de pommes, il n'a rien d'un être surnaturel pour les autres participants, dont la seule gloriole sera d'avoir réussi à rallier l'arrivée de cette épreuve aventureuse.

Comme André, le boulanger de Bernay, bâti en hâterophilie, ou Lulu, un médecin de cinquante-six ans à la foulée trotte-menus, Daniel Oppiger n'a pas perdu une miette du décor grandiose. Les couleurs tantôt roses, tantôt bleutées des montagnes autour de l'Assekrem lorsque l'aube se lève apaisent les douleurs de la veille et ravivent le moral de chacun. La bonne humeur fait alors cercle autour de la marmite de café fumant. Il sera toujours temps tout à l'heure, entre deux points de ravitaillement, de maudire en solitaire l'idée saugrenue qui vous a conduit à vous inscrire.

Cette ambiance, Gilbert Hirschy y tient : « Dans ce genre de course, dit-il, les coureurs, du premier au dernier, deviennent des amis. J'ai beaucoup de plaisir à leur faire connaître le pays des Touaregs, dont je suis amoureux. Il ne faudrait pas, dans l'avenir, dépasser quatre-vingts à cent coureurs, dont vingt de niveau mondial, afin de préserver l'esprit. » Pour ce technicien dentiste de quarante-trois ans, « Il n'est pas question d'en faire une course à fric, mais plutôt une grande classique algérienne ». Dès l'an prochain, les autorités algériennes seront parties prenantes du comité d'organisation. Si cette perspective n'excite pas l'appétit des sponsors étrangers, elle intéresse l'Office national algérien du tourisme (ONAT) et l'Air Algérie, les deux parrains de l'édition 1988, dont l'ambition est de développer le tourisme encore embryonnaire en pays targui. La promotion touristique par le sport aventure, voilà une idée qui n'est pas tombée de la dernière pluie.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

RUGBY : Tournoi des cinq nations

Fouroux plie sous Ferrasse

Contrairement à ce qu'il avait laissé entendre, Jacques Fouroux a participé, le mercredi 9 mars, au comité de sélection qui s'est réuni dans les nouveaux locaux de l'Équipe pour former le XV de France devant affronter le Pays de Galles, le 19 mars à Cardiff, en finale du Tournoi des cinq nations. En deux semaines, c'est la deuxième fois que l'homme de terrain de l'équipe nationale de rugby est revenu sur ce qu'il avait dit.

« M » ENAGEZ un peu Jacques Fouroux. En s'adressant ainsi aux journalistes, réunis pour apprendre la reconduction de l'équipe victorieuse de l'Irlande pour affronter le Pays de Galles, Albert Ferrasse avait l'air d'une mère poule mettant sous son aile protectrice le pousin souffreteux de la base-cour médiatique.

Apparemment, tout va donc pour le mieux entre le président de la Fédération française de rugby, qui va briguer le sixième renouvellement de son mandat depuis 1989, et l'homme de terrain du XV de France depuis 1981. Mais faut-il se fier aux apparences ? En dépit des boutades dignes des farcesuses tricolores mi-temps qui accrédiétaient l'atmosphère bon enfant de la réunion, il restait que « tonton » — ainsi que le président de la FFR est surnommé — avait dû tirer l'oreille du capitaine du grand chelem 1967 pour qu'il assiste à ce comité de sélection.

C'est dire que tout ne va pas aussi bien qu'il paraît entre les deux hommes et qu'en dépit du démenti l'annonce du départ prochain de l'entraîneur n'était pas seulement une histoire

montée en épingle par un journal en mal de scoop.

Jacques Fouroux n'est manifestement plus à l'aise dans son costume d'homme de terrain. Il est viscéralement attaché à la notion de groupe, à cette solidarité qui se noue entre quinze hommes amenés à connaître en même temps la souffrance et le plaisir, autour d'un ballon ovale.

Autant que dans certaines options de jeu, il y a à toute la conception du rugby selon Fouroux. Au nom du « groupe », chacun doit être capable de se sublimer. Quel que soit son état. C'est ainsi que, pour le premier match du Tournoi des cinq nations, Sella se retrouve dans la ligne des trois-quarts alors qu'il n'avait manifestement pas récupéré de ses blessures. Même remarque pour ce qui concerne Condem en deuxième ligne. Les médiocres prestations du XV de France lors des deux premiers matches amenaient les sélectionneurs à « faire le ménage ». Cinq titres sont tombés avant la rencontre contre l'Irlande. Et le « groupe » Fouroux a été désarticulé.

L'homme de terrain se reconnaît-il dans l'équipe qui doit affronter le Pays de Galles ? Pas à 100 %. Orso, Caminati, Cadillon ne sont pas des hommes à lui. Des sélectionneurs ont passé de tout leur poids pour que l'intérêt de l'équipe de France passe avant celui du « groupe ». Combien de temps « Napoléon-Fouroux », ainsi que le petit demi de mêlée d'Auch avait été surnommé, supportera-t-il cette situation ? Il n'a pas le caractère à pier l'échine très longtemps, même sous les injonctions du président Ferrasse.

A. G.

AUTOMOBILISME : la nouvelle Ligier de formule 1

Retour en atmosphérique

APRÈS « cinq années de galère », passées à rechercher un moteur compétitif, Guy Ligier a retrouvé le sourire à l'orée de sa treizième saison de formule 1. Avant même ses premiers tours de roues, samedi 12 et dimanche 13 mars sur le circuit de Nogaro (Gers), la nouvelle JS 31 a déjà séduit par ses formes et ses innovations lors de sa récente présentation à Paris.

Comme beaucoup d'autres écuries, Guy Ligier a opté dès cette année pour le retour au moteur atmosphérique qui devra équiper toutes les formules 1 en 1989. Le choix semble judicieux puisque, comme Williams, le champion du monde des constructeurs 1987, et March, il a fait appel au préparateur britannique John Judd. Ce dernier fournira au constructeur vichyssois quinze moteurs (à 40 000 livres, soit 410 000 francs l'unité) dérivés du V 8 Honda de formule 3 000 et assurera leur entretien pendant deux ans. Ces moteurs de 3 500 cm³ devraient, dans un premier temps, développer une puissance de 590 à 600 chevaux.

Cette assurance de disposer d'un moteur atmosphérique compétitif n'est pas une garantie suffisante pour renouer avec le succès qui fuit l'écurie française depuis 1981. « La différence ne devrait pas se faire cette année sur la puissance entre les moteurs atmosphériques mais plutôt sur l'aérodynamisme des châssis », estime Michel Tétu, le directeur technique de l'écurie Ligier. A ce titre, la JS 31 se différencie de ses devancières par ses pontons latéraux très bas et l'extrême finesse de sa coque.

Pour parvenir à ce résultat, Michel Tétu a recouru à quelques innovations. Afin d'obtenir une « taille de guêpe » qui dégage

bien l'aile arrière pour un meilleur appui aérodynamique, le moteur a été avancé en position quasi centrale, juste dans le dos du pilote. Le réservoir de 200 litres est divisé en deux parties, de part et d'autre et à l'arrière du moteur. L'étréme extrême du cockpit implique l'utilisation d'un volant encore plus petit qu'à l'ordinaire. Dès lors, pour éviter une fatigue et des efforts excessifs aux pilotes, la JS 31 a été dotée de la première direction assistée montée sur une formule 1.

« Il va falloir que les pilotes s'habituent à conduire une telle monoplace car ses réactions seront différentes de celles d'une monoplace conventionnelle », prévient Michel Tétu. C'est en prévision de ce travail de mise au point et de réglages que Guy Ligier a préféré faire confiance en 1988 à un duo de pilotes d'expérience : le Français René Arnoux (trente-neuf ans), fidèle à l'écurie vichyssoise pour la troisième saison consécutive, et le Suédois Stefan Johansson (trente-deux ans), coéquipier d'Alain Prost l'an dernier chez McLaren.

GÉRARD ALBOUY.

● BASKET-BALL : Coupe Korac. — Le Real Madrid a remporté la Coupe Korac malgré sa défaite, le mercredi 9 mars, en match retour de la finale contre Cibora Zagreb (93 à 84). Au match aller, dans leur salle, les Madrilènes l'avaient emporté 102 à 89.

● CYCLISME : Paris-Nice. — L'Américain Andy Hampsten a remporté, le jeudi 10 mars, la troisième étape disputée entre Salon-de-Provence et Toulon avec arrivée au sommet du Mont-Faron. Deuxième à 27 secondes, l'Irlandais Sean Kelly, sept fois vainqueur de l'épreuve, se retrouve à la deuxième place du classement général à 5 secondes du Britannique Sean Yates, après qu'on lui ait remis, par erreur, le maillot de leader à l'arrivée.

LES HEURES DU STADE

Athlétisme

Maîtres de perche. — Grenoble, samedi 12 mars.
Championnat de France d'épreuves combinées en salle. — Liévin, dimanche 13 mars.

Basket-ball

Championnat de France. — Douzième tour retour, Tours-Racing (A2, « Samedi passion », à partir de 15 heures).

Boxe

Championnat du monde WBC des légers. — José Luis Ramirez (Mexique) - Pernell Whitaker (Etats-Unis), Paris, samedi 12 (TF1, en différé, dimanche 0 heure).

Cyclisme

Paris-Nice. — Jusqu'au dimanche 13 mars.

Escrime

Coupe d'Europe des clubs et Challenge Rommel au fleuret masculin. — Paris Couberlin, jusqu'au dimanche 13 mars.

Football

Coupe de France. — Trente-deuxième de finale, samedi 12 et dimanche 13 mars.
Coupe d'Europe. — Marseille-Rovaniemi, mardi 15 (TF1, en direct, 20 h 40) ; PSV Eindhoven-Bordeaux, mercredi 16 (direct Canal +, 19 h 20).

Coupe d'Afrique des nations.

Jusqu'au 27 mars au Maroc.

Golf

Open de Majorque. — Jusqu'au dimanche 13 mars.

Hockey sur glace

Championnat de France. — Play-off retour, samedi 12 et mardi 15 mars.

Rugby

Championnat de France. — Douzième journée, dimanche 13 mars.

Ski

Coupe du monde de ski acrobatique. — La Clusaz, jusqu'au dimanche 13 mars.
Coupe du monde de ski alpin. — Descente et super-géant hommes, à Vail (Etats-Unis), samedi 12 et dimanche 13 mars.

Squash

Tournoi international à Paris. — Jusqu'au dimanche 13 mars.

Voile

Semaine de vitesse de Brest. — Jusqu'au 20 mars.

Tennis

Tournoi de Key-Biscayne (Floride). — Du lundi 14 au dimanche 27 mars.



ASSIMIL
Le don des langues
ASSIMIL B.P. 25 - 94431 CHENNEVIERES-sur-M. Cedex - Tél. : 45.76.88.99
CHEZ VOUS - PAR VOUS-MÊME - 23 LANGUES SUR LE BOUT DES DOIGTS.



EXPOSITIONS

Au musée et dans les livres

Rodin revisité

Tandis que le Musée Rodin s'apprête à entreprendre de grands travaux, des livres sur l'œuvre et la vie du sculpteur paraissent.

Le visiteur assidu du Musée Rodin, l'aura remarqué : l'hôtel Biron, salle après salle, fait l'objet d'un rafraîchissement ; on y a refait les planchers du premier étage, on y a refait les fenêtres, on y a repeint les murs, et aujourd'hui, on s'occupe de la salle du Baiser. Mais ce lifting, qui n'était pas du luxe, n'est rien comparé aux travaux qui devraient commencer l'année prochaine. Le conseil d'administration du musée (présidé par M^{me} Chaban-Delmas) vient en effet de décider de confier à l'architecte Henri Gaudin l'étude et la réalisation d'un programme de réaménagement qui permettra de voir l'hôtel Biron à la seule présentation des collections. On en sortira bureaux, archives, bibliothèques, etc. qui seront répartis entre la chapelle et un nouveau bâtiment qui s'appuiera sur le mur mitoyen, là où est la Porte de l'enfer. Budget prévisionnel de ces travaux : 50 millions de francs.

Le musée décidément se réveille. Il avait dormi pendant de longues années. Puis ouvert un œil, titillé par le regain d'intérêt manifesté pour le sculpteur, aux États-Unis notamment, où l'exposition de Washington, en 1981, invitait à « revisiter » le maître. Titillé aussi par l'ouverture du dossier Camille Claudel, élève et maîtresse difficile, dont la beauté, l'intelligence, le talent et finalement la folie, n'a pas fini de fasciner.

Et le musée d'entreprendre un travail de publications autour de ses collections et de ses archives, incontournables. A l'inventaire des dessins par Claude Jodan, au classement de la correspondance par Alain Beaune, dont il ne reste à l'un et à l'autre qu'un volume à faire paraître (fin 1988 ou début 1989 (1)), est venu s'ajouter le catalogue des marbres, par Nicole Barbier en 1987, pour faciliter nouvelles approches et études, ou tout simplement permettre à un plus large public de mieux connaître l'homme et l'œuvre, dont la bibliographie n'est pas, loin de là, aussi abondante qu'on pourrait le croire.

Malgré le caractère souvent anodin des lettres du sculpteur, peu porté sur l'écriture (et franchement nul en orthographe), la publication de sa correspondance reste une source précieuse d'informations, d'indices que l'on cherche à en savoir plus sur le quotidien du créateur. Et celle-ci devait bien finir, en ces temps de biographies à gogo, consécutive à vingt ans et plus de frustration en la matière, par susciter quelque nouvel ouvrage. Cet ouvrage, on le doit à Pierre Daix,

dont le Rodin vient de sortir chez Calmann-Lévy, justement au rayon des biographies (2), alors qu'il relève plutôt de la monographie, ou de l'essai — deux genres moins porteurs, ou des trois. Le livre de deux cent cinquante pages, sans images, n'a évidemment pas l'ambition de l'ouvrage de Frédéric V. Grandfeld, également sorti depuis peu, mais à New-York et en anglais, qui lui est fort épais : 700 pages sur

semble l'avoir considéré Margit Rowell dans son exposition à Beaubourg : « Qu'est-ce que la sculpture moderne ? », où seuls étaient admis aux sources de la modernité, Gauguin, Matisse et Picasso : trois peintres.

Soit, on n'ira pas contre cette invitation de Pierre Daix à reconsidérer — dans la foulée de l'étude des marbres par Nicole Barbier — l'œuvre de Rodin dans son rapport à

reconnaître qu'on n'en sait finalement pas grand-chose, mais sur laquelle il ne peut s'empêcher de revenir, brochant finalement à travers cette longue et douloureuse histoire d'amour, plutôt un portrait d'elle, que de lui.

Le portrait de Rodin, l'homme de chair, bien vivant qu'on aimerait saisir, puisque biographie en principe il y a, est finalement ce qui manque le plus dans l'ouvrage. Malgré le suivi de la vie du sculpteur, depuis

L'art de photographier l'art

En 1957, pendant près d'un an, jour après jour, un jeune photographe de vingt-quatre ans, Carol Marc Lavril, a pris des centaines de photos, s'est promené dans le grand œuvre de Rodin, la Porte de l'enfer. Il en a suivi l'extraordinaire enchevêtrement des corps agrippés, tendus, rampants. A la fois passionné et objectif, s'accrochant à la peau du bronze patiné, assailli par les flèches de pigeons, il en a compris le mouvement profond.

Cette histoire de l'œuvre noire, si difficile à saisir, compte admirablement le travail, les vues et les visions des photographes de Rodin, de Boller, le documentaliste, à Stalder, le poète, de Cohen, le plasticien, Roger Enrie, Carrière, à Druet, l'ami du sculpteur.

Parfois espérées, notamment aux Rencontres d'Arles, les photographies de Lavril ont été exposées dans l'ouvrage d'un beau livre préfacé par Monique Lemaire, l'ancien conservateur en chef du Musée Rodin, et augmenté d'une étude de la Porte par Yvan Le Pichon.

G. B.

* Rodin. La Porte de l'enfer. Editions Point-Royal, 395 F.



lesquelles il va bien falloir se pencher, puisqu'il prétend être « La monographie qui comble les lacunes des précédentes : celle de Judith Cadel, celle de Robert Descharnes et Jean-François Chabran notamment, puisque il y a vingt ans et plus.

Camille-Auguste

Dans son Rodin, Pierre Daix ne cache pas qu'il a travaillé à partir des documents publiés et non en dépit d'eux. Son propos est ailleurs : « Opérer un décapage de Rodin par l'art du vingtième siècle. Ce qui revient à ne plus faire de lui le dernier des fabricants de « sculptures brutes », pour reprendre l'expression peu tendre de Brancusi à l'égard du maître (à qui il doit beaucoup) ; et comme

l'espace, mais on trouve tout de même que l'auteur profite un peu trop de l'éclairage moderniste pour citer au moins vingt-sept fois Picasso et trouver que la Porte de l'enfer est plus proche de Guernica que du symbolisme auquel décidément en France on ne reconnaît aucun esprit d'ouverture sur le vingtième siècle.

Une autre idée un peu fixe, qui cette fois relève du domaine social, anime le livre. C'est le « côté poète », de Rodin, qui a dit battifier l'arme pour passer de son statut d'artisan décorateur au service d'un Carrière-Belleuse à celui d'artiste à part entière, d'ailleurs d'abord reconnu par le marché international naissant quand les commandes officielles faisaient défaut.

Un troisième point taraude Pierre Daix. Il est d'ordre privé, c'est la relation Camille-Auguste, dont il

l'enfance dans les bas-quartiers des Gobelins, avec un père employé à la préfecture, qui craint que son fils ne soit une « poire molle », jusqu'à sa mort en 1917, dans le froid de l'hôtel Biron, entouré de rapaces de l'administration, qui ne soupçonnent plus qu'à la valeur du testament.

GENEVÈVE BRENETTE.

(1) Inventaire des dessins : le quatrième volume (tome I) des quelques sept mille dessins du Musée Rodin est paru en début d'année accompagné d'une exposition d'une soixantaine de feuilles dans la chapelle du musée (jusqu'au 14 mars).

Correspondance, trois volumes publiés : tome I, 1860-1899 ; tome II, 1900-1907 ; tome III, 1908-1912. (2) Rodin, par Pierre Daix. Editions Calmann-Lévy, 125 F.

Au Grand Palais

SAGA bis

La lithographie règne au Grand Palais où s'est ouvert le Salon du SAGA (Sculpture, arts graphiques actuels). Faut-il s'en réjouir ?

Premier sentiment : les livres d'art ont déserté. Les lithographies sont partout. On cherche en vain Flammarion ou les Editions du Regard, qui étaient pourtant venus l'an dernier. Il ne reste guère qu'un stand Mazenod. L'affaire est réglée : les éditeurs au sens traditionnel du mot préfèrent le Salon du Livre.

Second sentiment : bijoux, tapis et sculptures s'occupent qu'une place réduite. On voit donc, de là quelques objets décoratifs aux couteurs voyantes. Armes tirées sur velours. Di Rosa tiré en plastique : peu de choses, en somme. Artérial, spécialiste incontesté du genre, n'a pas cru nécessaire de parcourir les trois cents mètres qui séparent l'avenue Matisson du Grand Palais. Son absence ne passe pas inaperçue.

Donc, faute de beaux livres ou de beaux objets, l'estampe à tout envahi. Elle s'étale, elle s'accroche dans tous les coins, elle vient de partout de Rio, de Syracuse, de Malindi, de Châteaufort et de Roquefort-des-Corbieres. Elle a tous les formats, tous les styles, tous les prix. Elle triomphe par le nombre. Par la qualité, c'est moins sûr : le SAGA réunit des œuvres et des artistes si divers et si disparates que l'on y passe, d'une

cinéma à l'autre, de l'excellent au médiocre.

En haut, tout en haut de la hiérarchie siège l'inaccessible et admirable Bracquemond, auquel la Galerie Adrien Maeght a consacré une rétrospective de premier ordre, des gravures cubistes aux oiseaux des années 50. En comparaison, André Masson, auquel un récent décès vaut plusieurs hommages, paraît moins élégant, plus appliqué et quelquefois victime de sa prolixité. Mais n'est-il pas plus encore victime du zèle passionné abusif de ceux qui ont tiré en brosse à des formats démesurés les minuscules modelages — jouets surréalistes plus que sculptures — que l'artiste avait exécutés jadis ?

Les abstraits français de l'après-guerre, Hartung, Manessier et Soulas sont eux aussi largement représentés, et leur succès donne au salon un air « années 50 », d'autant plus accentué que revient à son tour un « nuagiste » comme Benrath. Mais peut-on les voir véritablement, au milieu de l'inondation des lithos bariolées qui forment le fond de commerce de tant de stands ? Là, campe la foule des assez bons graveurs, des lithographes inégalement inspirés, des demi-célébrités et des demi-soldes de toutes nations et de toutes tendances. Il n'est pas sûr que l'estampe et l'art contemporain aient grand-chose à gagner à des rassemblements si nombreux et si peu cohérents.

PHILIPPE DAGEN.

* Grand Palais, jusqu'au 14 mars.

A la Bibliothèque nationale

Un hommage au procédé Goetz

La Bibliothèque nationale a choisi le temps du SAGA pour évoquer la trouvaille d'un graveur.

En 1967, le peintre-graveur Henri Goetz mettait au point le fruit de dix années de recherches : le procédé qui porte son nom, la gravure au Carborundum, que maints artistes devaient adopter, avec lui, après lui. Jean Miro le premier, heureux de pouvoir ainsi « exprimer avec davantage de richesse et de liberté ».

A la gravure traditionnelle en creux, le procédé Goetz substitue la gravure en relief. Au lieu d'entailler le métal, le graveur y ajoute une structure en saillie, qui devient une surface à peindre et non plus à insérer en creux. Le résultat est d'abord un abstrait pulvérisé, le Carborundum (nom déposé), ou carbonate de silicium. Cette cuisine finalement simple permet l'opulence

des couleurs, l'intensité et le velouté des tons, la délicatesse palpable des gaufrages, l'incorporation de matières insolites ; et aussi de faire l'économie de plusieurs passages sous la presse.

Le résultat, son excellence, on peut en juger devant le choix d'estampes que la Bibliothèque nationale expose à la galerie Colbert. De Miro le poète, qui complète ses aquarelles avec les noirs d'ébène que dépose une seconde planche traitée au Carborundum ; à Clavé, qui incorpore à ses compositions en pleine fermentation les objets les plus hétéroclites ; en passant par Papari, Coignard, Briaçon et Henri Goetz, bien entendu. Ce dernier n'a pas décelé et reste fidèle aux formes abstraites à la fois coupantes et harmonieuses.

JEAN-MARIE DUNOYER.

* Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 6, rue des Petits-Champs. Jusqu'au 19 mars.

COULISSES

Mort d'un des derniers peintres de l'école d'Alger

Né en 1890 en Algérie, pays qu'il avait quitté il y a seulement une dizaine d'années pour se retirer à Marseille, où il vient de mourir, Pierre Famin était, avec Louis Benoit, l'un des derniers survivants de ce que l'on a appelé l'école d'Alger.

Trois éloigné cependant de l'orientalisme traditionnel, Famin, auteur surtout de gouaches et d'encre, fit particulièrement preuve, comme ses compagnons Brouty ou Laurzy, d'un très grand sens du dessin. Véritable « pôle culturel » de l'Algérie des années 1925-1955, sa galerie du Minaret vit défiler aussi bien Camus que Cocteau, Le Corbusier, l'urbaniste d'Orléansville Jean de Maison-seul, l'éditeur Cheriot, le poète de la révolution algérienne Jean Sénac et les futurs peintres algériens comme Bys. Famin guida Marquet lors de sa fameuse traversée du Sahara. Menant une vie de « bohème », avec d'ailleurs d'assez confortables revenus familiaux, Famin ne se souciait guère de faire connaître sa peinture, surtout présente aujourd'hui dans des collections privées françaises. Ayant travaillé toutefois jusqu'au bout, il meurt au moment où se prépare à Marseille une exposition de ses gouaches inspirées par la marine Louis XIV de cette ville.

J.-P. P.-H.

Les conservateurs de la BN

Les conservateurs de la Bibliothèque nationale viennent d'adresser une lettre au premier ministre pour lui demander « des avantages analogues à tous les corps de conservateurs issus d'un concours national », après l'annonce de mesures financières en faveur des conservateurs de musée. Il s'agit, selon le ministre, de mesures concernant sept nominations dans le grade d'inspecteur général et de dix-neuf nominations dans le grade de conservateur en chef, ainsi que des conditions d'attribution de l'indemnité spéciale, le montant moyen annuel pouvant désormais être triplé.

Découverte d'un Vénétien

Le Fauconnier, une œuvre de Vénétien peinte sur bois (222 x 108) a été récemment découverte à Paris, dans une famille parisienne qui a souhaité garder l'anonymat. Ce tableau sera cependant visible, puisqu'il sera mis en vente le 14 avril à l'Hôtel Georges-V par M^{me} Tajan.

A Amsterdam, un Mondrian a été découvert « par hasard » dans le bureau d'un homme d'affaires américain. Il s'agit d'une des premières toiles du peintre (vers 1906). Elle passera chez Sotheby's à l'automne.

V.A. : PATHE BARRIEMAN CONCORD • UGC BARREX • FORUM HORIZON
PATHE HAUTEVILLE • LES PARANASSIENS • MAILLOT • 14 JUILLET BEAUGRENELLE
V.F. : PATHE FRANCAIS • PATHE MONTMARNASSE • PATHE WEPLER • FAUVETTE
UGC CONVENTION • NATION • NISTRAL • UGC LYON BASTILLE

WILLIAM HURT ALBERT BROOKS HOLLY HUNTER

WASHINGTON

7 OSCARS

COURS D'ARGENT DE LA MEILLEURE ACTRICE FESTIVAL DE BERLIN 88

BROADCAST NEWS

V.F. : VERSAILLES Cytosine • THEATRE Pochet Belle-Epine • SAINT-GERMAIN C 2 L • VELEZ 2
9 DÉFINIE 4 TEMPS • ENCHEN Français

V.A. : GAUMONT CHAMPS ÉLYSÉES • GAUMONT OPÉRA • GAUMONT PARNASSE
GAUMONT HALLES • 14 JUILLET ODEON • PATHE HAUTEVILLE • LA PAGODE
14 JUILLET BASTILLE • 14 JUILLET BEAUGRENELLE • PATHE MAYFAIR • ESCURIAL
V.F. : UGC OPÉRA • LES MONTMARNES • PATHE CLICHY • UGC GODELINS
AUMONT ALÉSIA • NATION

Un film de Woody Allen

September

Denholm Elliott Mia Farrow Elaine Stritch
Jack Warden Sam Waterston Dianne Wiest

Une production Jack Rollins et Charles H. Joffe coproduit
Composé par Jeffrey Karban. Montage : Simon E. Morse A.C. Directeur artistique : Santa Lopez
Directeur de la photographie : Carlo Di Palma A.C. Producteurs exécutifs : Jack Rollins et Charles H. Joffe
Produit par Robert Greenblatt. Écrit et réalisé par Woody Allen

V.F. : VERSAILLES Raxos • ST GERMAIN C 2 L • VELEZ 2 • ENCHEN Français
GAUMONT Odeon • ERYV Gaumont

UN FILM DE LUC MOULLET

La comédie du travail

SABINE HAUDEPIN • ROLAND BLANCHE • HENRI DÉUS

ACTUELLEMENT

هذه من الإصملى

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi de dimanche-jour. Signification des symboles : * Signifié dans « Le Monde radio-télévision ». □ Film à éviter ■ On peut voir ■ Ne pas manquer ■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 11 mars

TF 1

20.40 Variétés : Labaye d'honneur. Emission présentée par Jean-Luc Labaye, avec Laurence Badie. La haine d'honneur : Line Renard et son association des artistes contre le SIDA. Coup de cœur : Guy Gilbert (prête de l'oublier), les Communards, Esther Gallil, Sylvie Vartan, le groupe Images, Manitas de Plata, Wendy et Lisa, Anthony Delon, Loops the loops, Cher et Matthilda May pour le film *la Passerelle*. 22.45 Football. Bordeaux-Nantes en direct de Lyon. 0.30 Journal et Bourse. 0.50 Série : Les envahisseurs. 1.40 Lancement de la fusée Ariane. En direct de Kourou (Guyane).

A 2

20.35 Feuilleton : Un château au soleil. De Robert Mazoyer, avec Jean-Pierre Marielle, Anny Duperey, Edwige Fenech (3^e épisode), 21.30 Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Sur le thème « Les livres du mois », sont invités : Elisabeth et Robert Badinter (Concordat, un intellectuel en politique); le Père A.-M. Carré, de l'Académie française (Je n'aimerais jamais assez); Gilles Gervain (Le Palais Sirogiovani); François Mallet-Joris (La Tristesse du corps humain). 22.50 Jeux. 23.30 Cinq-clebs : la Fureur de vivre ■■■ Film américain de Nicholas Ray (1955). Avec James Dean, Natalie Wood, et Michael. La route de Mike Hammer. 23.35 Cinéma : Rue de l'Estropade ■■■ Film français de Jacques Becker (1953). Avec Anne Vernon, Daniel Gelin, Jean Servais. L'épouse d'un ingénieur en construction automobile découvre que celui-ci a une maîtresse. Elle le quitte, va s'installer dans une chambre meublée rue de l'Estropade et se fait voler son portefeuille. Comédie de mœurs et de caractère sur le mariage tendu d'un couple. Réalisme psychologique, mise en scène remarquable par sa vivacité, son rythme. Excellente interprétation. 0.50 Cinéma : la Galaxie de Bruce Clark (1981). Avec Edward Albert, Erin Moran, Ray Walston. 2.10 Cinéma : Shining ■■■ Film américain de Stanley Kubrick (1980). Avec Jack Nicholson, Shelley Duvall, Danny Lloyd (v.o.) 4.05 Cinéma : Inavouables péchés. Film français classé X de Michel Ricard (1986). Avec Sabrina K., André Kay, Chantal Valéry. 5.20 TéliFilm : Ma femme a disparu.

FR 3

20.30 Série : Marlows, détective privé. Règlement de comptes au Cynar. 21.30 Magazine : Thalassa. De Georges Pernoud. Le plus grand village flottant du monde. 22.15 Journal. ■ 22.35 Documentaire : Les grands jours du siècle. De Gilbert Delannoy. 23.30 Musicales. Invité : Frédéric

kléber industrie
la volonté de faire
sur FR3
le 12 mars à 15 h 45
NOUS FERONS
L'ÉVÉNEMENT!

Lodnon. Au sommaire : un portrait de F. Lodnon; interprétation de deux valses de Chopin. 0.25 Modes d'emploi 3 (rediff.).

CANAL PLUS

20.05 Football. Nantes-Bordeaux (en direct du stade de Gerland). 22.45 Flash d'informations. 23.30 Série : Le retour de Mike Hammer. 23.35 Cinéma : Rue de l'Estropade ■■■ Film français de Jacques Becker (1953). Avec Anne Vernon, Daniel Gelin, Jean Servais. L'épouse d'un ingénieur en construction automobile découvre que celui-ci a une maîtresse. Elle le quitte, va s'installer dans une chambre meublée rue de l'Estropade et se fait voler son portefeuille. Comédie de mœurs et de caractère sur le mariage tendu d'un couple. Réalisme psychologique, mise en scène remarquable par sa vivacité, son rythme. Excellente interprétation. 0.50 Cinéma : la Galaxie de Bruce Clark (1981). Avec Edward Albert, Erin Moran, Ray Walston. 2.10 Cinéma : Shining ■■■ Film américain de Stanley Kubrick (1980). Avec Jack Nicholson, Shelley Duvall, Danny Lloyd (v.o.) 4.05 Cinéma : Inavouables péchés. Film français classé X de Michel Ricard (1986). Avec Sabrina K., André Kay, Chantal Valéry. 5.20 TéliFilm : Ma femme a disparu.

Samedi 12 mars

TF 1

13.45 Le Une est à vous. Les téléspectateurs choisissent un téléfilm à la carte. 13.50 Série : Matt Houston. 15.45 Témoin à l'acte. 16.00 La Une est à vous (suite). 18.05 Trente millions d'auds. Emission de Jean-Pierre Hottin, Madeleine, l'agneau et les deux ours : Stéphanie au secours de Léon. Gros plan : le bulletin. 18.35 Série : Maman. 19.25 Série : Marc et Sophie. 20.00 Journal et météo. 20.35 Tapie vert et tirage du Loto. 20.45 Variétés : Sébastien, c'est toi. Spécialité présidentielle. Emission présentée par Patrick Sébastien. Avec le Splendid, Mireille Mathieu, Maudie Le Forestier, Adamo, Douchka, Pierre Pêcheur, Jean-Pierre Foucault, Jean Lefebvre, Paul Préboist. 22.15 TéliFilm : Mais qui est qui ? Pique de Jean Barbier, mise en scène de Michel Roux. Avec Jean Lefebvre. 0.00 Boxe. Championnat du monde des poids légers. 0.45 Journal. 0.55 Série : Les incorruptibles.

A 2

13.15 Magazine : L'actualité anglaise. De Bernard Rapp. 14.00 Série : Les mystères de l'Ouest. La nuit des bagarres. 15.00 Samedi-passions. Rugby : Basket : championnat de France. Jeu : TéliBalle. Cyclisme : Paris-Nice. Tennis. 17.55 Abi. Quelle famille! Maman est vedette. 18.25 Magazine : Entre chien et loup. D'Alain Bougrat-Dubourg. Animal star : SOS tortues. Sur le terrain : bébé

TF 1

13.45 Le Une est à vous. Les téléspectateurs choisissent un téléfilm à la carte. 13.50 Série : Matt Houston. 15.45 Témoin à l'acte. 16.00 La Une est à vous (suite). 18.05 Trente millions d'auds. Emission de Jean-Pierre Hottin, Madeleine, l'agneau et les deux ours : Stéphanie au secours de Léon. Gros plan : le bulletin. 18.35 Série : Maman. 19.25 Série : Marc et Sophie. 20.00 Journal et météo. 20.35 Tapie vert et tirage du Loto. 20.45 Variétés : Sébastien, c'est toi. Spécialité présidentielle. Emission présentée par Patrick Sébastien. Avec le Splendid, Mireille Mathieu, Maudie Le Forestier, Adamo, Douchka, Pierre Pêcheur, Jean-Pierre Foucault, Jean Lefebvre, Paul Préboist. 22.15 TéliFilm : Mais qui est qui ? Pique de Jean Barbier, mise en scène de Michel Roux. Avec Jean Lefebvre. 0.00 Boxe. Championnat du monde des poids légers. 0.45 Journal. 0.55 Série : Les incorruptibles.

FR 3

14.00 Espace 3 : Des cadres et des entreprises. 14.15 Espace 3 : Portraits

LAURENT BROOMHEAD

"Avec Téletel, réussir en affaires, c'est l'affaire d'un 1/4 d'heure."

R.V. sur FR3
le 23 à 10h

de la réussite. 14.30 Espace 3 : Performances. 15.00 Espace 3 : Entreprises. 15.30 Espace 3 : Espace parents. 15.45 Espace 3 : Kléber industries. 16.00 Connexions (ONISEP). 16.15 Espace 3 : Entreprises. 16.45 Espace 3 : Top moteurs.

TF 1

17.00 Flash d'informations. 17.03 Disque. Champs. 17.05 Documentaire : Destinée. 17.10 Flash d'informations. 17.15 INC. 19.10 Actualités régionales. 19.35 Jeu : Bêtes à malice. Présenté par Fabrice. 20.00 Journal. 20.30 Météo. 20.35 La nuit des stars. Emission de Georges Cravenne, présentée par Michel Drucker, en direct du Palais des congrès. Au total plus de vingt récompenses remises au monde du cinéma. 21.00 Météo. 21.10 Série : Deux filles à Miami. Le grand McCarty. 0.00 Journal. 0.15 La sooper des stars.

CANAL PLUS

14.00 Magazine : Le monde du sport. 14.55 Série : Filles à tout faire. 15.20 Série : Thro. 15.40 Série : Slog. 16.10 Documentaire : Rambo. 16.35 Cabou cadu. Rambo. 16.50 SOS fantômes. 17.00 Rambo. 17.10 Flash d'informations. 17.15 Top 50. 17.30 Flash d'informations. 19.35 Météo Zénith à moi. Présenté par Michel Denisot. Invité : Claude Nougaro. 20.30 Série : L'ultime voyage. De Peter Markle, avec John Savage, Meg Foster. Curieuse mission

pour Noah Sullivan, qui déteste la violence. 21.40 Sport : Les Masters de la perche. En direct de Grenoble. 22.25 Flash d'informations. 22.27 Boxe. En direct de L'Esplanade. 22.30 Magazine : Le monde des poids légers. Ramirez (Mex.). Whittaker (E.U.). 0.30 Cinéma : Réves sanglants ■ (Transmission de cauchemar) Film anglais de Roger Christian (1982). Avec Kathryn Harrold, Sello Ivacko, Shirley Knight. Une psychiatre est sujette à des hallucinations, transmises par un de ses patients, amnésique, qui souffre d'un traumatisme causé par sa mère, déséquilibrée. La psychanalyse au service d'un cauchemar fantastique. Curieux. 1.55 TéliFilm : Les derniers jours de Frank et Jesse James. 3.35 Spectacle : La Cielolissima. Avec la Cielolissima. 4.45 Cinéma : T'es pas 100 balles ? ■ Film de montage anglais de Philippe Mora (1974). Avec Ronan O'Connell, Ginger Rogers, Al Johnson (v.o.). 6.30 Série : Mr. Gaa.

LA 5

13.30 Série : Supernovés. 14.25 Série : 13.35 Variétés. 14.50 Variétés. 16.55 Dessin animé : Vanessa. 17.20 Dessin animé : Flo et les Robinson. 17.45 Dessin animé : Le tour du monde de Lydia. 18.10 Dessin

animé : Jeanne et Serge. 18.30 Série : Happy Days. 18.55 Journal images. 19.02 Jeu : La porte magique. 19.30 Boulevard Bourse spécial. Les meilleurs moments de la semaine. 20.00 Journal. 20.30 Feuilleton. Dallas. 21.35 Série : L'inspecteur Derrick. 22.35 Magazine : Télé-matches. Présenté par Pierre Cangioni. Résultats sportifs de la soirée; reportages d'actualité; rétrospective de la semaine; le journal du tennis; diffusion d'un événement sportif; rediffusion du magazine Circuit. 23.25 Série : Les Grands. 13.25 Série : Les Grands. 14.45 Série : Le Saint (rediff.). 15.35 Série : L'homme invisible (rediff.). 16.25 Magazine : Damsama. Invité : Marc Lavocat. 17.10 Feuilleton : Le club de la Forêt-Noire. L'aveu (rediff.). 18.00 Journal. 18.10 Météo. 18.15 Série : La petite maison dans la prairie. 19.00 Série : L'île fantastique. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Le frêle vert. La mante religieuse. 20.30 TéliFilm : Divorcés. 23.05 TéliFilm : Divorcés. Avec Ama-

M 6

13.15 Magazine : C'est 6 première (rediff.). 13.45 Hifi. 14.15 Série : Le Saint (rediff.). 15.35 Série : L'homme invisible (rediff.). 16.25 Magazine : Damsama. Invité : Marc Lavocat. 17.10 Feuilleton : Le club de la Forêt-Noire. L'aveu (rediff.). 18.00 Journal. 18.10 Météo. 18.15 Série : La petite maison dans la prairie. 19.00 Série : L'île fantastique. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Le frêle vert. La mante religieuse. 20.30 TéliFilm : Divorcés. 23.05 TéliFilm : Divorcés. Avec Ama-

rande, Jacques Ardonin. 22.10 Série : Clair de lune. L'ex de David. 22.55 Magazine : Chances. Sommaire : Au-delà du charme, bordel! Film de Patrick Schulmann. Les comtes érotiques du chemin de fer : Les petits métiers; Essays; Petit déjeuner; Voir off; Sexy 8. 23.20 Six minutes d'informations. 23.30 Série : Devlin connection (rediff.). 1.10 Musique : Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Photo-portrait. Jacques Monory, peintre. 20.45 Une nuit pour la création au Jardin d'hiver (1^{re} partie). 22.35 Musique : Opus. Hommage à Vladimir Jankélévitch. Œuvres de Dupont, Fauré, Roger-Ducasse, Ravel, Albéniz. 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Opéra (donné le 27 février au Théâtre musical du Châtelet) : Océan de Weber, par le Nouvel Orchestre philharmonique et le Chœur de Radio-France, dir. John Nelson, chef de chœur : Michel Tranchant, chef de chœur : Monique Paulsen, le violon : Roland Daugreuil, sol. : Françoise Pollet, Hanna Schaefer, Claudine Hovasse. 23.05 Transcriptions et paraphrases. 0.00 Musique de chambre.

Dimanche 13 mars

TF 1

7.00 Bonjour la France, bonjour l'Europe. Journal présenté par Jean Orléans. 7.45 Témoin à l'acte. 8.00 Journal. 8.02 Journal. 8.05 Journal. 8.08 Journal. 8.11 Journal. 8.14 Journal. 8.17 Journal. 8.20 Journal. 8.23 Journal. 8.26 Journal. 8.29 Journal. 8.32 Journal. 8.35 Journal. 8.38 Journal. 8.41 Journal. 8.44 Journal. 8.47 Journal. 8.50 Journal. 8.53 Journal. 8.56 Journal. 8.59 Journal. 9.02 Journal. 9.05 Journal. 9.08 Journal. 9.11 Journal. 9.14 Journal. 9.17 Journal. 9.20 Journal. 9.23 Journal. 9.26 Journal. 9.29 Journal. 9.32 Journal. 9.35 Journal. 9.38 Journal. 9.41 Journal. 9.44 Journal. 9.47 Journal. 9.50 Journal. 9.53 Journal. 9.56 Journal. 9.59 Journal. 10.02 Journal. 10.05 Journal. 10.08 Journal. 10.11 Journal. 10.14 Journal. 10.17 Journal. 10.20 Journal. 10.23 Journal. 10.26 Journal. 10.29 Journal. 10.32 Journal. 10.35 Journal. 10.38 Journal. 10.41 Journal. 10.44 Journal. 10.47 Journal. 10.50 Journal. 10.53 Journal. 10.56 Journal. 10.59 Journal. 11.02 Journal. 11.05 Journal. 11.08 Journal. 11.11 Journal. 11.14 Journal. 11.17 Journal. 11.20 Journal. 11.23 Journal. 11.26 Journal. 11.29 Journal. 11.32 Journal. 11.35 Journal. 11.38 Journal. 11.41 Journal. 11.44 Journal. 11.47 Journal. 11.50 Journal. 11.53 Journal. 11.56 Journal. 11.59 Journal. 12.02 Journal. 12.05 Journal. 12.08 Journal. 12.11 Journal. 12.14 Journal. 12.17 Journal. 12.20 Journal. 12.23 Journal. 12.26 Journal. 12.29 Journal. 12.32 Journal. 12.35 Journal. 12.38 Journal. 12.41 Journal. 12.44 Journal. 12.47 Journal. 12.50 Journal. 12.53 Journal. 12.56 Journal. 12.59 Journal. 13.02 Journal. 13.05 Journal. 13.08 Journal. 13.11 Journal. 13.14 Journal. 13.17 Journal. 13.20 Journal. 13.23 Journal. 13.26 Journal. 13.29 Journal. 13.32 Journal. 13.35 Journal. 13.38 Journal. 13.41 Journal. 13.44 Journal. 13.47 Journal. 13.50 Journal. 13.53 Journal. 13.56 Journal. 13.59 Journal. 14.02 Journal. 14.05 Journal. 14.08 Journal. 14.11 Journal. 14.14 Journal. 14.17 Journal. 14.20 Journal. 14.23 Journal. 14.26 Journal. 14.29 Journal. 14.32 Journal. 14.35 Journal. 14.38 Journal. 14.41 Journal. 14.44 Journal. 14.47 Journal. 14.50 Journal. 14.53 Journal. 14.56 Journal. 14.59 Journal. 15.02 Journal. 15.05 Journal. 15.08 Journal. 15.11 Journal. 15.14 Journal. 15.17 Journal. 15.20 Journal. 15.23 Journal. 15.26 Journal. 15.29 Journal. 15.32 Journal. 15.35 Journal. 15.38 Journal. 15.41 Journal. 15.44 Journal. 15.47 Journal. 15.50 Journal. 15.53 Journal. 15.56 Journal. 15.59 Journal. 16.02 Journal. 16.05 Journal. 16.08 Journal. 16.11 Journal. 16.14 Journal. 16.17 Journal. 16.20 Journal. 16.23 Journal. 16.26 Journal. 16.29 Journal. 16.32 Journal. 16.35 Journal. 16.38 Journal. 16.41 Journal. 16.44 Journal. 16.47 Journal. 16.50 Journal. 16.53 Journal. 16.56 Journal. 16.59 Journal. 17.02 Journal. 17.05 Journal. 17.08 Journal. 17.11 Journal. 17.14 Journal. 17.17 Journal. 17.20 Journal. 17.23 Journal. 17.26 Journal. 17.29 Journal. 17.32 Journal. 17.35 Journal. 17.38 Journal. 17.41 Journal. 17.44 Journal. 17.47 Journal. 17.50 Journal. 17.53 Journal. 17.56 Journal. 17.59 Journal. 18.02 Journal. 18.05 Journal. 18.08 Journal. 18.11 Journal. 18.14 Journal. 18.17 Journal. 18.20 Journal. 18.23 Journal. 18.26 Journal. 18.29 Journal. 18.32 Journal. 18.35 Journal. 18.38 Journal. 18.41 Journal. 18.44 Journal. 18.47 Journal. 18.50 Journal. 18.53 Journal. 18.56 Journal. 18.59 Journal. 19.02 Journal. 19.05 Journal. 19.08 Journal. 19.11 Journal. 19.14 Journal. 19.17 Journal. 19.20 Journal. 19.23 Journal. 19.26 Journal. 19.29 Journal. 19.32 Journal. 19.35 Journal. 19.38 Journal. 19.41 Journal. 19.44 Journal. 19.47 Journal. 19.50 Journal. 19.53 Journal. 19.56 Journal. 19.59 Journal. 20.02 Journal. 20.05 Journal. 20.08 Journal. 20.11 Journal. 20.14 Journal. 20.17 Journal. 20.20 Journal. 20.23 Journal. 20.26 Journal. 20.29 Journal. 20.32 Journal. 20.35 Journal. 20.38 Journal. 20.41 Journal. 20.44 Journal. 20.47 Journal. 20.50 Journal. 20.53 Journal. 20.56 Journal. 20.59 Journal. 21.02 Journal. 21.05 Journal. 21.08 Journal. 21.11 Journal. 21.14 Journal. 21.17 Journal. 21.20 Journal. 21.23 Journal. 21.26 Journal. 21.29 Journal. 21.32 Journal. 21.35 Journal. 21.38 Journal. 21.41 Journal. 21.44 Journal. 21.47 Journal. 21.50 Journal. 21.53 Journal. 21.56 Journal. 21.59 Journal. 22.02 Journal. 22.05 Journal. 22.08 Journal. 22.11 Journal. 22.14 Journal. 22.17 Journal. 22.20 Journal. 22.23 Journal. 22.26 Journal. 22.29 Journal. 22.32 Journal. 22.35 Journal. 22.38 Journal. 22.41 Journal. 22.44 Journal. 22.47 Journal. 22.50 Journal. 22.53 Journal. 22.56 Journal. 22.59 Journal. 23.02 Journal. 23.05 Journal. 23.08 Journal. 23.11 Journal. 23.14 Journal. 23.17 Journal. 23.20 Journal. 23.23 Journal. 23.26 Journal. 23.29 Journal. 23.32 Journal. 23.35 Journal. 23.38 Journal. 23.41 Journal. 23.44 Journal. 23.47 Journal. 23.50 Journal. 23.53 Journal. 23.56 Journal. 23.59 Journal. 24.02 Journal. 24.05 Journal. 24.08 Journal. 24.11 Journal. 24.14 Journal. 24.17 Journal. 24.20 Journal. 24.23 Journal. 24.26 Journal. 24.29 Journal. 24.32 Journal. 24.35 Journal. 24.38 Journal. 24.41 Journal. 24.44 Journal. 24.47 Journal. 24.50 Journal. 24.53 Journal. 24.56 Journal. 24.59 Journal. 25.02 Journal. 25.05 Journal. 25.08 Journal. 25.11 Journal. 25.14 Journal. 25.17 Journal. 25.20 Journal. 25.23 Journal. 25.26 Journal. 25.29 Journal. 25.32 Journal. 25.35 Journal. 25.38 Journal. 25.41 Journal. 25.44 Journal. 25.47 Journal. 25.50 Journal. 25.53 Journal. 25.56 Journal. 25.59 Journal. 26.02 Journal. 26.05 Journal. 26.08 Journal. 26.11 Journal. 26.14 Journal. 26.17 Journal. 26.20 Journal. 26.23 Journal. 26.26 Journal. 26.29 Journal. 26.32 Journal. 26.35 Journal. 26.38 Journal. 26.41 Journal. 26.44 Journal. 26.47 Journal. 26.50 Journal. 26.53 Journal. 26.56 Journal. 26.59 Journal. 27.02 Journal. 27.05 Journal. 27.08 Journal. 27.11 Journal. 27.14 Journal. 27.17 Journal. 27.20 Journal. 27.23 Journal. 27.26 Journal. 27.29 Journal. 27.32 Journal. 27.35 Journal. 27.38 Journal. 27.41 Journal. 27.44 Journal. 27.47 Journal. 27.50 Journal. 27.53 Journal. 27.56 Journal. 27.59 Journal. 28.02 Journal. 28.05 Journal. 28.08 Journal. 28.11 Journal. 28.14 Journal. 28.17 Journal. 28.20 Journal. 28.23 Journal. 28.26 Journal. 28.29 Journal. 28.32 Journal. 28.35 Journal. 28.38 Journal. 28.41 Journal. 28.44 Journal. 28.47 Journal. 28.50 Journal. 28.53 Journal. 28.56 Journal. 28.59 Journal. 29.02 Journal. 29.05 Journal. 29.08 Journal. 29.11 Journal. 29.14 Journal. 29.17 Journal. 29.20 Journal. 29.23 Journal. 29.26 Journal. 29.29 Journal. 29.32 Journal. 29.35 Journal. 29.38 Journal. 29.41 Journal. 29.44 Journal. 29.47 Journal. 29.50 Journal. 29.53 Journal. 29.56 Journal. 29.59 Journal. 30.02 Journal. 30.05 Journal. 30.08 Journal. 30.11 Journal. 30.14 Journal. 30.17 Journal. 30.20 Journal. 30.23 Journal. 30.26 Journal. 30.29 Journal. 30.32 Journal. 30.35 Journal. 30.38 Journal. 30.41 Journal. 30.44 Journal. 30.47 Journal. 30.50 Journal. 30.53 Journal. 30.56 Journal. 30.59 Journal. 31.02 Journal. 31.05 Journal. 31.08 Journal. 31.11 Journal. 31.14 Journal. 31.17 Journal. 31.20 Journal. 31.23 Journal. 31.26 Journal. 31.29 Journal. 31.32 Journal. 31.35 Journal. 31.38 Journal. 31.41 Journal. 31.44 Journal. 31.47 Journal. 31.50 Journal. 31.53 Journal. 31.56 Journal. 31.59 Journal. 32.02 Journal. 32.05 Journal. 32.08 Journal. 32.11 Journal. 32.14 Journal. 32.17 Journal. 32.20 Journal. 32.23 Journal. 32.26 Journal. 32.29 Journal. 32.32 Journal. 32.35 Journal. 32.38 Journal. 32.41 Journal. 32.44 Journal. 32.47 Journal. 32.50 Journal. 32.53 Journal. 32.56 Journal. 32.59 Journal. 33.02 Journal. 33.05 Journal. 33.08 Journal. 33.11 Journal. 33.14 Journal. 33.17 Journal. 33.20 Journal. 33.23 Journal. 33.26 Journal. 33.29 Journal. 33.32 Journal. 33.35 Journal. 33.38 Journal. 33.41 Journal. 33.44 Journal. 33.47 Journal. 33.50 Journal. 33.53 Journal. 33.56 Journal. 33.59 Journal. 34.02 Journal. 34.05 Journal. 34.08 Journal. 34.11 Journal. 34.14 Journal. 34.17 Journal. 34.20 Journal. 34.23 Journal. 34.26 Journal. 34.29 Journal. 34.32 Journal. 34.35 Journal. 34.38 Journal. 34.41 Journal. 34.44 Journal. 34.47 Journal. 34.50 Journal. 34.53 Journal. 34.56 Journal. 34.59 Journal. 35.02 Journal. 35.05 Journal. 35.08 Journal. 35.11 Journal. 35.14 Journal. 35.17 Journal. 35.20 Journal. 35.23 Journal. 35.26 Journal. 35.29 Journal. 35.32 Journal. 35.35 Journal. 35.38 Journal. 35.41 Journal. 35.44 Journal. 35.47 Journal. 35.50 Journal. 35.53 Journal. 35.56 Journal. 35.59 Journal. 36.02 Journal. 36.05 Journal. 36.08 Journal. 36.11 Journal. 36.14 Journal. 36.17 Journal. 36.20 Journal. 36.23 Journal. 36.26 Journal. 36.29 Journal. 36.32 Journal. 36.35 Journal. 36.38 Journal. 36.41 Journal. 36.44 Journal. 36.47 Journal. 36.50 Journal. 36.53 Journal. 36.56 Journal. 36.59 Journal. 37.02 Journal. 37.05 Journal. 37.08 Journal. 37.11 Journal. 37.14 Journal. 37.17 Journal. 37.20 Journal. 37.23 Journal. 37.26 Journal. 37.29 Journal. 37.32 Journal. 37.35 Journal. 37.38 Journal. 37.41 Journal. 37.44 Journal. 37.47 Journal. 37.50 Journal. 37.53 Journal. 37.56 Journal. 37.59 Journal. 38.02 Journal. 38.05 Journal. 38.08 Journal. 38.11 Journal. 38.14 Journal. 38.17 Journal. 38.20 Journal. 38.23 Journal. 38.26 Journal. 38.29 Journal. 38.32 Journal. 38.35 Journal. 38.38 Journal. 38.41 Journal. 38.44 Journal. 38.47 Journal. 38.50 Journal. 38.53 Journal. 38.56 Journal. 38.59 Journal. 39.02 Journal. 39.05 Journal. 39.08 Journal. 39.11 Journal. 39.14 Journal. 39.17 Journal. 39.20 Journal. 39.23 Journal. 39.26 Journal. 39.29 Journal. 39.32 Journal. 39.35 Journal. 39.38 Journal. 39.41 Journal. 39.44 Journal. 39.47 Journal. 39.50 Journal. 39.53 Journal. 39.56 Journal. 39.59 Journal. 40.02 Journal. 40.05 Journal. 40.08 Journal. 40.11 Journal. 40.14 Journal. 40.17 Journal. 40.20 Journal. 40.23 Journal. 40.26 Journal. 40.29 Journal. 40.32 Journal. 40.35 Journal. 40.38 Journal. 40.41 Journal. 40.44 Journal. 40.47 Journal. 40.50 Journal. 40.53 Journal. 40.56 Journal. 40.59 Journal. 41.02 Journal. 41.05 Journal. 41.08 Journal. 41.11 Journal. 41.14 Journal. 41.17 Journal. 41.20 Journal. 41.23 Journal. 41.26 Journal. 41.29 Journal. 41.32 Journal. 41.35 Journal. 41.38 Journal. 41.41 Journal. 41.44 Journal. 41.47 Journal. 41.50 Journal. 41.53 Journal. 41.56 Journal. 41.59 Journal. 42.02 Journal. 42.05 Journal. 42.08 Journal. 42.11 Journal. 42.14 Journal. 42.17 Journal. 42.20 Journal. 42.23 Journal. 42.26 Journal. 42.29 Journal. 42.32 Journal. 42.35 Journal. 42.38 Journal. 42.41 Journal. 42.44 Journal. 42.47 Journal. 42.50 Journal. 42.53 Journal. 42.56 Journal. 42.59 Journal. 43.02 Journal. 43.05 Journal. 43.08 Journal. 43.11 Journal. 43.14 Journal. 43.17 Journal. 43.20 Journal. 43.23 Journal. 43.26 Journal. 43.29 Journal. 43.32 Journal. 43.35 Journal. 43.38 Journal. 43.41 Journal. 43.44 Journal. 43.47 Journal. 43.50 Journal. 43.53 Journal. 43.56 Journal. 43.59 Journal. 44.02 Journal. 44.05 Journal. 44.08 Journal. 44.11 Journal. 44.14 Journal. 44.17 Journal. 44.20 Journal. 44.23 Journal. 44.26 Journal. 44.29 Journal. 44.32 Journal. 44.35 Journal. 44.38 Journal. 44.41 Journal. 44.44 Journal. 44.47 Journal. 44.50 Journal. 44.53 Journal. 44.56 Journal. 44.59 Journal. 45.02 Journal. 45.05 Journal. 45.08 Journal. 45.11 Journal. 45.14 Journal. 45.17 Journal. 45.20 Journal. 45.23 Journal. 45.26 Journal. 45.29 Journal. 45.32 Journal. 45.35 Journal. 45.38 Journal. 45.41 Journal. 45.44 Journal. 45.47 Journal. 45.50 Journal. 45.53 Journal. 45.56 Journal. 45.59 Journal. 46.02 Journal. 46.05 Journal. 46.08 Journal. 46.11 Journal. 46.14 Journal. 46.17 Journal. 46.20 Journal. 46.23 Journal. 46.26 Journal. 46.29 Journal. 46.32 Journal. 46.35 Journal. 46.38 Journal. 46.41 Journal. 46.44 Journal. 46.47 Journal. 46.50 Journal. 46.53 Journal. 46.56 Journal. 46.59 Journal. 47.02 Journal. 47.05 Journal. 47.08 Journal. 47.11 Journal. 47.14 Journal. 47.17 Journal. 47.20 Journal. 47.23 Journal. 47.26 Journal. 47.29 Journal. 47.32 Journal. 47.35 Journal. 47.38 Journal. 47.41 Journal. 47.44 Journal. 47.47 Journal. 47.50 Journal. 47.53 Journal. 47.56 Journal. 47.59 Journal. 48.02 Journal. 48.05 Journal. 48.08 Journal. 48.11 Journal. 48.14 Journal. 48.17 Journal. 48.20 Journal. 48.23 Journal. 48.26 Journal. 48.29 Journal. 48.32 Journal. 48.35 Journal. 48.38 Journal. 48.41 Journal. 48.44 Journal. 48.47 Journal. 48.50 Journal. 48.53 Journal. 48.56 Journal. 48.59 Journal. 49.02 Journal. 49.05 Journal. 49.08 Journal. 49.11 Journal. 49.14 Journal. 49.17 Journal. 49.20 Journal. 49.23 Journal. 49.26 Journal. 49.29 Journal. 49.32 Journal. 49.35 Journal. 49.38 Journal. 49.41 Journal. 49.44 Journal. 49.47 Journal. 49.50 Journal. 49.53 Journal. 49.56 Journal. 49.59 Journal. 50.02 Journal. 50.05 Journal. 50.08 Journal. 50.11 Journal. 50.14 Journal. 50.17 Journal. 50.20 Journal. 50.23 Journal. 50.26 Journal. 50.29 Journal. 50.32 Journal. 50.35 Journal. 50.38 Journal. 50.41 Journal. 50.44 Journal. 50.47 Journal. 50.50 Journal. 50.53 Journal. 50.56 Journal. 50.59 Journal. 51.02 Journal. 51.05 Journal. 51.08 Journal. 51.11 Journal. 51.14 Journal. 51.17 Journal. 51.20 Journal. 51.23 Journal. 51.26 Journal. 51.29 Journal. 51.32 Journal.

London

Economie

Le Monde • Samedi 12 mars 1988 • 27

SOMMAIRE

■ Prélude à la campagne électorale, le franc a eu, le jeudi 10 mars, un accès de faiblesse face au deutschemark (lire ci-dessous).
■ Le taux d'expansion moyen des pays membres de l'OCDE pourrait atteindre 2,5 % en 1988. Une perspective optimiste qui ne cache pas une certaine inquié-

tude devant la situation monétaire (lire ci-dessous).
■ Après les salariés de Télé-mécanique face au groupe Schneider, ceux de Rhin-Rhône se sentent menacés par l'OPA de Bofforé et veulent se faire entendre (lire page 28).
■ Air Europe, qui offre le vol Paris-Londres à 490 F, est à

l'avant-garde des jeunes compagnies britanniques qui effraient les transporteurs aériens continentaux (lire ci-dessus).
■ Les ouvriers de Chausson entament leur cinquième semaine de grève pour faire aboutir leurs revendications salariales (lire page 29).

Devant l'instabilité de la situation monétaire

L'optimisme de façade des pays industriels commence à être mis à mal

Il ne s'agit, pour le moment, que de soubresauts. L'accès de fièvre de la livre et ses contre-coups sur le franc français ou la lire italienne constituent malgré tout une illustration de la vulnérabilité de la situation internationale et une mise en garde pour les dirigeants des principaux pays industriels. Réunis en « groupe de travail numéro trois » (1) à l'OCDE, leurs représentants ont eu tout loisir d'en discuter les 9 et 10 mars, à Paris.

Jusqu'à présent c'est une défense pragmatique de la stabilité des monnaies qui l'a emporté. Les gouvernements avaient, dans une déclaration de Sept, en décembre dernier, ramené la flamme des accords du Louvre visant à une accalmie sur le dollar. Pour montrer leur détermination, ils s'étaient engagés, début janvier, dans une opération de matraquage des spéculateurs en intervenant massivement pour soutenir le billet vert. Depuis lors, les marchés et l'opinion publique avaient pu avoir le sentiment que tout allait pour le mieux dans le moins mauvais des mondes industriels. Une douce illusion entretenue par un assaut de bonnes manières.

La secrétaire américaine au Trésor, M. James Baker, ne voit plus rien à redire à la gestion économique de la RFA. Bon, se félicite d'être parvenu à une croissance de 1,7 % en 1987, alors que les mauvaises langues lui prédisaient 1,5 %. La France ne tarit pas d'éloges sur sa propre situation. Et tout un chacun a enregistré avec satisfaction la révision en hausse des perspectives des experts de l'OCDE pour 1988. La plus marquante touche le Japon, dont l'expansion est estimée à 4 % cette année et non plus 3,5 %. L'amélioration est marginale pour la RFA, qui passe de 1,5 % à 1,7 %. Au total, la moyenne des pays de la zone pourrait se hisser à 2,5 % et non 2,25 %.

Cette progression, rendue possible par le dynamisme économique du second semestre 1987, paraît dérisoire à ceux que la persistance d'un chômage très élevé en Europe inquiète. Sa célébration recouvre un réel soulagement des pays industriels qui ont traversé sans

mal apparent la tourmente boursière d'octobre. Elle tient surtout à des impératifs politiques convergents.

L'arme des taux directeurs

En période électorale, les Américains ne peuvent affronter le risque de fortes turbulences monétaires. Pour le moment, les Français partagent ce point de vue intérieur. La situation fondamentale de l'économie mondiale, peu sensible à de tels soubresauts, ne présente pourtant que des signes encore légers d'amoindrissement et les déséquilibres, qui ont provoqué défiance, craquement boursiers et monétaires à la fin de 1987, persistent.

Conscients de ce danger, les principaux pays industriels envisagent dès aujourd'hui les moyens de calmer le jeu au cas où leur superbe consensus ne suffirait pas

à éviter une nouvelle crise. Les évaluations de l'OCDE confirment ainsi que les Allemands disposent encore d'une marge de manœuvre de 0,5 % à 0,75 % de baisse de leurs taux directeurs. En termes économiques, les États-Unis pourraient, en théorie, augmenter sans danger les leurs de près d'un point. Mais ces munitions sont devenues si rares qu'elles ne seront utilisées qu'en cas d'extrême besoin. L'arme psychologique sera utilisée aussi longtemps que les indices ne contrediront pas le prudent optimisme des dirigeants des principaux pays industriels.

Encore faudra-t-il tenir jusqu'à l'arrivée d'un nouveau président à la Maison Blanche, le 1^{er} janvier 1989. Un délai bien long compte tenu des incertitudes qui pèsent toujours sur la conjoncture internationale. L'accroc britannique vient de le rappeler. En écartant l'idée de fortes interventions pour empêcher la livre de s'apprécier, au nom

des principes de la lutte contre l'inflation, le premier ministre, Mme Thatcher, a peut-être déçu, comme certains le murmurent, son chancelier de l'Échiquier. Ce dernier a prouvé son attachement à une discipline monétaire proche de celle du système monétaire européen en instaurant un solide parallélisme sterling-mark. La prise de position du premier ministre britannique a surtout remis en question la crédibilité des interventions des banques centrales que la Grande-Bretagne avait pourtant contribué à renforcer tout au long de 1987.

FRANÇOISE GROUINEAU.

(1) Ce groupe de travail réunit les hauts fonctionnaires de dix pays (États-Unis, République fédérale d'Allemagne, Japon, Grande-Bretagne, France, Italie, Canada, Suède, Pays-Bas, Suisse) sur les problèmes de balance des paiements et de monnaie.

Le franc subit le contre-coup de la hausse de la livre

(Suite de la première page.)

Mais la campagne est déjà ouverte, et l'événement serait plutôt la non-candidature du président en exercice.

Plus strictement, la faiblesse du franc est la conséquence de la hausse continue de la livre britannique, qui, le vendredi 11, se maintient au alentours de 10,44 F : des achats de livres ont été effectués contre des francs, ce qui a déséquilibré notre monnaie, la rendant un peu vulnérable.

A Paris, en haut lieu, on veut minimiser la dimension de l'incident. Jeudi après-midi et vendredi matin, la Banque de France n'a pas voulu intervenir pour empêcher le cours du mark de monter, estimant qu'à l'approche des élections il était préférable que des mouvements « à court terme » se produisent.

À la ministre de l'économie et des finances, on déclarait qu'il n'y avait « pas de brusque décrochage du franc mais seulement de légères fluctuations » à l'intérieur du SME. « Les parités du franc sont bonnes, et le marché est équilibré », assurait-on rue de Rivoli, où l'on mettait au point une amélioration de la situation de la France en ce début d'année. L'écart d'inflation avec l'Allemagne est revenu à 1,7 point en janvier 1988, au plus bas depuis

1973, et va probablement baisser encore, tandis que dans beaucoup de secteurs industriels les coûts de production sont, maintenant, plus bas qu'en 1987. Un bon résultat de l'augmentation de la productivité et de l'augmentation moins rapide des rémunérations.

Mais, feront remarquer les observateurs avisés, si effectivement l'industrie française a ramené à zéro l'écart de ses coûts de production avec les grands pays industrialisés, son offre reste très insuffisante dans beaucoup de secteurs, insuffisance structurelle qui conduit à des déséquilibres commerciaux peu susceptibles de disparaître avant plusieurs années. C'est cette constatation qui pèse-toutjours sur la tenue du franc vis-à-vis du mark, les milieux financiers internationaux ne cessant d'opérer des comparaisons entre l'énorme excédent commercial allemand et le déficit français.

L'annuel est qu'une nouvelle dévaluation du franc au sein du SME ne servirait à rien. Elle ne pourrait faire progresser sensiblement nos exportations, mais augmenterait les importations et le coût de nos importations, ce qui serait un résultat exécrable.

C'est cette dernière conviction qui explique la volonté du gouvernement de maintenir les parités du franc au sein du SME, comme il

l'avait fait au début de novembre dernier. A cette époque, toutefois, un tel maintien avait coûté à la Banque de France une quarantaine de milliards de francs en sortie de devises et l'avait contraint à relever de trois quarts de point son taux d'intervention sur le marché interbancaire.

Certes, l'institut d'émission a pu récupérer la plus grosse partie des devises perdues et ramener son taux d'intervention à son niveau initial, et même au-dessous. Mais les autorités monétaires n'ont pas envie de recommencer à intervenir — y compris sur les taux — jugeant, cette fois-ci, que ce n'est pas justifié, comme cela l'était en novembre en raison de la chute du dollar au profit du mark. Sur le marché, toutefois, les opérateurs estiment que la Banque de France interviendrait aux alentours de 3,42 F. Vendredi, en début d'après-midi, la politique de la Banque centrale semblait payante puisque le cours du mark commençait à refluer doucement. Sur le même marché, un observateur avisé notait : « Ce que personne ne veut admettre, c'est que tout est venu de la hausse de la livre sterling et des propos brutaux de M^{me} Thatcher donnant la priorité à la lutte contre l'inflation ».

FRANÇOIS RENARD.

Air Europe « casse les prix » entre Paris et Londres

Les nouvelles compagnies aériennes britanniques font peur aux transporteurs français

490 F pour effectuer un aller-retour en Boeing-737 entre Paris et Londres. Qui dit mieux, au moment où les tarifs officiels de British Airways et d'Air France dépassent 1800 F ? Une seule condition pour accéder à ce « billet cassé », vendu par l'agence Nouvelles Frontières : séjourner plus de deux jours et moins de trente à Londres. Ce billet permet en outre de choisir entre deux vols quotidiens, sauf le week-end, et de bénéficier d'un petit déjeuner chaud à bord. Le secret de ce rapport qualité-prix exceptionnel s'appelle Air Europe, qui, depuis le 1^{er} février, a pris place entre Paris-Charles-de-Gaulle et Londres-Gatwick et dont le président, M. Harry Goodman, déclare à qui veut l'entendre que « les tarifs aériens sont scandaleusement élevés en Europe ».

Air Europe est née, en Grande-Bretagne, en 1979, par la volonté d'International Leisure Group, quatrième organisateur européen de voyages, qui voulait contrôler une compagnie de charters de qualité pour emmener les touristes britanniques sur les rives de la Méditerranée. Sa flotte se compose aujourd'hui de six Boeing-737 et de trois Boeing-757.

Elle a transporté, en 1987, deux millions de passagers en offrant à sa maison mère et aux autres organisateurs de voyages des tarifs de groupe inférieurs de 30 % à 35 % à ceux pratiqués par les compagnies continentales. Elle a réalisé un bénéfice avant impôts de 7,3 millions de livres (73 millions de francs).

Comment s'expliquent ces performances ? Les raisons en sont nombreuses, répond M. Charles Powell, directeur des services réguliers d'Air Europe. Nous mettons en ligne des avions neufs et des derniers modèles, ce qui nous assure une bonne régularité et réduit les coûts de maintenance. Nous les faisons voler nuit et jour, de telle sorte qu'un Boeing-737 réalise environ quatre mille huit cents heures de vol par an. Ensuite, nous détruisons que notre compagnie reste de taille moyenne, et nous nous traitons systématiquement la préparation des repas ou la manutention des bagages, de façon à pouvoir faire jouer la concurrence. Nous ne signons pas de contrat à long terme.

La provocation de M. Goodman

Depuis deux ans, Air Europe cherchait à compléter son activité charter par des vols réguliers. Elle a créé, à la fin de l'année dernière, une liaison Londres-Munich et vient de lancer un Londres-Paris. Pour obtenir les autorisations nécessaires, Air Europe a pratiqué au départ les tarifs en vigueur chez les grands transporteurs en place. Puis, elle a essayé de profiter de ces coûts faibles pour proposer, en plus du forfait à 490 F vendu par Nouvelles Frontières, un tarif réduit de 650 F aller-retour entre Paris et Londres, sans aucune condition, car, comme le dit son président, « les compagnies proposent des tarifs qu'elles baptisent réduits, mais on ne peut en profiter que si on a un fils de huit ans, né un 19 février, qui a les yeux bleus et pas de cheveux ».

Les administrations britannique et française continuent à retarder leur réponse pour protéger les compagnies nationales contre cette tentative de déstabilisation. M. Goodman, qui a tenté de rembourser 250 F à ses passagers français ayant acquitté le tarif excursions à 945 F ou de leur offrir gracieusement une nuit d'hôtel à Londres, a cessé sa provocation. Elle risquait de lui faire retirer ses droits de trafic.

Nouvelles Frontières est une agence de voyages, donc libre de vendre à n'importe quel prix. Air Europe est une compagnie aérienne, donc tenue à respecter la réglementation tarifaire des pays où elle se pose. Voilà M. Goodman contraint de ronger son frein. Il menace de dénoncer à la Commission de Bruxelles ces pratiques qui retardent la réalisation du grand marché européen. En attendant, il demande à l'administration britannique à desservir onze villes européennes de façon régulière.

Mais Air Europe n'est que l'avant-garde d'une cohorte de compagnies britanniques aux dents longues et aux coûts très bas. Britannia (29 avions et 5 millions de passagers en 1986), Danair (47 avions et 5 millions de passagers), British Midland (16 avions et 1,6 million de passagers), Air UK (19 avions et 860 000 passagers) et même la petite Monarch (5 avions) alignent une armada qui vole sur des liaisons régulières ou charters sous les ordres de 1 600 navigants, payés deux à trois fois moins que les équipages des compagnies françaises. De quoi faire très peur à celles-ci, qui n'auront, le 1^{er} janvier 1993, plus guère de règlement à opposer à ces

nouveaux venus pour leur interdire de proposer aux consommateurs des tarifs concurrentiels vers n'importe quelle destination.

Ces compagnies britanniques sont impressionnantes. Britannia transporte en Europe autant de passagers qu'Air France. En plus, ces compagnies font partie de groupes très solides, où l'on trouve bien sûr une intégration verticale entre voyageurs, hôteliers et transporteurs aériens, mais aussi de la recherche pétrolière, des assurances ou du transport maritime. Elles ne sont pas confinées dans l'aérien. Elles sont gérées comme de vrais centres de profit qui n'ont pas à avantager leur maison mère. Cela leur confère en matière commerciale une réactivité et une souplesse extrêmes.

C'est ainsi qu'en période creuse, les Britanniques se voient offrir la semaine en Espagne, hôtel et avion compris, mais sans repas, pour 39 livres (390 F environ), à condition de s'inscrire longtemps à l'avance.

Le régulier coûte cher

Faut-il craindre le pire pour les compagnies en place ? « Non », répond M. Morel, directeur d'Air France pour la Grande-Bretagne. Ces transporteurs vont devoir s'adapter. La plupart d'entre eux, comme Air Europe, connaissent surtout le monde du charter, où le gain peut se trouver dans la distribution ou dans un placement financier et pas forcément dans l'aviation. En mettant le pied dans le transport régulier, ils seront obligés de recruter des vendeurs, de payer des salaires plus élevés à leur personnel et d'espacer les sièges de leurs avions. La clientèle régulière n'est pas la clientèle charter et elle leur coûtera plus cher.

« Nous aussi, nous devons évoluer et nous avons commencé à le faire. Par exemple, Air France a multiplié les liaisons quasi quotidiennes avec seize aéroports britanniques, de façon à conforter Paris comme plaque tournante. Nous abaissons nos coûts en recrutant des chefs d'école locaux, au lieu de Français expatriés. Dans le domaine commercial, nous ne sommes pas en reste et notre billet de « dernière heure », c'est-à-dire acheté moins de vingt-quatre heures avant le départ pour un aller-retour entre Londres et Paris, est de 62 livres (620 F environ). Cela commence à devenir très raisonnable, puisque c'est déjà un tarif en-dessous du niveau autorisé par la Communauté européenne. Considérons l'arrivée de ces nouveaux concurrents comme une période d'observation qui nous donne l'occasion de surveiller les réactions du marché et de préparer des ripostes ».

On peut aussi se demander s'il ne serait pas de bonne politique pour les compagnies continentales, au premier rang desquelles les françaises Air France et UTA, d'acheter tout ou partie d'un de ces transporteurs tout en muscles. La hollandaise KLM n'a-t-elle pas acquis 15 % du capital d'Air UK ? Il faudrait pour cela que les autorités britanniques laissent faire et que les acheteurs continentaux potentiels aient une attitude moins frileuse vis-à-vis des achats et des concentrations entre transporteurs aériens.

ALAIN FAUJAS.

• Vers une cinquième semaine de grève à Air Inter. — Les syndicats du personnel navigant d'Air Inter, SNPL, SPAC (pilotes) et SNOMAC (mécaniciens) ont déposé un nouveau préavis de grève, du lundi 14 au vendredi 18 mars, pour obtenir une période d'expérimentation en équipage à trois de l'Airbus A-320 conçu pour être piloté par deux personnes. Ils cessent le travail tous les matins de minuit à 8 heures, mais l'affrètement par la direction d'avions et d'équipages de remplacement limitera les retards des vols programmés.

REPÈRES

Dette

Le Mexique envisage de nouvelles opérations de conversion

Le Mexique, apparemment peu découragé par les maigres résultats de l'opération de conversion d'une part de sa dette en obligations garanties par des bons du Trésor américain, persiste et signe. Le responsable des négociations sur l'endettement, M. Angel Gurría, a indiqué, à Washington, que Mexico allait poursuivre dans cette voie et essayer « probablement » d'autres opérations fonctionnant selon le même principe d'échange de créances tenant compte des déficits du marché. D'autres idées proposées par les banques créancières du pays sont à l'étude, a-t-il souligné, lors d'un colloque organisé par l'Eximbank, organisme fédéral chargé de promouvoir les exportations américaines.

Commerce extérieur

Nouvelle contraction de l'excédent japonais

Pour le onzième mois consécutif, l'excédent commercial japonais a enregistré une baisse. En février, le solde positif s'est établi à 5,24 milliards de dollars, une contraction de 28,5 % par rapport au mois correspondant de 1987, annonce le ministère des finances dans un rapport

préliminaire. Sur une base non corrigée des variations saisonnières, les exportations japonaises ont augmenté de 17,2 %, mais les importations ont fait un bond de 48 %. Ce phénomène est particulièrement net avec les États-Unis, premier partenaire commercial du Japon. Les ventes de produits japonais sur le marché américain n'ont augmenté que de 9,7 % alors que les importations du Japon progressaient de façon spectaculaire, 51,9 % par rapport à février 1987. Au total, l'excédent de Tokyo avec Washington reste important, 3,4 milliards de dollars contre 3,97 milliards en février 1987. Il se stabilise avec la CEE, pour s'instaurer à 1,94 milliard, et baisse légèrement avec les autres pays d'Asie, pour représenter 1,25 milliard contre 1,31 milliard un an plus tôt.

Transports routiers

6,9 % de trafic supplémentaire

Le trafic intérieur routier de marchandises, qui avait légèrement régressé de 1981 à 1985 (-0,6 %), a progressé de 6,9 % en 1987, et de 11,2 % depuis 1986, si l'on en croit le rapport de la commission des comptes de la nation. Cette croissance a permis aux transporteurs routiers de créer, l'an dernier, neuf mille emplois et d'augmenter, en deux ans, leurs effectifs de 9 %. Selon le ministère des transports, l'excédent brut d'exploitation des entreprises du secteur routier a progressé de 25 % en deux ans.

ÉTRANGER

Avec une durée légale du travail hebdomadaire de 45 heures

La Suisse reste à la traîne des pays européens

BERNE
de notre correspondant

La semaine de quarante heures en Suisse, ce n'est pas pour demain. Si des doutes subsistaient, le Conseil national (Chambre basse) l'a clairement fait savoir mardi 8 mars en recommandant, par 115 voix contre 53, le rejet de « l'initiative populaire » de l'Union syndicale suisse en faveur d'une diminution progressive du temps de travail hebdomadaire sans réduction de salaire. Le gouvernement fédéral et le Conseil des États (Chambre haute) ayant donné un préavis négatif, il est douteux que cette proposition ait plus de succès auprès du corps électoral, appelé à trancher en dernier ressort.

Jusqu'ici, les diverses tentatives d'abaisser uniformément le temps de travail par voie législative se sont régulièrement heurtées à un refus. En 1976 déjà, les Suisses avaient massivement repoussé un projet de l'extrême gauche réclamant l'introduction de la semaine de quarante heures. En 1984, les syndicats ont estimé que le moment était venu de revenir à la charge pour faire bénéficier les travailleurs de l'accroissement de la productivité. Ils ont donc

réuni cent cinquante-six mille signatures pour demander l'organisation d'un nouveau référendum.

Actuellement, la durée légale du travail est encore de quarante-cinq heures et dépasse même cinquante heures dans certains secteurs. Selon les syndicats, il serait temps d'adapter la loi aux horaires de quarante heures déjà en vigueur dans la chimie, l'horlogerie, la métallurgie ou le secteur public. Alors qu'en Allemagne fédérale il est question de la semaine de trente-cinq heures, la Suisse reste à la traîne des pays industrialisés d'Europe pour la durée du travail.

Fort de l'appui des partis de droite et du centre, majoritaires au Parlement, le gouvernement préfère s'en tenir au système actuel de négociations de conventions collectives. Le ministre de l'économie, M. Jean-Pascal Delamuraz, a rappelé que la durée moyenne du travail avait diminué de deux heures hebdomadaires depuis 1973, tandis que la quatrième semaine de vacances a été généralisée à partir de 1985. Les adversaires du projet craignent que l'extension des quarante heures n'affaiblisse la capacité concurrentielle de l'économie helvétique.

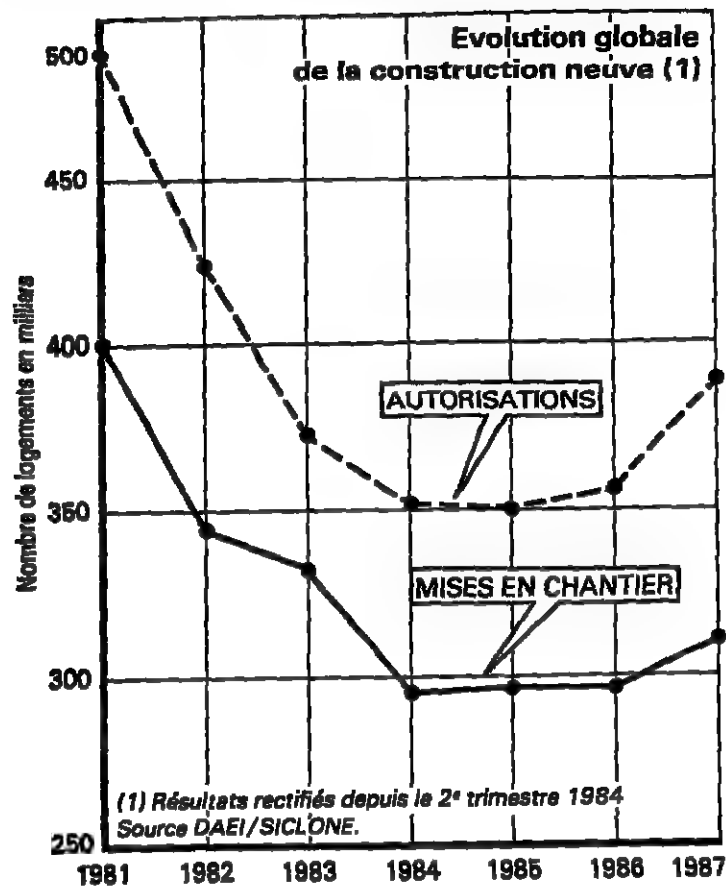
JEAN-CLAUDE BUHRER.

هنا من الامم

Économie

LOGEMENT

Reprise de la construction en France



Selon le tableau de bord du bâtiment-logement-travaux publics du ministère du logement, à la fin décembre 1987, les mises en chantier se sont élevées à trois cent dix mille logements soit une hausse de 4,9 % par rapport à 1986. Durant la période 1984-1986, le nombre de mises en chantier n'avait pratiquement pas bougé. La reprise de 1987 a été constatée tant dans le secteur de la maison individuelle (+ 5,1 % sur l'année), que dans celui du logement collectif (+ 4,7 %). Compte tenu de l'évolution des autorisations de permis de construire enregistrées au deuxième semestre 1987, les mises en chantier devraient poursuivre leur mouvement de hausse jusqu'à l'été 1988.

AFFAIRES

La vague des offres publiques d'achat

Les contradictions de M. Ballardur

La vague actuelle des offres publiques d'achat (OPA) que connaît la France, met en lumière les contradictions du « capitalisme de Ballardur ».

Première contradiction : au nom de la libération de l'économie, dont il s'est fait le chantre, le ministre d'Etat se félicite de l'existence d'OPA, preuve de dynamisme et de mobilité du capital. Une profession de foi contredite par l'intérêt que porte M. Ballardur à l'entreprise en tant que corps social, composé d'hommes et de femmes, dont on ne peut disposer comme d'un bien ou d'une marchandise. N'est-ce pas au nom de ce principe qu'il s'est refusé à procéder pour la privatisation des entreprises publiques à une mise aux enchères — notamment pour la cession des « noyaux durs » ? Celle-ci aurait pourtant été l'expression la plus pure des lois du marché que M. Ballardur souhaitait restaurer, mais l'aspect mercantile de cette procédure rebutait le ministre.

Deuxième contradiction : depuis des années, M. Ballardur se fait le promoteur des principes de participation des salariés. Une idée qu'il a mise en application, dans le cadre de la privatisation, en réservant dans chaque entreprise rendue au

privé 10 % du capital au personnel. Peut-il dès lors laisser mener des offensives comme celles de Schneider sur Télémechanique ou de Bolloré sur Rhin-Rhône, quand elles suscitent l'hostilité des salariés ? Des salariés qui sont par ailleurs, dans l'un et l'autre cas, actionnaires de leur entreprise — respectivement pour quelque 12 % et 6 %.

Troisième contradiction : le conflit d'intérêts entre les actionnaires petits porteurs, d'une part, les actionnaires salariés, d'autre part, deux des piliers du capitalisme balladurien. Ainsi, dans l'affaire Télémechanique, si M. Ballardur réussit à dissuader Schneider de surenchérir, pour céder à la pression des salariés, il lève le petit porteur ordinaire, qui voit ainsi bloqué le prix auquel il peut vendre ses titres. Le droit d'émancipation d'un actionnaire serait de vendre au plus offrant. Coincé entre ces deux catégories d'actionnaires qu'il a lui-même encouragés, M. Ballardur se trouve aujourd'hui dans une situation particulièrement délicate. D'autant que la présente période préélectorale est peu propice à l'étude impartiale de ce débat de fond.

CLAIRE BLANDIN.

Des salariés de Rhin-Rhône

pourraient s'opposer à l'offre de Bolloré

Les dirigeants du groupe Rhin-Rhône, associés aux cadres, au comité d'entreprise et à « l'ensemble du personnel » ont manifesté et ont publié, jeudi 10 mars, une lettre ouverte proposant un projet de reprise du groupe par ses salariés pour s'opposer à l'offre publique d'achat (OPA) lancée par le groupe Bolloré Technologies, vendredi 4 mars.

Les dirigeants du premier distributeur non raffiné de produits pétroliers en France ont de plus appelé le gouvernement à « assumer ses responsabilités ». Leur projet de reprise par les salariés devra être mis en œuvre avec Elf-Aquitaine, qui possède déjà 39,5 % de Rhin-Rhône par le biais de sa filiale Elf-France. Cette dernière devrait alors lancer une contre-OPA sur les 11 % du capital qui lui manquent pour avoir la majorité afin, ultérieurement, de réaliser cette RES (reprise d'entreprise par les salariés).

Mais, pour l'instant, tout cela n'est qu'intention car l'actionnaire principal poursuit ses discussions avec Bolloré. Des négociations qui semblent cependant laborieuses. Le mercredi 9, le groupe de Vincent Bolloré indiquait avoir signé avec Elf un protocole d'intention concernant Rhin-Rhône. Selon ce protocole, les deux groupes se sont accordés sur le fait que Sofical, une filiale de Bolloré, deviendra majoritaire dans le capital de Rhin-Rhône. Il est aussi prévu que l'activité « combustible » de la Scac sera apportée à Rhin-Rhône et qu'Elf assurera les approvisionnements en pétrole des deux sociétés. Jeudi 10, l'actionnaire principal, qui devrait garder ses parts (39,5 %), tempérait les propos de Bolloré en indiquant que les conversations se poursuivaient. Dans la même journée le ministre de l'Industrie traitait en sache en expliquant que toute modification de l'actionnariat de la société Rhin-Rhône est soumise à l'aval ministériel car cette société détient une autorisation spéciale, dite A 5, d'importation de produits pétroliers attribuée au titre de la loi de 1928. Une demande que n'aurait

Télémechanique : avantage à Schneider

Le groupe Schneider a marqué un point, le jeudi 10 mars, dans la bataille qui l'oppose à Framatome pour le contrôle de Télémechanique. Le tribunal de commerce de Paris a, en effet, débouté le constructeur de chaudières nucléaires de sa demande de mise sous séquestre de 203 000 titres Télémechanique achetés par Schneider en Bourse le 1^{er} mars.

Ces acquisitions avaient permis au groupe présidé par M. Didier Pineau-Valencienne de porter à 24,47 % sa participation dans Télémechanique, lui donnant ainsi une longueur d'avance sur son concurrent : en effet, les 143 000 titres Télémechanique (9,2 % du capital) acquis par Framatome le 11 février grâce à la prise de contrôle de Cofitol (un holding actionnaire de Télémechanique) ont été gelés à la demande de Schneider le 23 février par le tribunal de commerce de Paris. Framatome part donc de zéro dans sa contre-offensive.

Toutefois, M. Didier Pineau-Valencienne, le patron de Schneider, était un peu vite en besogne lorsqu'il nous indiquait (nos dernières éditions du 11 mars) que le tribunal avait également jugé que l'OPA qu'il avait lancée sur Télémechanique était licite. En effet, l'assonisation sur le fond déposée par Framatome pour obtenir la nullité de l'OPA de Schneider ne sera examinée que le 21 mars.

Sur le front des OPA

CERUS demande une assemblée extraordinaire de la Société générale de Belgique

L'heure des comptes va bientôt sonner pour la Société générale de Belgique puisque l'un des deux protagonistes, en l'occurrence le groupe CERUS, de Carlo De Benedetti, a officiellement demandé la convocation d'une assemblée générale extraordinaire. Celle-ci, qui avait été évoquée à plusieurs reprises par le groupe Suez, pourrait avoir lieu dans environ un mois.

Cette échéance va-t-elle obliger les deux antagonistes à s'entendre pour éviter un affrontement public ou au contraire exacerber les passions et empêcher toute discussion ? Les points que le groupe CERUS souhaiterait voir aborder au cours de l'assemblée générale sont en eux-mêmes générateurs de tensions, comme le rapport sur le strict respect des règles sur les sociétés commerciales (CERUS soupçonne la Société générale de Belgique de s'être livrée pour se défendre à un certain nombre de pratiques délictueuses) ou la suppression, par le conseil d'administration, du recours à l'augmentation du capital autorisé.

Carlo De Benedetti souhaiterait ainsi que la Société générale ne se serve pas de 4 millions des actions nouvelles qu'elle pourrait puiser dans les 18 millions du capital autorisé accordés lors de la dernière assemblée générale. Rappelons que 12 millions de ces nouvelles actions sont entre les mains de la SODECOM et font l'objet d'un litige entre le groupe Suez-Société générale et André Laysen, le patron de Gevaert. — (Corresp.)

GB Inno se protège

Le conseil d'administration de la société GB Inno BM — la première entreprise belge de distribution — a décidé, pour contrecarrer toute tentative éventuelle d'OPA, d'émettre un emprunt obligataire de 610 millions de francs belges, assorti de warrants (droit permettant d'acquiescer des actions). Cet emprunt a été souscrit par les actionnaires sûrs du groupe, dont notamment la Cobepa (filiale belge de Paribas), le groupe Bruxelles Lambert, Gevaert... Emis dans le cadre du capital autorisé, il permettra de créer 6 millions de titres nouveaux (sur les 31 millions de titres actuellement). 3 millions de titres — 10 % du capital — avaient été échangés ces derniers jours, et l'action avait considérablement grimpé avant de retomber.

Fortmann Little renonce à AFG Industries

Le groupe d'investissements Fortmann Little a indiqué, le 10 mars, qu'il renonçait à lancer une offre d'achat de 940 millions de dollars sur AFG Industries Inc., un des principaux fabricants américains de produits en verre.

Fortmann Little a précisé qu'il avait pris cette décision après avoir étudié la situation interne de AFG Industries, en soulignant que ses critères d'acquisition sont « stricts ». Ce groupe avait annoncé fin février son intention de proposer 33 dollars par action AFG Industries. Un groupe conduit par le fondateur et le président de AFG Industries, M. R.D. Hubbard, souhaite également racheter cette société. La décision de Fortmann Little a provoqué, à Wall Street, une baisse de 5 dollars à 31,625 du titre AFG Industries.

American Standard accepte de négocier avec Black and Decker

American Standard (plomberie et air climatisé), qui rejette depuis fin janvier l'OPA de Black and Decker, a finalement accepté d'engager des négociations avec le fabricant de matériel de bricolage. Dans un communiqué publié le 9 mars, American Standard indique qu'il envisage de « fournir des informations confidentielles » à Black and Decker, mais ajoute qu'il les fournira également à d'autres acquéreurs éventuels. La société précise, enfin, qu'elle continue à mettre en œuvre son plan de recapitalisation destiné à contrer l'offre de Black and Decker.



Sur toute la gamme BX.

Jusqu'au 21 mars 1988, Citroën vous offre tous modèles de sa gamme BX, véhicules particuliers, pour 0 F (zéro franc) par mois pendant 12 mois. Vous possédez une voiture ! Laissez-la chez Citroën et si elle couvre l'apport initial de votre location avec option d'achat, vous pourrez repartir au volant de la BX neuve de votre choix sans rien payer de plus, pendant 12 mois.

Location avec option d'achat (LOA) sur 60 mois, sous réserve d'acceptation du dossier par Crédipar. Exemple de LOA pour 10 000 F TTC hors assurance : à la livraison, apport initial de 3 000 F couvert par la reprise de votre véhicule, (dépot de garantie de 700 F et 1^{er} loyer de 2 300 F), suivi de 12 loyers de 0 F (zéro franc), puis de 47 loyers à 248 F, option d'achat en fin de location : 700 F couvert par le dépot de garantie, coût total en cas d'acquisition : 14 642 F.

* après versement de votre apport initial — Modèle présenté : BX GTI 16 SOUPAPES.

CITROËN prête TOTAL



Économie

SOCIAL

Quatre semaines de grève pour des revendications salariales

La longue attente de Chausson

Le hall est désert, les machines muettes, les chariots et les carrosses immobilisés. À l'extérieur, quelques carrosses achevés, qu'on dirait abandonnés, mais les chaînes sont vides : c'est le spectacle qu'offre l'usine Chausson de Gennevilliers (2700 salariés), en grève depuis quatre semaines. Près de l'entrée, une centaine d'ouvriers marocains discutent par groupes autour de quelques tables. Une bouillotte de thé à la menthe circule. Plus loin, seule fonctionne au ralenti une ligne de presses, conduite par une minorité d'ouvriers non grévistes et d'agents de maîtrise, pour maintenir, comme dit la direction de Chausson, « un semblant d'activité ». Parfois un cortège de grévistes va les haranguer : action psychologique contre l'action psychologique.

La scène en évoque d'autres déjà vues, notamment dans la même usine, au début de 1983. Mais les revendications portent cette fois uniquement sur les salaires et non plus sur les conditions de travail. Paradoxe dans une période dominée par la crainte pour l'emploi.

Le climat est différent aussi : on a repeint les murs, modernisé les machines. Les accidents de travail ont diminué, les relations sociales ont changé. Les grévistes le reconnaissent, même s'ils disent qu'on est devenu plus strict sur les absences. Productivité oblige. Le gain s'est traduit par des suppressions d'emplois, mais on a évité le chômage technique. « Aujourd'hui », déplore la direction, la grève met en cause la crédibilité retrouvée auprès des clients par l'amélioration de la qualité et le respect des délais.

Partie d'un mécontentement de certains salariés des presses, le 12 février, sur leur rémunération de janvier, la grève a gagné en quelques jours l'ensemble de l'usine, puis celle d'embouteillage de Meudon (Hauts-de-Seine, 500 ouvriers), qui l'a imitée. Depuis, l'activité de l'usine

Chausson, filiale commune à parts égales (49 %/49 %) de Peugeot et de Renault, consacre essentiellement au montage de camionnettes (notamment des Renault Trafic) pour les deux actionnaires, est presque arrêtée : la plus grande partie de l'usine de Cruil, la plus importante (3300 personnes), est en chômage technique depuis la dernière semaine de février.

Le mouvement a été lancé par la CFDT, principal syndicat chez les ouvriers, à Meudon comme à Gennevilliers : 49 % aux élections de délégués du personnel, contre 40 % environ à la CGT. Celle-ci, discrète — les cadres CGT n'ont appelé que récemment à cesser le travail, — est néanmoins très présente dans le « comité d'organisation de la grève » qui chaque jour reconduit le mouvement.

Une faible marge de manœuvre

Le 23 février, la direction a demandé par référendum au tribunal de Nanterre l'expulsion des grévistes pour entrave à la liberté du travail (à Meudon) et annulation des sanctions contre douze d'entre eux. Le tribunal a rejeté la demande et désigné un médiateur. Celui-ci a obtenu la restitution de clés de commande de machines enlevées par les grévistes. Mais, malgré deux réunions, le 1^{er} et le 3 mars, il n'a pas réussi à rapprocher les points de vue. Les grévistes continuent à réclamer 1 000 francs par mois pour tous — la CGT se montrant particulièrement intransigeante — et le paiement des jours de grève : « En 1986, outre les augmentations individuelles, il n'y a eu qu'une prime de 315 francs, et en 1987 une augmentation de 0,8 % », calcule M. Martinez, un des délégués CFDT. S'y ajoute la revendication de la levée des sanctions.

La direction, elle, a proposé le 3 mars une augmentation de 0,5 %, présentée aujourd'hui comme « à valoir » sur la négociation salariale prévue en mars, et le versement d'un acompte de 80 % des heures perdues, récupérable sur neuf mois. Elle y a ajouté un projet d'intéressement aux performances (assiduité, qualité, etc.) représentant 800 francs sur l'année, mais déjà repoussé en 1987 par l'ensemble des syndicats, cadres compris. « La rémunération brute moyenne approche 8 600 francs pour les salariés en

équipe. 7 800 francs pour les autres (1). 3,5 % au-dessous de Renault, mais 10 % au-dessus de Peugeot : les revendications des grévistes représenteraient une augmentation de 12,75 % de la masse salariale », fait valoir M. Marcajov, directeur des affaires sociales, qui pour les sanctions a promis la « mansuétude », puis l'abandon si le travail reprend.

Chacun attend de l'autre l'ouverture. La CFDT repousse la responsabilité de la prolongation de la grève sur la direction. Celle-ci se défend de « jouer la montre », mais elle attend le résultat d'un deuxième référendum pour obtenir la sortie des camions de pièces de Meudon, lundi prochain, et celui... de la paie de février : « Le porte-monnaie de la ménagère est l'ennemi de la grève ». Elle met en cause l'action de PC dans la CGT et des gauchistes de Lutte ouvrière dans la CFDT : la mairie de Gennevilliers ne multiplie-t-elle pas les démonstrations de solidarité et M. Juquin n'est-il pas venu haranguer les grévistes ? Derrière, suggère-t-elle, n'est-ce pas Renault qui est visé ?

Il est vrai que, face à ses actionnaires-clients, la marge de manœuvre de Chausson est faible. Si la situation s'est redressée — 15 millions de francs de bénéfices en 1987, après des pertes de 30 millions de francs en 1984 et de 2,5 millions en 1986, séparés par un gain de 22 millions en 1985, — si la vente de la division thermique à Valeo et celle des terrains de l'usine de radoteurs d'Amiens, aujourd'hui fermée, lui apportent de l'oxygène, le plan de charge apparaît incertain après l'été, certaines fabrications devant prendre fin, notamment pour Peugeot.

Du côté des actionnaires, on n'attend pas Chausson que comme un fournisseur, et l'on n'est guère disposé à l'aider. Avec plus de sérénité chez Peugeot que chez Renault, déjà confronté à une grève dure sur les salaires menée depuis trois semaines par la CGT dans une autre filiale, la SBFM (fonderies) de Lorient, dans le Morbihan : les négociations sous l'égide d'un médiateur viennent à nouveau d'être rompues après des incidents le jeudi 10 mars.

GUY HERZLICH.

(1) Selon la CFDT, en fait, beaucoup de salariés d'OS sont inférieurs à 6500 F bruts.

Licenciée pour une tablette de chocolat

BORDEAUX
de notre correspondante

Une salariée des Nouvelles Galeries de Bordeaux a été licenciée le 27 février sans indemnité pour faute lourde. Elle conteste cette mesure et a décidé de saisir le conseil des prud'hommes.

Maria-Pierre Grenouilleau, trente et un ans, qui est employée depuis douze ans au service comptabilité du grand magasin, expose ainsi les faits : « Lundi 22 février, comme tous les mois, je suis allée faire mes courses au libre-service des Nouvelles Galeries. J'ai entré une tablette de chocolat prise dans les rayons. Arrivée à la caisse, j'ai posé mon marché sur le tapis : il y en avait pour 54 F et quelques. Par inadvertance, j'avais gardé le chocolat à la main. C'est un des employés de la société de surveillance qui me l'a signalé. J'ai proposé immédiatement de régler cette tablette de chocolat. Le surveillant a refusé et a fait un rapport à la direction. »

Convoquée chez le chef du personnel l'après-midi même, la salariée fut dans un premier temps placée en mise à pied conservatoire. Son licenciement pour faute lourde lui a été signifié le 24 février et est entré en vigueur le 27 : « Pour moi, c'est un véritable cauchemar », dit simplement Marie-Pierre.

« Elle donnait satisfaction dans son travail et, à ma connaissance, n'avait fait l'objet d'aucune remarque », a indiqué à la presse le chef du centre comptable sous les ordres duquel travaillait la jeune femme. La direction des Nouvelles Galeries, quant à elle, fait savoir qu'elle n'a « rien à déclarer à ce sujet ». En août 1984, déjà, une semblable procédure avait été employée contre une vendeuse accusée d'avoir « volé » une prune au rayon alimentation. A l'époque, les Nouvelles Galeries avaient justifié leur décision par le souci de faire « un exemple » dans la lutte contre la délinquance.

G. de M.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SIFA

Le conseil d'administration de la SIFA, réuni le 5 mars 1988, a approuvé les comptes de l'exercice 1987. Ceux-ci se soldent par un bénéfice net de 52,7 millions de francs, contre 14,6 millions de francs l'année précédente. Cette progression traduit l'aboutissement du programme de redressement mis en œuvre par la société depuis quatre ans.

Le résultat consolidé devrait être voisin du résultat social ci-dessus. Ces éléments permettent de proposer à l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires la distribution, au titre de l'exercice 1987, d'un dividende de 11 francs, donnant droit à un avoir fiscal de 5,50 francs. Il est, d'autre part, rappelé que le principe de la fusion de la SIFA avec la

Compagnie du Midi — qui détient déjà environ 76 % de son capital — a été approuvé par les conseils d'administration des deux sociétés. Les modalités de cette opération, et en particulier les parités de fusion, restent à définir. Elles seront, le moment venu, soumises à l'approbation d'assemblées générales extraordinaires des deux sociétés.

EMPRUNTS TAMIF NOVEMBRE 1986

FIMAGEST a simultanément émis, en novembre 1986, deux emprunts A et B de 250 MF chacun, à taux variable TAM indexé sur le MATIF. Aux termes du contrat d'émission, les conditions de rémunération de ces deux emprunts sont désormais parfaitement connues, le cours de compensation du dernier jour de cotation du contrat sur emprunt notional à échéance décembre 1987 s'étant établi à 99,80 % :

— L'emprunt TAMIF A devient un taux variable dont l'intérêt est de 0,25 x TAM.
— L'emprunt TAMIF B devient un taux variable dont l'intérêt est de 1,75 x TAM.
Le TAM pris en considération étant celui du mois de janvier précédant chaque échéance.

S'agissant du premier terme d'intérêt, payable le 15 mars 1988, le TAM du mois de janvier, établi par la Caisse des Dépôts et Consignations, a été fixé à 8,2879 %. Les coupons s'élèvent ainsi à :

— pour le TAMIF A, 186,48 F auxquels s'ajoute un crédit d'impôt de 20,72 F, soit un global de 207,20 F,
— pour le TAMIF B, 1 305,35 F, auxquels s'ajoute un crédit d'impôt de 145,04 F, soit un global de 1 450,39 F.

FIMAGEST

Profession gestionnaire.

COMMUNIQUÉ

Le Conseil de Surveillance de la Banque de Neufize, Schlumberger, Mallet s'est réuni le 9 mars 1988 sous la présidence de M. Jean-Pierre Mallet, pour examiner, avant approbation par l'Assemblée Générale, les comptes de l'exercice 1987, arrêtés par le Directoire, présidé par M. Antoine Dupont-Fauville.

Le bénéfice brut d'exploitation est en légère progression (1%). Les provisions d'exploitation s'établissent à 73,7 millions, contre 100 millions (auxquelles s'ajoutent 10 millions de provisions pour éventualités diverses en 1987 contre 8 millions en 1986). Le bénéfice net, hors plus-values à long terme, s'établit ainsi à 88,6 millions de francs contre 73,7 au cours de l'exercice précédent, en hausse de 20%.

En tenant compte des plus-values nettes à long terme, le bénéfice net passe de 77,4 à 114,3 millions.

Banque de Neufize, Schlumberger, Mallet

NSM
GROUPE ABN BANK

VOTRE INTÉRÊT
BIEN COMPRIS
9,50 %

1^{re} émission d'un T.S.R.*
sur le marché français

Le CRÉDIT LYONNAIS lance deux emprunts pour un montant total de 2 milliards de francs.

Le principal emprunt, à taux fixe, porte sur 1,5 milliard de francs et s'apparente pour l'émetteur à des fonds propres ; il est en effet assorti d'une clause de subordination et prévoit la possibilité d'un report du paiement des intérêts en l'absence de revenu distribuable.

L'emprunt offre à l'investisseur un taux de rendement actuariel de 9,50 % ; chaque titre comporte, en outre, un bon détachable et négociable donnant au porteur le droit d'acquiescer un autre T.S.R.

Date de jouissance et de règlement : 28 mars 1988.
Prix d'émission : 100 % soit 5000 F.
Durée : 12 ans. Intérêt : 9,50 %.
Amortissement : au pair, in fine le 28 mars 2000.
Taux de rendement actuariel : 9,50 %.
Bons de souscription : à exercer du 01.09.1988 au 15.09.1988 avec un rendement de 9,15 %, ou du 15.11.1988 au 15.12.1988 avec un rendement de 8,95 %.

Un second emprunt de 500 millions de francs émis simultanément vient abonder l'emprunt "flotteur" PIBOR à trois mois lancé par le CRÉDIT LYONNAIS en décembre 1987.

Date de jouissance et de règlement : 28 mars 1988.
Marge actuarielle : + 0,125 % (base PIBOR 3 mois du 2 mars 1988 : 7,5625 %).
Assimilation : à partir du 16 juin 1988 au gisement existant ainsi porté à 2 milliards de francs.

Une note d'information (Visa COB n° 88-73 en date du 4 mars 1988) est tenue gracieusement à la disposition du public. Ballo du 7 mars 1988.

*Titre Subordonné Remboursable

CREDIT LYONNAIS.
LE POUVOIR DE DIRE OUI.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

RESULTATS 1987

Le Conseil d'Administration de FIMAGEST, réuni le 24 février 1988, a examiné le bilan et les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1987.

Le bénéfice net (après impôt) s'établit à F 35.529.650,27 en augmentation de 10,41 % sur celui de l'année 1986.

La société n'a pas utilisé les facilités offertes par la Commission Bancaire et le portefeuille titres de placement figure au bilan à sa valeur de marché de décembre 1987, soit F 657.822.790,84 après constitution d'une provision pour dépréciation d'un montant relatif très faible de F 1.300.000.

Le Conseil d'Administration soumettra à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, convoquée pour le 11 avril 1988, la mise en paiement d'un dividende de F 17.100.000,00 contre F 15.048.000,00 au titre de l'exercice 1986, soit une progression de 13,64 %. Le dividende net représente ainsi 300 F par action auquel s'ajoute l'impôt déjà versé au Trésor (avoir fiscal) de 150 F, portant le revenu global d'une action à 450 F.

FIMAGEST

Profession gestionnaire.

هنا من الاميل

Marchés financiers

LVMH troque J and B contre Johnnie Walker

Le groupe LVMH (Louis Vuitton Moët-Hennessy), qui assurait depuis dix ans la commercialisation en France du whisky J and B, produit par le britannique J and B Metropolitan, a décidé de lâcher ses premières années au profit de Johnnie Walker, le célèbre whisky de la firme anglaise Guinness. A compter du 1^{er} mai, LVMH sera officiellement chargé de la distribution en France de Johnnie Walker. J and B sera désormais commercialisé par Sodevi France, une filiale commune à IDV, Cointreau et Cinzano.

Au cours des dernières semaines, un différend était apparu entre LVMH et IDV sur les conditions de renouvellement du contrat de distribution du whisky J and B, qui doit expirer fin avril. Le premier, satisfait de la période de J and B dans l'Hexagone, aurait voulu obtenir un contrat de longue durée, ce que IDV a toujours refusé.

En troquant J and B contre Johnnie Walker, LVMH donne du même coup consistance à l'accord de distribution commune passé l'an dernier avec Guinness. Les professionnels des spiritueux estiment qu'il s'agit d'une étape préalable à d'autres associations de réseaux dans le domaine du whisky entre les deux groupes.

Le canadien Seagram rachète Tropicana à Beatrice Food

Insatiables frères Broufman! Un mois après l'acquisition spectaculaire des cognacs Martell, les dirigeants du groupe canadien de vins et spiritueux Seagram viennent de conclure avec l'américain Beatrice Food un accord pour l'achat de Tropicana Products. La transaction, qui portera sur un montant de 1,2 milliard de dollars, devrait être achevée au début avril. Elle sera initialement financée par des emprunts bancaires et des emprunts à court terme, précisait seulement un communiqué laconique de Seagram publié le 11 mars.

«L'acquisition de Tropicana s'inscrit à la fois dans le cadre de la diversification et de l'exposition des activités de Seagram sur le marché des boissons», a indiqué M. Edgar Broufman, Tropicana, dont le siège est situé en Floride, est le chef de file aux Etats-Unis des producteurs et distributeurs de jus de fruits et de boissons à base de jus de fruits. Quant à Beatrice Food, ex-número un de l'agro-alimentaire aux Etats-Unis, il poursuit ainsi son dépeçage par appartements. (Voir le Monde affaires du 7 novembre 1987).

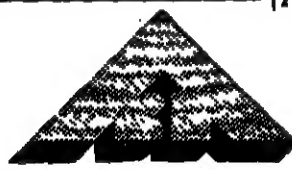
Multi-média Beaujon détient 8,9 % de Matra

La société MMB (Multi-média Beaujon), holding détenant principalement par M. Jean-Luc Lagardère et ses alliés, a informé, le jeudi 10 mars, la chambre syndicale des agents de change qu'elle détenait, depuis le 2 mars, 8,9 % du capital de Matra, récemment privatisé.

MMB, rappelle-t-on, a été retenue par les pouvoirs publics pour figurer à hauteur de 6 % dans le noyau stable d'actionnaires de Matra. Mais M. Jean-Luc Lagardère, le président du groupe, avait indiqué qu'il comptait aller plus loin et dépasser le

seuil des 10 % au-delà duquel l'autorisation des pouvoirs publics est nécessaire, en vertu de l'application de l'action spécifique instituée pour protéger le groupe.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
45-55-81-82, poste 4330



BANQUE INTERCONTINENTALE
S.A. au capital de 300 000 F
Banque d'Affaires à vocation internationale

Une erreur s'est glissée dans l'annonce parue le vendredi 4 mars :
LIRE :
67, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 PARIS
Tél. : 43-59-61-49 - Téléc. 644030 BIAPA
Téléfax n° 42-89-09-59

VILLE DE PARIS SEMAPA

APPEL DE CANDIDATURES PROMOTEURS OU INVESTISSEURS

La SEMAPA, Société d'Economie Mixte d'Aménagement de Paris, lance une consultation en vue de la cession, sur une emprise de 4 500 m² de plancher environ destinée exclusivement à des activités de fabrication.

Programme : Sur une emprise de 1450 m² environ, l'objectif est de réaliser un hôtel d'activités de 4500 m² HO de plancher environ destinée exclusivement à des activités de fabrication.

Déroulement de la consultation soumise :
- Date limite de réception des candidatures : 30 mars 1988.
- Notification des candidatures retenues : 29 avril 1988.
- Retrait du dossier de consultation : 26 avril 1988.
- Date limite de réception des offres : 12 juillet 1988.

Dossier de consultation.
Les investisseurs ou promoteurs intéressés devront accompagner leur candidature d'un dossier comportant une déclaration d'intention de participer à la consultation et leurs références en matière de locaux industriels urbains. Les dossiers devront être remis à la SEMAPA, 56, quai des Grands-Augustins, 75006 PARIS. Tél. : 43-25-22-33.
Tout renseignement complémentaire peut être obtenu auprès de cette société.

La nouvelle économie selon Barre.
Entretien exclusif avec Jean Boissonnat.
L'Expansion
EN VENTE ACTUELLEMENT

NEW-YORK, 10 mars

Forte baisse

La Bourse de New-York a connu un brutal secouss de baisse jeudi 10 mars. La tendance s'est effondrée à la mi-journée, après avoir été irrégulièrement dans un marché actif. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a chuté de 2 026,03 en perte de 48,24 points soit moins 2 %. Quelques 198 millions d'actions ont été échangées contre 211 millions la veille. Le nombre de bas de cotation a dépassé celui des hausses : 1 197 contre 412, et 374 titres n'ont pas changé de mains.

Déjà, mercredi 9, le marché s'était montré irrégulier. Selon les analystes, l'accélération des prises de bénéfices n'a pas d'implication spécifique. Le mouvement est attribué au désencouragement des milieux boursiers face à la difficulté de passer le seuil d'un indice Dow Jones à 2 100, alors que Wall Street a atteint récemment son plus haut niveau depuis le krach. La prévision reste de suite pour les investisseurs américains.

Parmi les chutes de cours, on remarque : Alcoa, qui chute de 33/4 à 160 1/2 ; Motorola de 53/8 à 47 1/8 et Alcoa de 317 3/4 à 47 7/8. En revanche, les valeurs pétrolières ont grimpé. Calt Industries a progressé de 45/8 à 173 7/4 ; British Petroleum de 35 5/8 à 62 3/4. Les valeurs les plus actives ont été United Cable Television avec 4,2 millions de titres échangés. Calt Industries avec 3,4 millions et Exxon avec 1,5 million.

VALEURS	Cours de 9 mars	Cours de 10 mars
Alcoa	160 1/2	159 3/4
Amgen (Am. Int.)	78 1/8	77 3/8
A.T.T.	47 1/2	47 1/8
Chrysler	28 1/4	28 1/8
Deere & Co.	42 1/8	42 1/8
Dow Chemical	41 7/8	41 1/2
Exxon	44 1/4	43 3/8
General Motors	72 1/2	70 1/4
Johnson & Johnson	118 5/8	118
IBM	163 3/4	163 1/4
Intel	48 3/4	48 1/2
McDonald	54 5/8	54 1/2
Merck & Co.	34 7/8	34
Microsoft	24 7/8	25 1/4
U.S. Steel	32 1/2	32 1/4
Wendover	32 1/2	32 1/4
Yarn Corp.	32 1/2	32 1/4

LONDRES, 10 mars

Hausse

Les valeurs ont poursuivi leurs mouvements irréguliers jeudi 10 mars. Le marché a été marqué par la suite d'une nouvelle poussée de la livre, les cours se sont nettement redressés en fin de journée dans une ambiance optimiste à l'approche de la présentation du nouveau budget 1988-1989 prévu pour le 15 mars. L'indice FT a terminé en hausse de 12,2 points (+0,8 %) à 1 472,3. Quelques 591 millions de titres ont été échangés. Les valeurs pétrolières ont conduit le mouvement. BP a continué sa progression sous l'effet d'achats d'un investisseur non identifié. Après la publication de leurs résultats, le cours du groupe automobile Rover, dont British Aerospace entend prendre le contrôle a augmenté, alors que celui de TI Group, a légèrement reculé. Au secteur des loisirs, Ladbrokes est resté inchangé. Pourtant ce groupe, qui compte parmi ses activités les paris mutuels et l'hôtellerie, avait annoncé une hausse de 58,2 % de son résultat avant impôts. On notait une baisse des banques et des assurances. Enfin, les fonds d'Etat et les valeurs d'or enregistrèrent une légère repli.

FAITS ET RÉSULTATS

● Première partie de Sanyo. — Le groupe japonais Sanyo Electric Co. a annoncé avoir enregistré sa première partie nette consolidée de 17,52 milliards de francs (750 millions de francs) au cours de l'année fiscale 1986-1987, en hausse de 4,5 % de son résultat avant impôts. On notait une baisse des banques et des assurances. Enfin, les fonds d'Etat et les valeurs d'or enregistrèrent une légère repli.

● La SBS et le Crédit suisse ont ouvert une ligne de crédit à Pirelli. — La Société de banque suisse (SBS) et le Crédit suisse vont accorder à Pirelli SpA et à la société internationale Pirelli SA une ligne de crédit de 2,3 milliards de dollars — assurés à égalité par chacune des deux banques — pour l'offre publique d'achat (OPA) lancée par l'italien sur Firestone, numéro un américain des pneumatiques. L'OPA de Pirelli, lancée le 7 mars, est valable jusqu'au 1^{er} avril et porte sur la totalité des titres Firestone (soit 33,3 millions d'actions) au prix unitaire de 58 dollars.

● Retour aux bénéfices pour Renault agricole en 1988. — Renault agricole devrait enregistrer cette année une situation bénéficiaire, après avoir essuyé, en 1987, une perte de 40 millions de francs. Le PDG de Renault, M. Lévy, a indiqué le 10 mars que ce redressement était le fruit d'un « grand effort d'ajustement ». Il a ajouté que l'effort de coopération avec les autres entreprises, en particulier le Centre de recherche agricole public (CERAP) sur l'introduction de la robotique sur les tracteurs de l'an 2000.

PARIS, 11 mars

Net repli

Les turbulences agitent le franc contre le mark et le réveil de Wall Street, jeudi, poussent sur le marché local de la dernière séance de la semaine. L'indice de tendance perdait 2,35 % des premiers échanges de la matinée, dans des volumes peu significatifs. Le mouvement paraissait durer les transactions officielles, qui se calculaient sur un repli de 2 %.

Le marché a été déstabilisé par le brutal décrochage du franc, jeudi, qui, finalement, ne sera dû qu'à un seul établissement financier ayant décidé de vendre ses positions. Sous les ordres, de nombreux investisseurs étaient le nom de Suez, qui aurait ainsi payé ses titres de la Générale de Belgique, pour les détenir avant la prochaine assemblée générale.

A ces turbulences monétaires, se sont ajoutées les dernières sondages de confiance qui rendent l'issue de l'élection présidentielle plus incertaine. De quoi inciter à la prudence les boursiers, qui sont également perturbés par les manifestations de certains de leurs, et notamment de plusieurs renouveau. Ajouté, enfin, à tout cela une tension des monnaies de l'argent de change à l'heure de l'attribution des gratifications pour l'année 1987.

Aussi dans un marché réduit, les investisseurs préfèrent ne pas bouger et surtout, s'ils le peuvent, rester à l'écart. Si une éventuelle Focem amène les quelques heures, les boursiers sont conduits par des holdings qui possèdent du capital de cours de leur participation et par les valeurs bancaires. Ces dernières, tout comme la MATIF, les autres séries de valeurs de base.

Sur le front des OPA, les opérations attendues la publication d'informations de l'offre de Bolest sur Rhin-Rhône. Le prix par titre retenu serait de 1 100 francs. Le niveau suffirait-il à attirer le montant des offres de la firme convoitée ? Rien n'est moins sûr. En revanche, le conseil d'administration de la Redoute a approuvé à l'unanimité l'OPA portée de l'entreprise qui souhaite posséder 50,01 % de capital.

TOKYO, 11 mars

Perte de vitesse

La Bourse de Tokyo a terminé en baisse vendredi 11 mars. L'indice Nikkei a perdu 74,09 points à 25 543,73 soit -0,29 %. A la mi-journée 800 millions de titres ont été échangés. La veille, mercredi 9, le marché nippon avait progressé de 12,43 %. Les courtiers japonais tiennent à souligner que Tokyo n'est pas lié à Wall Street et que la réaction à la baisse du marché de New-York a été très modérée.

Les performances des Bourses de valeurs japonaises ont bouleversé la hiérarchie des grandes entreprises en termes de bénéfices : Nomura Securities Co. décline Toyota Motor Corporation. Les quatre principales maisons de courtage nipponnes devraient enregistrer une baisse d'environ 30 % de leurs bénéfices bruts semestriels, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

VALEURS	Cours de 10 mars	Cours de 11 mars
Alcoa	160 1/2	159 3/4
Amgen (Am. Int.)	78 1/8	77 3/8
A.T.T.	47 1/2	47 1/8
Chrysler	28 1/4	28 1/8
Deere & Co.	42 1/8	42 1/8
Dow Chemical	41 7/8	41 1/2
Exxon	44 1/4	43 3/8
General Motors	72 1/2	70 1/4
Johnson & Johnson	118 5/8	118
IBM	163 3/4	163 1/4
Intel	48 3/4	48 1/2
McDonald	54 5/8	54 1/2
Merck & Co.	34 7/8	34
Microsoft	24 7/8	25 1/4
U.S. Steel	32 1/2	32 1/4
Wendover	32 1/2	32 1/4
Yarn Corp.	32 1/2	32 1/4

PARIS:

Second marché (collection)

VALEURS	Cours de 9 mars	Cours de 10 mars	VALEURS	Cours de 9 mars	Cours de 10 mars
A.G.P. SA	228	228	La Compagnie Electrique	228	228
Amgen & Associés	380	380	Le groupe de la mode	228	228
Amgen	325	325	Le groupe de la mode	228	228
B.A.C.	480	480	Le groupe de la mode	228	228
S. Danville & Associés	375	377	Le groupe de la mode	228	228
B.C.M.	620	620	Le groupe de la mode	228	228
B.P.	480	470	Le groupe de la mode	228	228
Bouffier Technologies	708	704	Le groupe de la mode	228	228
Bouffier	708	708	Le groupe de la mode	228	228
Calsonic de Lyon	916	907	Le groupe de la mode	228	228
Calsonic	916	916	Le groupe de la mode	228	228
Canal Plus	422	422	Le groupe de la mode	228	228
Canal	422	422	Le groupe de la mode	228	228
Calt	258	258	Le groupe de la mode	228	228
C.A.T.C.	127	127	Le groupe de la mode	228	228
C.D.M.E.	802	804	Le groupe de la mode	228	228
C. de la B. B.	288	288	Le groupe de la mode	228	228
C.E.L.I.D.	103	103	Le groupe de la mode	228	228
C.E.S.P.	150	150	Le groupe de la mode	228	228
C.E.P.	1176	1168	Le groupe de la mode	228	228
C.B. International	570	568	Le groupe de la mode	228	228
C. de la B. B.	447	448	Le groupe de la mode	228	228
C.M.I.A.	280	278 40	Le groupe de la mode	228	228
C. de la B. B.	210	212	Le groupe de la mode	228	228
C. de la B. B.	485	472 20	Le groupe de la mode	228	228
C. de la B. B.	180	180	Le groupe de la mode	228	228
C. de la B. B.	3000	3000	Le groupe de la mode	228	228
C. de la B. B.	1227	1180	Le groupe de la mode	228	228
C. de la B. B.	540	540	Le groupe de la mode	228	228
C. de la B. B.	228	228	Le groupe de la mode	228	228
C. de la B. B.	400	400	Le groupe de la mode	228	228
C. de la B. B.	210	210	Le groupe de la mode	228	228
C. de la B. B.	418	418	Le groupe de la mode	228	228
C. de la B. B.	827	802	Le groupe de la mode	228	228
C. de la B. B.	798	818	Le groupe de la mode	228	228
C. de la B. B.	220	220	Le groupe de la mode	228	228
C. de la B. B.	140	140	Le groupe de la mode	228	228
C. de la B. B.	112 50	112 50	Le groupe de la mode	228	228
C. de la B. B.	124	124	Le groupe de la mode	228	228
C. de la B. B.	195	195	Le groupe de la mode	228	228

LA BOURSE SUR MINITELE
36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables

le 10 mars 1988					
Nombre de contrats : 7 146					
VALEURS	PRIX	Options d'achat	Options de vente	Options d'achat	Options de vente
EF-Applique	248	28	150	6,50	8
EF-Optique	1180	35	150	6	8
Michelin	160	28	35	6,50	8,45
Mil	1280	35	150	16	—
Paribas	280	23,50	—	3,55	18,50
Peugeot	528	35	150	28	48
Saint-Gobain	440	3	26	—	—
Thomson-CSF	152	13,50	26	1,60	11

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 10 mars 1988

Nombre de contrats : 68 123

Echéances			
COURS	Mars 88	Jun 88	Sep 88
Dernier	102,60	101	100,55
Précédent	103,45	102,05	101,60

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
100	2,20	2,68
	1,11	2,02

INDICES

CHANGES		BOURSES	
Dollar : 5,6580 F ±		PARIS	
Le dollar était en baisse vendredi sur le marché des changes de Tokyo, où il a coté à 127,80 yens contre 128,20 yens la veille. A Paris, dans un marché extrêmement calme, il s'inscrivait à 5,6580 F contre 5,6725 F à la clôture des échanges interbancaires et 5,6750 F au fixing de jeudi.		(INSEE, base 100 : 31 déc. 1987)	
FRANCOFONIE 10 mars 11 mars		Valeurs françaises : 186,4 186,3	
Dollar (en DM) : 1,666 1,668		Valeurs étrangères : 109,1 109,4	
TOKYO 10 mars 11 mars		Cotations des agents de change (base 100 : 31 déc. 1987)	
Dollar (en yen) : 128,20 127,80		Indice général : 282,2 301	
MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)		NEW-YORK	
Paris (11 mars) : 71/67 13/14		(indice Dow Jones)	
New-York (10 mars) : 64/64 11/14		9 mars 10 mars	
		Industrielles : 2674,27 2626,63	
		LONDRES	
		(indice FTSE 100)	
		9 mars 10 mars	
		Industrielles : 1 466,1 1 472,3	
		Mines d'or : 248 248,7	
		Fonds d'Etat : 94,6 94,53	
		TOKYO	
		10 mars 11 mars	
		Industrielles : 25 677,82 25 643,73	
		Indice général : 2 190,55 2 191,6	

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN ANCH	DEUX MOIS	SIX MOIS
+ bas + haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
S.E.U.	5,6695 5,6755	+ 35	+ 30
S. can.	4,9857 4,9140	- 44	- 21
Yen (100)	4,0435 4,0427	+ 114	+ 137
DM	3,4852 3,4130	+ 114	+ 137
Flouin	3,8326 3,8370	+ 90	+ 102
FR (100)	16,2880 16,3042	+ 175	+ 275
FS	4,1158 4,1231	+ 197	+ 217
L. (1 000)	4,9914 4,9925	+ 175	+ 275
C.	10,4546 10,4713	- 117	- 61

TAUX DES EUROMONNAIES

SEUL	6 1/2	3 1/4	6 1/2	3 1/4	6 1/2	3 1/4
DM	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4
Flouin	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4
FR (100)	5 7/8	6 3/8	5 7/8	6 3/8	5 7/8	6 3/8
FS	1 1/2	2	1 1/2	2	1 1/2	2
L. (1 000)	10 1/2	11 1/2	10 1/2	11 1/2	10 1/2	11 1/2
FR	7 7/8	8 1/8	7 7/8	8 1/8	7 7/8	8 1/8
R. (100)	7 7/8	8 1/8	7 7/8	8 1/8	7 7/8	8 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

BOURSE DU 11 MARS

**Cours relevés
à 14 h 55**

[illegible]**Comptant** (sélection)**SICAV** (selection)

10/3

[illegible]

Cote des changes

Marché libre de l'or

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★

هَذَا مِنَ الْأَصْلِ

هفتا من الاميل

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINTEL
3 Conflits ethniques en URSS. 5 République sud-africaine : la « West Side Story » du Cap. 6 La négociation en vue d'un règlement du conflit afghan.	7 L'OPA du RPR sur les députés du Front national. 8 « Journal d'un amateur », par Philippe Bouchier. 9 M. Chirac à Marseille.	11 M. Chirac en Corse après la mort d'un gendarme. - Les priorités du CNRS en matière de biologie. 12 Police : le rapport Cabannes.	21 Rodin revisité. - SAGA au Grand Palais. 22 De la maison des morts, de Leos Janacek, salle Favart. - COMMUNICATION : les nouveaux équilibres de la télévision américaine.	27 Inquiétudes pour les pays industriels. 28 Sur le front des OPA. 29 Quatre semaines de grève chez Chausson. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 25 Campus 25 Carnet 26 Météorologie 25 Loto 25 Mots croisés 16 Radio-télévision 24 Philatélie 25	● Immobilier : calculez votre prêt avec le Crédit lyonnais. IMMO ● Bourse : la cote en direct. BOURSE ● Tous les jeux du Monde. JEUX Actualité, International, Sports, Campus, RNAM, Télématel. 3615 Taper LEMONDE

En réponse à un article du « Nouvel Observateur »

Luchaire dément « formellement » avoir poursuivi les ventes à l'Iran après mars 1986

Sous le titre « Luchaire : les ventes continuent », le *Nouvel Observateur* du 11 mars fait état des investigations d'un juge d'instruction italien, M. Felice Casson, à Venise. A partir d'une enquête sur un groupe d'étudiants iraniens dirigé par un certain Abedi Tari qui travaille également pour l'Islamic Republic Shipping off-Lines, installée à Gènes, ce juge a procédé, en janvier, à des perquisitions aux sièges des deux filiales italiennes, SEA et CONSAR, de Luchaire, déjà au centre du trafic illégal avec l'Iran avant mars 1986. La DIGOS, spécialisée dans la lutte antiterroriste, sous la responsabilité du commissaire Giuseppe Impallomeni, a aussi perquisitionné au domicile turinois de Mario Appiano, conseiller à l'exportation de Luchaire et responsable de ses filiales italiennes.

Résultat de cette razzia judiciaire, écrit le *Nouvel Observateur* : plus de quatre cents télex sur le trafic Luchaire, des documents bancaires prouvant que le ministère de la défense iranien a payé Luchaire par l'intermédiaire de filiales de la BNL (Banque nationale du travail italienne [...]). D'après les enquêteurs italiens, Luchaire aurait organisé plus d'une quarantaine d'expéditions d'obus vers l'Iran entre 1983 et 1988. L'hebdomadaire cite notamment un télex de la Société iranienne de transport maritime, datant du 13 janvier 1988 : « Le chargement de la CONSAR destiné au ministère de la défense sera prêt début février. »

Les travaux du juge Casson avaient déjà fait l'objet d'une

enquête d'un quotidien italien, la *Repubblica*, publiée le 7 février. Elles semblent mettre à nouveau en évidence le rôle de Mario Appiano dans la poursuite de ventes illégales à l'Iran, ainsi qu'en faisaient état plusieurs informations recueillies au Portugal (le *Monde* du 23 décembre 1987). Le juge Casson doit rencontrer à Paris, la semaine prochaine, son homologue français, M. Michel Legrand, chargé d'instruire le dossier Luchaire.

En attendant, la société Luchaire a « formellement » démenti dans un communiqué l'article du *Nouvel Observateur* : « Luchaire dément formellement que ses activités militaires puissent être mises en question après la plainte déposée contre X... en mars 1986, pour des livraisons directes ou indirectes à un pays non autorisé. » Assurant que « les erreurs contenues dans cet article sont multiples et très nombreuses », Luchaire dément « être en liaison de quelque façon que ce soit avec les Islamic Republic Shipping off-Lines de Gènes ».

E. P.

A la prison de Gragnan

Deux anciens policiers incarcérés sont blessés par des codétenus

BORDEAUX de notre correspondante

Deux anciens policiers détenus à la maison d'arrêt de Gragnan (Gironde) ont été blessés mercredi 9 mars au cours de la promenade par d'autres prisonniers qui ne leur pardonnaient apparemment pas leur ancien métier.

Joël Mercier, trente-sept ans, ancien responsable de la section financière du SRPJ de Bordeaux, est incarcéré depuis octobre 1987 (le *Monde* du 24 octobre 1987). René Brioux, quarante-cinq ans, a été, lui, arrêté en novembre 1987 par ses collègues de la sûreté urbaine de Mont-de-Marsan (Landes) alors qu'il cambriolait un magasin.

Selon M. Jean-François Ducharry, avocat de Joël Mercier, des codétenus se sont jetés sur son client en criant : « Sale con, on va te faire la peau. » Joël Mercier a été blessé par arme blanche dans la région des pommiers et du foie et hospitalisé au CHR de Bordeaux. René Brioux porte des plaies à la tête qui pourraient provenir de boules de pétanque.

G. M.

Sur le vif

Indélébile

J'ai l'air de rien comme ça, à déconner ici toute seule dans mon petit coin. Et bien ! je vais vous dire un truc qui va vous scier. Moi, le Quin-Quin de service, je fous la trouille à tout plein de gens. A qui ? A deux cent cinquante millions d'Américains qui claquent des quinettes à l'idée de me voir débarquer. Si je veux aller aux Etats-Unis, là je dois y passer huit jours à Pâques, faut que je force leur porte. Ils se barricadent. Ils sortent les fusils : arrière, Satan !

Tout ça parce qu'il y a plus de quarante ans j'ai été inscrite pendant quelques mois au PC. Attendez, qu'est-ce que je raconte : même pas, aux Jeunes communistes. J'étais étudiante en droit. Et depuis, chaque fois que je me pointe au consulat, ils se plaignent derrière leurs guichets, l'œil mauvais, et ils marmonnent entre leurs dents : passez votre passeport dans le tourniquet, touchez à rien et foutez le camp. Quand, enfin, ils me l'accordent, leur précieux visa, c'est le

plus nul de tous les visas. Il n'est bon que pour un an et il ne donne droit à rien. Surtout pas à faire mon métier de journaliste.

Voyez que je vous mens pas. Je suis une personne à haut risque. Fils qu'une terroriste. Et encore je vous ai pas tout dit. Il y a quelques temps, à force de me voir revenir comme ça tous les onze mois, ils en ont eu assez et ils ont exigé que je leur demande pardon par écrit. Un mea culpa. Je l'ai fait. Ousé, je sais, c'est la honte, je me suis tournée à leurs pieds et j'ai juré que je recommencerais pas. Résultat : ils me traitent pire qu'avant.

Le plus beau, c'est pas ça. Ronnie a effranchi Gorbys : tu sais cette nana avec ses soixante balais, ses quatre gosses et ses trente-cinq ans de maison, la laisse surtout pas entrer. Elle était coco, elle l'est plus, alors, méfie-toi. Conseil d'ami.

CLAUDE SARRAUTE.

VIETNAM

Pham Hung, premier ministre, est mort

M. Pham Hung, premier ministre vietnamien, est mort, jeudi 10 mars, d'une crise cardiaque. Il était âgé de soixante-cinq ans. Un deuil national de trois jours a été décidé, et la date des obsèques a été fixée au 13 mars. M. Vo Van Kiet, vice-premier ministre, assurera l'interim jusqu'à l'élection du successeur de M. Hung par l'Assemblée nationale.

Pham Hung, l'un des dirigeants de la guerre dans le Sud jusqu'à la chute de Saigon en 1975, avait été promu, en décembre 1986, numéro deux du bureau politique du PC vietnamien, lorsque la « vieille garde » du parti — MM. Truong Chinh, Pham Van Dong et Lê Duc

Tho — avait quitté les instances suprêmes du mouvement. Il avait été nommé premier ministre six mois plus tard.

[Né en 1912 dans le delta du Mékong, il fut le plus jeune des neuf premiers membres du bureau politique du PCV. Membre du parti dès sa formation en 1950, il échoua au bague de Poulo-Condore l'année suivante. Il y resta jusqu'en 1955. Directeur des affaires politiques et de la sécurité au Sud, représentant du parti, il travailla en compagnie de Le Dan et de M. Le Duc Tho. De retour au Nord après 1954, il entra au gouvernement (1955), au bureau politique (1957), devient vice-premier ministre (1959). Il continua à occuper, nominalement, ces fonctions et d'autres jusqu'en 1966.

En fait, depuis 1960, il est reparti vers le Sud, où il a pris la tête de la lutte, toujours assisté de M. Le Duc Tho. Dès lors, il apparaît de nouveau au grand jour, court-circuitant le GRP pour diriger la délégation qui « négociera » avec le Nord la réunification du pays. Alors numéro quatre du bureau politique, il avait pris le contrôle du ministère de l'Intérieur en février 1980.]

P. de S.

Protestations contre l'utilisation de sondages de renseignements généraux

L'utilisation abusive par le ministère de l'Intérieur, M. Charles Pasqua, mercredi au cours de l'émission « L'heure de vérité », de sondages confidentiels de renseignements généraux (RG) favorables au candidat RPR suscite une vive polémique. Les amis de M. Barre ont décidé de ne pas laisser passer cette « opération d'intoxication » qui donne M. Chirac gagnant au second tour. « Il s'agit d'une opération grossière de manipulation de l'opinion », a protesté sur TF 1 M. Charles Millon, président des comités de soutien à M. Barre.

Même écho du côté du PS où M. Lionel Jospin a qualifié, jeudi à Metz, de « tentative de manipulation » la façon dont M. Pasqua se sert des sondages des RG. La commission des sondages, enfin, a « déploré », jeudi, qu'Europe 1 « n'ait pas fait les réserves qui s'imposent » avant la diffusion d'un sondage attribué aux RG. Elle rappelle que dans un communiqué précédent elle émettait « les plus vives réserves » sur « des rumeurs relatives à des sondages présentés comme confidentiels ». La commission rappelle dans cette mise au point que la loi prohibe « la publication ou la diffusion des résultats d'un sondage sans que la commission ait été à même d'exercer son contrôle ».

Le numéro du « Monde » daté 11 mars 1988 a été tiré à 506 436 exemplaires

A C D E F G H

La reprise de « Marie-France » et « Femme pratique »

Le Syndicat du livre réclame une solution globale

Coup sur coup, depuis le début du mois, la SOPEFF, qui contrôle *Marie-France* et *Point de vue*, *Images du monde*, *EDIFAP*, qui possède *Femme pratique*, *Femmes d'aujourd'hui* et *Chez nous*, et l'Office de publicité générale (OPG), qui contrôle des agences de publicité et des régies de journaux agricoles, ont déposé leur bilan. Le passif de cet ensemble, appartenant à M. Maurice Brébart et Mme Françoise Fabre et qui comprend aussi l'imprimerie moderne de Maisons-Alfort (IMMA), est évalué à plusieurs centaines de millions de francs. Les deux premières sociétés ont bénéficié récemment du redressement judiciaire.

Les candidats à la reprise de *Marie-France* et de *Point de vue* (Havas, le groupe Marie-Claire, les Editions mondiales, Bayard Presse) se penchent sur le dossier. Un éditeur de magazines de Hambourg, Jahreszeiten, serait prêt à reprendre en plus *Femmes d'aujourd'hui*, *Femme pratique* et *Chez nous*. Quant à l'OPG, l'intéressé des agences de publicité, dont FCAR, mais personne ne se résout à avancer clairement ses pions. M. Bruno Berthez, l'ancien dirigeant de la *Vie française*, a manifesté un moment de l'intérêt pour l'ensemble, mais il hésite aujourd'hui.

Le Syndicat du livre CGT réclame une solution englobant l'imprimerie moderne de Maisons-Alfort, l'IMMA, et ses trois cent trente-sept salariés. L'IMMA imprime les journaux de la SOPEFF comme ceux d'EDIFAP, ainsi qu'une partie d'*Intimité* et *Nous deux*, deux titres des Editions mon-

diales. Avant l'audience du tribunal de commerce de Paris qui devait statuer sur l'IMMA, le mercredi 9 mars, le Livre CGT a envahi le bâtiment du tribunal et inondé le sol de tracts et de papiers. Le tribunal a de nouveau reporté sa décision au 17 mars, date ultime puisqu'elle se situe trois mois juste après le dépôt de bilan de l'imprimerie.

Mort du chanteur de rock Andy Gibb

Le chanteur rock Andy Gibb, vedette du groupe des Bee Gees, est mort jeudi 10 mars dans un hôpital d'Oxford (Angleterre). Il était âgé de trente ans. [Né en 1958 à Manchester, mais élevé en Australie, il avait, avec le groupe des Bee Gees auquel son talent était indissolublement lié, remporté un succès foudroyant en 1978 avec *Shadow Dancing*. Le groupe devait bientôt s'installer à Miami. La fortune soudaine et considérable d'Andy Gibb ne devait cependant pas résister à un certain goût pour les excès, en particulier de cocaïne. C'est d'ailleurs à la drogue que son décès est généralement attribué.]

En villégiature en Suisse

Le prince Charles échappe à une avalanche

Hugh Lindsay, major du « 9-12 Royal Lancers » âgé de trente-quatre ans et écuyer de la reine d'Angleterre entre 1983 et 1986, qui accompagnait le prince de Galles, a été emporté, jeudi 10 mars, par une coulée de neige sur les pentes du mont Gotschna dans la station de Klosters (Grisons), où la famille royale britannique passe ses vacances d'hiver en raison des conditions de sécurité y régnant habituellement.

En compagnie de sa belle-sœur, la duchesse d'York, et d'un couple d'amis, le couple princier était arrivé à Klosters mardi. Jeudi, en compagnie d'un guide de haute montagne et d'un garde du corps, le prince Charles faisait une sortie hors piste à laquelle ne participait pas Lady Diana ni la duchesse d'York. L'accident s'est produit après 15 heures aux abords de la piste Wang. La neige a recouvert le major Lindsay et M. Palmer Tomkinson, une amie du prince, qui a été transportée assez sérieusement blessée dans un hôpital de Davos.

(Publicité)

Superb. Moquettes soldées 69,50m²

chassées usure, feu, anti-staïques, anti-salissures, 30 coloris

mériteraient d'être vendues 2 fois plus cher

chez Artirec

Coordonnés

Merveilleux tissus 29,50 et 39,50 F le m en 270 cm.

Chintz 1^{er} choix antistatisme soldé 39,50 F le m en 140.

Beaux sols plastiques soldés 19,50 Fm², etc., etc., etc.

Artirec Espace Moquettes + Tissus® est le spécialiste murs et sols de qualité en entrepôts, le plus complétement et recommandé par les journalistes et par la Fnac. Prix super-réduits, sans comparaison. Guide gratuit pour tout achat.

• Et des affaires extraordinaires en moquettes toutes largeurs synthétiques, griffées et dégriffées • Laine somptueuse • Revêtements plastiques • Dalles • Coco • Gazon, etc. • Tissu mural jusqu'à 2,80 m de largeur • Tissu molletonné • Liège

• Miroirs • Paille chinoise • Imitation dam, etc. Et un magnifique tissu tapisserie contrecollé molleton qui mériteraient d'être vendus 2 1/2 fois plus cher, isolant thermique et phonique (-48 décibels).
Artirec-sols : 4, bd de la Bastille, 12^e (43 40 72 72). Parking possible.
Artirec-murs : 8-10, imp. St-Sébastien, 11^e (43 55 66 50). Park. grat.
Plaisir : (30 55 55 15). Park. grat.
Saint-Maur : (48 83 19 97). Parking gratuit.
Kremlin-Bicêtre (sols) : (46 58 81 12).

SCIENCE VIE

LE CERVEAU ET LA MÉMOIRE

EXCLUSIF : 30 images en direct avec le cerveau.

- Voyage au cœur de la mémoire.
- La neurophysiologie du langage.
- Cerveau gauche, cerveau droit.

NUMÉRO HORS SÉRIE EN VENTE PARTOUT

ENFIN UN "RAIDER" DANS LA DÉCORATION !

Il faut toute l'audace, toutes les relations internationales, toute l'habileté d'un "raider" pour pouvoir vous offrir ce que les femmes veulent : la décoration, toutes les décorations, aux prix qui vous conviennent. Les femmes exigent la création, l'originalité, la qualité. Elles refusent les étiquettes invendues et la banalité. Voilà, notre nouvelle "OEC" (Offre Publique de Vente) sur les valeurs de la décoration : des milliers de mètres de chinés, de satins imprimés, d'unis, de jacquards à des prix "Raider".

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES-PARIS